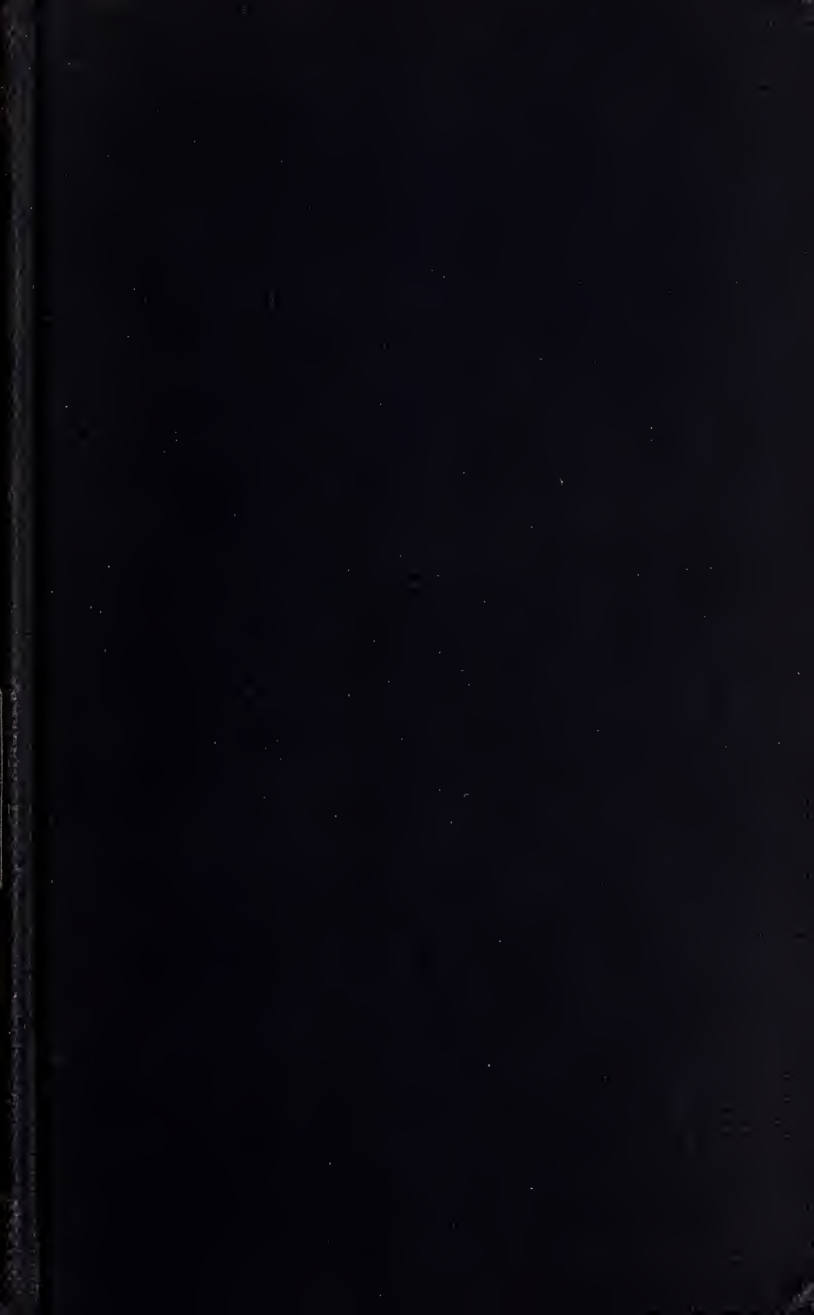



THE LIBRARY OF CONGRESS
1800

BIBLIOTHÈQUE DE LA JEUNESSE CHRÉTIENNE

HISTOIRE D'ESPAGNE

PAR

LE COMTE VICTOR DU HAMEL

Orné de six gravures sur acier

TOURS
A[D] MAME ET C[IE]
ÉDITEURS

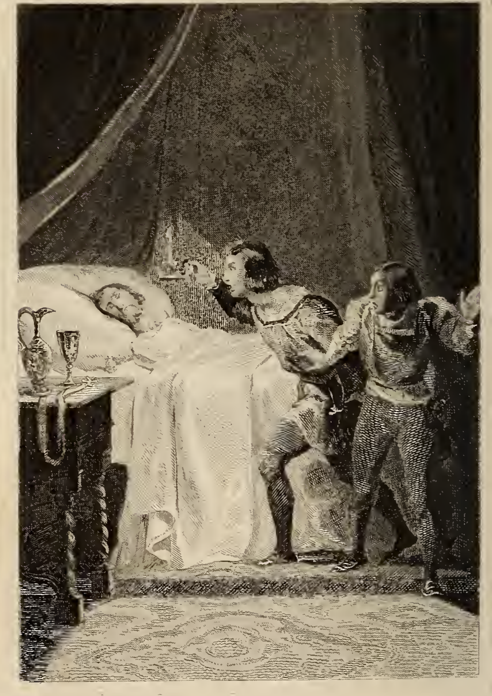
BIBLIOTHÈQUE

DE LA

JEUNESSE CHRÉTIENNE

APPROUVÉE

PAR S. EM. LE CARDINAL ARCHEVÊQUE DE TOURS.



K. Girardet del. Olesczynski sc.

FERDINAND FUT TROUVÉ MORT DANS SON LIT.

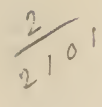
HISTOIRE

D'ESPAGNE

PAR

LE Cte VICTOR DU HAMEL

NOUVELLE ÉDITION





TOURS

A^d^ MAME ET Cie, IMPRIMEURS-LIBRAIRES

1855


LIBRARY OF CONGRESS
1899

HISTOIRE

D'ESPAGNE

CHAPITRE I

Premiers peuples de l'Espagne. — Origine des royaumes de Navarre, d'Aragon et de Castille.

L'Espagne, cette riche presqu'île que la chaîne des Pyrénées sépare de la France, fut peuplée par les Celtes, descendants d'Ascenez, petit-fils de Japhet. Elle dut les premiers bienfaits de la civilisation aux Phéniciens, qui lui donnèrent le nom de *Spanijam* (Espagne) ou terre du lapin, à cause de cet animal, qu'ils y virent pour la première fois. Rome, dans sa lutte contre Carthage la Phénicienne, avait surtout à cœur d'enlever à sa rivale la belle province que celle-ci possédait sur le continent européen. Les succès d'Annibal arrêtèrent d'abord l'accomplissement d'un semblable projet. Mais ce général porta la guerre en Italie,

et les deux Scipions, généraux romains, profitèrent de son absence pour fondre sur l'Espagne. Ils perdirent la vie dans un combat; un de leurs lieutenants les vengea et se maintint dans le pays. Enfin, Scipion surnommé l'Africain chassa entièrement les Carthaginois de l'Espagne, et réunit cette province à l'empire romain par la renonciation qu'il obligea les vaincus de signer, l'an 201 avant Jésus-Christ.

Les nouveaux maîtres partagèrent l'Espagne en deux gouvernements dont le cours de l'Èbre formait la séparation; ce qui fit donner le nom de *citérieure* et d'*ultérieure* à ces deux divisions. Les empereurs, suivant un système politique adopté pour tous leurs vastes États, fractionnèrent l'Espagne en plusieurs petits gouvernements; au commencement du ve siècle, sous Honorius, on en comptait six : la Bétique, la Lusitanie, la Galice, la Tarragonaise, la Carthaginoise, et les îles Baléares; les trois premiers étaient administrés par des consulaires, et les trois autres par des présidents relevant tous d'un lieutenant des Espagnes, de qui on pouvait appeler au préfet du prétoire des Gaules. Cette organisation dura jusqu'au jour où les empereurs, cédant devant les efforts réité-

rés des nations septentrionales faisant irruption de toutes parts, perdirent l'Espagne, un des plus beaux fleurons de leur couronne.

Vers l'an 411 de l'ère chrétienne, des tribus venues du nord envahirent l'Espagne, et l'arrachèrent à la domination des Romains : c'étaient les Alains et les Vandales; mais leurs habitudes nomades et leurs inclinations belliqueuses devaient les entraîner dans les climats africains. Les Vandales surtout traversèrent l'Ibérie comme un effrayant météore, ne laissant pour souvenir de leur passage que leur nom à la province méridionale qui s'appelle encore de nos jours Andalousie.

Les Suèves et les Visigoths suivaient les traces de leurs frères de Germanie; eux seuls étaient appelés par le Ciel à former une nouvelle société dans la Péninsule. Le royaume des Suèves comprenait la Galice, celui des Goths le reste de l'Espagne; en 583, sous le règne de Leuvigilde, seizième successeur d'Ataulph, premier roi des Visigoths, ces deux États se confondirent en un seul.

Les Goths, de tous les peuples sortis de la Scandinavie, étaient peut-être les moins barbares; à leur esprit de conquête ils joignaient le discer-

nement qui leur faisait respecter la nationalité des contrées soumises à leurs armes. On doit donc attribuer à leur générosité envers les vaincus, à leur facilité même à se plier aux mœurs de ceux-ci, la stabilité de leur puissance dans l'Ibérie. Ils laissèrent subsister les institutions romaines des localités, et n'apportèrent de changement que dans les relations qui unissaient ces diverses localités entre elles.

Ces conquérants remplacèrent la puissance centrale de la Rome républicaine par la direction d'un chef. Le système monarchique régissait alors tous les peuples de la Germanie. Ce chef fut d'abord électif, ainsi que le prouve le Fuero-Juzgo (*Forum judicum* ou *Fori judicium*), ce bel ensemble de lois politiques et civiles, commencé au VII[e] siècle sous les auspices des rois Réchésuind, Wamba, et qui fut considérablement développé par les soins de leur successeur Egica. Ces lois ainsi recueillies furent adoptées par les diverses nations qui occupaient l'Ibérie sous un même sceptre. Aussi est-ce depuis cette époque que tous les habitants de la Péninsule, aborigènes, Romains ou Goths, sont compris sous la dénomination d'Espagnols.

Plusieurs exemples viennent à l'appui de cette assertion : Sisebut fut élu roi d'Espagne après la mort de Gondémare, en 612. Eruige, de même, monta sur le trône en 680. Enfin on peut citer aussi en témoignage de ce mode d'élection l'acte même de déchéance de 710 relatif à Witiza, fils d'Egica le législateur et l'avant-dernier roi de la monarchie gothique. En cette circonstance on observa les formes suivies dans le choix des souverains ; le concile, ou assemblée nationale, intervint, puis après avoir rasé la longue chevelure du monarque déposé, « ce diadème des rois goths, » comme l'appelle Montesquieu, on procéda à l'élection de son successeur, qui fut Roderic ; et, selon l'usage conservé en Espagne jusqu'aux temps modernes, l'assemblée nationale reçut les serments du prince le jour où elle salua le roi.

Roderic fut le dernier souverain des Goths péninsulaires. Un des grands de sa cour, le comte Julien, indigné de l'outrage fait en son absence à sa fille ou à sa sœur Floride par le roi lui-même, sacrifia à sa vengeance les intérêts de sa religion et de son pays ; il appela les mahométans en Espagne. Sous la conduite de Tarick, ces peuples traversèrent la mer africaine, s'emparèrent des

points les plus importants des côtes d'Andalousie, et sur le mont Calpé, qui prit alors le nom de Gibal-Tarick (montagne de Tarick), ils bâtirent un fort, appelé depuis Gibraltar. Poussant plus avant leurs conquêtes, ils marchèrent à la rencontre du roi Roderic, dont ils aperçurent les étendards à quelques milles de Cadix. Le 3 septembre 713, les deux armées se trouvèrent en présence dans cette riante plaine arrosée par le Guadaleté, où s'élève aujourd'hui la ville de Xérès. La victoire des infidèles fut complète ; la noblesse gothique resta en partie sur le champ de bataille : on en put juger par la quantité des morts portant l'anneau d'or au doigt ; le nombre des hommes libres qui avaient l'anneau d'argent, et des esclaves avec celui de cuivre, fut immense. Roderic, selon quelques historiens, périt dans la mêlée de la propre main de Tarick ; suivant d'autres, il disparut après la bataille sur son beau destrier Orella, si fameux dans les romanceros, et, après avoir erré longtemps dans les sierras d'Andalousie, il termina ses jours au fond d'un ermitage.

Une panique universelle gagna toute la Péninsule et livra sans obstacle cette riche contrée aux vainqueurs ; mais ceux-ci ne devaient pas jouir

tranquillement de leur conquête. Le même crime qui avait causé la chute de l'empire des Goths ébranla également la puissance des nouveaux conquérants. Muza, un des lieutenants arabes, commandant en Asturie, ayant outragé la sœur de Pélage, le fier chrétien, impatient déjà de l'asservissement de son pays, se rappelle alors qu'un sang cantabre des plus nobles coule dans ses veines; il se jette dans les montagnes escarpées des Asturies. A sa voix accourent les valeureux enfants des Goths, qui n'attendaient qu'une occasion pour relever la croix du Sauveur. Bientôt une nombreuse troupe se presse autour de Pélage sous la bannière vénérée de la mère du Christ; les échos de la caverne de Notre-Dame de Cavadonga, située dans les flancs du mont Auseva, pourraient redire encore le jour où les compagnons de Pélage le choisirent pour chef, comme le plus digne de commander, suivant l'ancien adage, si souvent appliqué au temps des rois goths : *Vox populi, vox Dei*, la voix du peuple est la voix de Dieu.

Dix-sept années s'étaient à peine écoulées depuis l'envahissement des infidèles; déjà Pélage, grâce aux victoires d'Auseva et d'Ollales (719), remportées sur Alchaman et Muza, lieutenants

d'Alahor, gouverneur d'Espagne pour les califes de Damas, se voyait proclamé roi des Asturies ; et en présence de ses compagnons d'armes, il ceignait pour couronne un cercle hérissé de fers de lance arrachés aux guerriers maures tombés sous ses coups. Ainsi le pavois militaire servait de base au nouveau trône qui s'établissait et qui devait avoir un si glorieux avenir.

Depuis Pélage, la transmission du pouvoir royal par hérédité n'ayant éprouvé nulle interruption, devint un droit coutumier qui plus tard servit de base au droit écrit. A la mort de ce prince, arrivée, selon Ferreras, à Cangas d'Onis, en 737, Favila, son fils, fut reconnu pour son successeur. Celui-ci ne porta pas longtemps la couronne ; deux ans après, il descendait au tombeau. La nation fit alors choix d'Alphonse dit le Catholique, époux de la fille de Pélage. Le nouveau roi agrandit beaucoup ses États, qui, sous ses successeurs, changèrent de dénomination à mesure que ceux-ci étendaient leurs frontières. La principauté d'Oviédo devint le royaume de Léon, puis enfin celui de Castille. L'origine de ce dernier nom vient d'un château bâti pour s'opposer aux incursions des Maures, comme l'attestent de nos jours

les armoiries de ce royaume, qui portent un château d'or accolé au lion de gueules de Léon.

La gloire et les succès de Pélage devaient lui donner des imitateurs. Garcias Ximenès, seigneur de Bigorre, indomptable hidalgo, brisa les fers de l'islamisme, et fonda le royaume de Sobrarbe aux environs de la Cinca. Son fils Garcias Inigo, élu roi à la mort de son père, s'empara, à l'occident, de Jaca, sur la rivière d'Aragon, et de Pampelune, sur l'Arga. Son empire, accru sous ses successeurs, et principalement sous Inigo Ximenès, surnommé le Hardi, qui vivait vers 889, devait plus tard se partager en deux royaumes, l'Aragon et la Navarre; mais, au commencement du xi[e] siècle, Sanche le Grand, héritier du royaume de Navarre, par sa descendance en ligne masculine d'Inigo Arista, seigneur de Bigorre, et des États d'Aragon, par sa mère Ximène, fille d'Endregot-Galind, dernier comte souverain d'Aragon, prit de droit le titre d'empereur des Espagnes le jour où, du chef de sa femme Muncie, il réunit à ses vastes royaumes ceux de Castille et de Léon.

A la mort de ce prince en 1035, l'Ibérie chrétienne se partagea de nouveau en trois royaumes :

la Navarre échut à Garcie, fils aîné de Sanche le Grand; Ferdinand, son second fils, eut la Castille, érigée pour lui en royaume; et Ramire, fils du monarque défunt, fut couronné roi des États de Sobrarbe et de Ribagorce, qui, dans la suite, prirent le nom générique d'Aragon, et passèrent, en 1137, dans la maison de Catalogne dite de Barcelone, par le mariage de Pétronille, arrière-petite-fille de Ramire, avec Raymond, comte de Barcelone.

Néanmoins les Navarrois, ayant perdu leur roi Sanche IV, fils de Garcie, donnèrent encore un exemple de l'exercice du droit national qu'ils avaient d'élire leur souverain. En 1076, ils dévolurent la couronne de Navarre à Sanche-Ramire, roi d'Aragon; mais les qualités brillantes et les grands talents de ce prince ne purent faire oublier les droits des neveux de Sanche IV, qui étaient héritiers de son trône en ligne masculine collatérale.

A cette époque, en Espagne, ainsi que dans les autres parties de l'Europe, le système féodal avait passé des mœurs dans les institutions, et la couronne royale devint un patriotisme aussi bien que les diverses couronnes moins éclatantes qui

relevaient d'elle. Comme toute possession allodiale (1), elle fut soumise à des lois de transmission héréditaire. L'élection, ce mode primitif d'arriver au trône, suffisant et même salutaire au temps où toute la nation se trouvait réunie dans une grande plaine sous les tentes d'un camp, serait devenue nuisible et féconde en désordres quand cette nation, multipliant ses enfants et les limites de ses frontières, eut pris racine dans le sol où elle s'établissait; alors, plus la couronne sembla exciter la convoitise, plus on dut la mettre au-dessus des débats et des prétentions toujours si fatales au repos des peuples.

De même que le Créateur, dans l'harmonie des mondes, s'est fixé des règles à lui-même, les sociétés européennes du moyen âge comprirent qu'il fallait reconnaître des lois propres à donner de la durée et de la prospérité à leur organisation. De ce nombre furent les lois d'hérédité applicables à toute puissance territoriale, principalement à la royauté. Mais avant que ces lois fussent déterminées d'une manière précise et obligatoire, un judicieux instinct portait la multitude à les

(1) Ce mot sert à désigner les terres de franc-alleu ou biens-fonds concédés d'abord à temps, plus tard à vie, et qui devinrent enfin héréditaires.

observer; on peut citer pour exemple les Navarrais, qui, cinquante ans après avoir réuni leur couronne à celle d'Aragon sur le front de Sanche-Ramire, l'en détachèrent pour la placer sur celui du prince Garcie, petit-neveu en ligne masculine de Sanche IV, dernier roi de Navarre.

CHAPITRE II

ROYAUME D'ARAGON.

Pierre Ier. — La couronne devient héréditaire. — Cortès. — Alphonse Ier. — Prise de Saragosse. — Ramire II, prêtre, est relevé de ses vœux et monte sur le trône. — Sa fille Pétronille lui succède. — Elle épouse Raymond Bérenger, comte de Barcelone. — Loi d'hérédité masculine. — Alphonse II. — Pierre II. — Son expédition en Provence. — Il fait la guerre aux Maures. — Il prend le parti des Albigeois. — Sa mort.

1094 - 1213.

Le penchant national qui se manifestait dans toute la Péninsule pour la transmission héréditaire du trône devait bientôt, par la marche des temps et par la force des événements, avoir des résultats plus durables. En Aragon surtout, les premiers souverains déployèrent leur adresse et leur énergie pour abolir le principe d'élection et fixer irrévocablement, par une loi, l'hérédité de la couronne. Les chroniques de ce royaume rapportent qu'à la mort de Sanche-Ramire, frappé d'une flèche arabe au siége de Huesca, en 1094, son fils, don Pèdre (Pierre Ier), fut proclamé roi dans les lignes mêmes qui environnaient la place. Ce

jeune prince, doué de résolution, mit à profit la haute estime que ces guerriers avaient pour son courage et ses talents; il suspendit un instant les opérations du siége, pour s'occuper d'obtenir de ses peuples une loi d'hérédité qui, de leur vivant, saisît ses descendants du droit de succession au trône, et assurât leur avenir royal, jusque alors incertain et dépendant des funestes caprices de la multitude.

Arrivé au lieu où les états se trouvaient réunis, don Pèdre n'épargna aucun moyen pour faire abdiquer à la nation son droit d'élire ses souverains. Il offrit en échange d'autres franchises plus utiles au bonheur de tous. Enfin, par ses promesses et ses prières, il obtint que cette grande question serait soumise à l'assemblée des états de la nation appelés *cortès*.

Après une imposante et mûre délibération, ces cortès reconnurent la nécessité, pour le bien général, d'arrêter enfin par une loi l'hérédité de la couronne. Elles consentirent donc à se dépouiller de leur redoutable *fuero* (privilége) et de l'échanger contre d'autres libertés, dont voici la plus importante :

« Les Aragonais pouvaient et pourraient tou-

jours prendre les armes contre quelques forces étrangères que ce fût qui entreraient dans le royaume pour y nuire, quand même ce serait contre leur propre roi ou le prince héritier, s'il voulait y entrer de cette sorte. »

Don Pèdre justifia la haute preuve d'attachement que venaient de lui donner ses peuples; il se remit en campagne, s'empara de la ville d'Exisa, et bientôt après gagna la bataille d'Alcaraz, sur Abdérame, succès qui lui ouvrit les portes de Huesca, capitale du roi maure, le 25 novembre 1096. Ce triomphe lui en assura d'autres; nombre de places importantes, telles que Barbastro, reconnurent son autorité. Sa mort, arrivée le 28 septembre 1104, mit seule un terme à sa gloire.

Don Pèdre ne laissait point de postérité; en vertu de la nouvelle loi de succession qu'il avait fait instituer, il eut pour successeur son frère Alphonse Ier, surnommé le Batailleur. Ce prince, réputé le plus brave de son temps, obtint encore sur les Maures de plus grands avantages; vers l'an 1118, il prit la ville de Saragosse, ancienne capitale de la Celtibérie, qui depuis quatre siècles était sous la domination musulmane. Il y établit

le siége de son royaume; puis s'étant ligué avec Alphonse VIII, roi de Castille, il pénétra dans les royaumes de Valence et de Murcie, et porta la guerre jusqu'aux environs de Grenade; mais, craignant de voir sa retraite coupée s'il mettait de trop longues distances entre lui et ses États, il retourna en Aragon; son seul but à l'avenir était de profiter de ses triomphes pour agrandir le cercle de son royaume.

Dans cette vue, il se présenta devant Fraga, place très-forte sur les confins de la Catalogne; le blocus dura un an. La ville allait se rendre, lorsqu'une armée musulmane surprit inopinément le camp des chrétiens; les Aragonais furent taillés en pièces; Alphonse, leur roi, qui avait survécu, dit la chronique, à vingt-huit batailles où il avait rudement combattu, couvert de blessures cette fois, fut transporté par quelques-uns de ses preux au monastère de Saint-Jean de la Pegna, où il expira le 7 septembre 1134. Il avait épousé Urraque de Castille, veuve de Raymond de Franche-Comté; mais n'ayant pu tolérer longtemps les désordres et le caractère emporté de cette princesse si tristement célèbre, il s'en était séparé avec éclat en 1114, sans avoir eu d'elle de postérité.

En vertu de la loi d'hérédité établie sous le roi don Pèdre, les états d'Aragon décernèrent la royauté au prince Ramire. Cette nouvelle application de la loi de 1094 fut encore plus remarquable que celle qui avait été faite en faveur du roi Alphonse Ier. Le prince Ramire, ordonné prêtre depuis longtemps, vivait retiré au fond de l'abbaye de Saint-Pons de Tomières, en Languedoc. Il apprend que, sur les instances des cortès d'Aragon, le pape Innocent II l'a relevé de ses vœux de prêtre pour lui laisser libre l'accès du trône. Ramire, le ministre du Seigneur, croit encore remplir une sainte mission en acceptant la nouvelle tâche que Dieu semble lui imposer ; il se rend aux vœux des Aragonais, et ceint la couronne si glorieusement portée par ses deux frères Pierre Ier et Alphonse Ier.

Ce fut sous son règne que la Navarre retourna à ses princes légitimes. Le roi Ramire II s'unit à Agnès de Guienne, qui, l'année suivante, mit au jour la princesse Pétronille. Mais il n'avait pu se prêter à l'acte insolite qui l'avait retiré du cloître sans éprouver de violents scrupules ; bientôt il s'y joignit le regret de sa paisible solitude, un sombre chagrin s'empara de lui, les soins du trône lui

devinrent à charge. Alors, cherchant à concilier son goût pour la retraite avec son amour pour sa fille et ses devoirs envers ses sujets, il jeta les yeux sur Raymond Bérenger, comte de Barcelone, pour lui confier le soin de gouverner ses États jusqu'à la majorité de la princesse Pétronille; et dans la vue de mieux associer le prince catalan aux grands intérêts qu'il lui remettait, il résolut de le fiancer avec sa fille bien-aimée, âgée de deux ans. A cet effet, il convoqua les états d'Aragon à Balbastro, le 11 août 1137, et leur demanda de reconnaître Pétronille comme la royale personne qui devait lui succéder. Par attachement pour le roi, les états y consentirent, à condition que la princesse n'occuperait le trône que lorsqu'elle serait en âge d'être mariée; et pour mieux prouver encore leur répugnance à se soumettre à l'autorité d'une femme, ils ajoutèrent aussi la clause qu'en cas de mort de sa jeune épouse, le comte de Barcelone hériterait du trône; de sorte que ce prince, pendant une grande partie de sa vie, fut moins le mari que le protecteur de la reine Pétronille. Ensuite Ramire II se retira au monastère de Huesca en Aragon, dont il était le fondateur, et y mourut

dix ans après son abdication, le 16 août 1147.

Raymond Bérenger réalisa dignement, autant par sa bonne administration que par le succès de ses armes, les espérances que son beau-père avait conçues de lui. Il agrandit son territoire, s'empara, sur les Maures, en 1149, de Lérida, de Fraga et d'autres places circonvoisines; et après avoir fait purifier la grande mosquée de Lérida, il ordonna à Guillaume, évêque de Balbastro, d'y transférer le siége de son diocèse, qui avait été institué en cette ville avant la conquête des Maures. Plus tard, en 1151, il rétablit le siége de Tortose, et la même année il célébra son mariage avec dona Pétronille, en présence des états assemblés à Lérida.

Les Aragonais partagèrent la reconnaissance de leur souveraine pour son noble époux, qui avait préservé l'État des orages d'une minorité; et lorsqu'à la mort de Bérenger, en 1162, Pétronille manifesta le désir de modifier la loi d'hérédité du trône dans un sens favorable à la dynastie du comte de Barcelone, les états assemblés à Huesca se prêtèrent à ses vœux : ils reconnurent pour héritier du royaume d'Aragon et du comté de Barcelone don Alphonse, l'aîné des

quatre enfants issus du mariage de Pétronille et de Raymond de Catalogne; et du vivant même de Pétronille, au mois de juin 1163, les états de Saragosse, puis ceux de Barcelone, saluèrent roi le jeune don Alphonse II. La condescendance des Aragonais en cette occasion se trouvait d'accord avec leurs véritables intérêts. Ils comprirent qu'il fallait mettre le plus possible les destinées du trône à l'abri, non-seulement de la versatilité des générations à venir, mais même des changements que le temps et les circonstances pouvaient apporter à la dynastie royale d'Aragon; ils approuvèrent donc la pensée de Pétronille. Cette princesse établit, de concert avec ses peuples, une sorte de loi agnatique (1) ou d'hérédité masculine, qui n'admettait que des hommes comme plus capables de porter le sceptre pesant de l'Aragon, et qui devait fixer ainsi ce sceptre dans les mains des descendants du comte de Barcelone.

A la mort d'Alphonse II, son fils, qu'il avait eu de Sanche de Castille, lui succéda sous le nom de Pierre II. Ce prince signala le commencement de son règne par une sévérité extrême contre l'hé-

(1) Les agnats sont les parents qui tiennent l'un à l'autre par la ligne masculine, à la différence des cognats, qui sont parents par les femmes.

résie des Vaudois, et comprima énergiquement les mouvements séditieux des Catalans ; ensuite, ayant passé en Languedoc, il épousa à Montpellier, le 15 juin 1204, la princesse Marie, fille et héritière de Guillaume, comte de Montpellier, laquelle lui apporta cette seigneurie en dot. Cette même année, il se rendit à Rome pour recevoir l'onction royale des mains du saint-père. Innocent III, alors pape, lui accorda des bulles par lesquelles, à la mort du dernier souverain, le titre de roi était conféré immédiatement au prince héritier, qui devait recevoir la couronne de l'archevêque de Saragosse, vicaire du siége apostolique en Aragon.

Pierre II, dans sa reconnaissance, mit son royaume sous le patronage de saint Georges, et s'obligea à payer à perpétuité au saint-siége une redevance annuelle. Mais, à son retour, les états d'Aragon de l'année 1205 protestèrent, avec raison, contre cette espèce de tribut consenti sans leur participation, cassèrent l'inutile vassalité souscrite en faveur de la papauté, et refusèrent même à Pierre les subsides et les levées de troupes qu'il demandait pour aller délivrer son frère Alphonse Bérenger d'Aragon, comte de Provence, fait pri-

sonnier par le comte de Forcalquier. Néanmoins le monarque, par ses qualités séduisantes et les charmes de son esprit cultivé, fit revenir les états sur leur dernière décision. A la tête de la brillante chevalerie de son royaume, il accomp'it son expédition et remit sur le front de son frère la couronne comtale de Provence.

De retour en Espagne, il tourna contre les Maures les inclinations belliqueuses de ses sujets; et, en 1212, ayant fait alliance avec les rois de Castille et de Navarre, il contribua beaucoup au gain de la célèbre bataille de las Navas de Tolosa ou de Mirandad. Mais l'année suivante, après avoir embrassé le parti des Albigeois commandés par son beau-frère Raymond VI, comte de Toulouse, il périt à la bataille gagnée, le 17 septembre 1213, par Simon de Montfort, devant le château de Muret, en Languedoc. Cette mort inattendue aurait occasionné de grands troubles, à cause de la minorité de l'héritier du trône, si les cortès ne fussent intervenues pour mettre fin aux différends soulevés au sujet de la régence entre les princes, frères du roi défunt.

CHAPITRE III

Jacques Ier le Conquérant. — Conquête des îles Baléares et du royaume de Valence. — Corps de lois — Pierre III. — Priviléges (*fueros*) des Aragonais. — Vêpres siciliennes. — Conquête de la Sicile. — Alphonse III. — Paix avec les rois de France, de Naples et de Castille. — Pierre III le Juste. — Changements dans la constitution. — Guerre sainte contre les Maures. — Conquête de la Sardaigne et de la Corse. — Marine aragonaise. — Alphonse IV. — Le royaume déclaré inaliénable. — Pierre IV. — Troubles civils. — Tyrannie de Pierre IV. — Jean Ier. — Application de la loi masculine. — Martin Ier. — Il perd son fils et son héritier. — Sa mort.

1213-1410.

L'assemblée nationale, réunie à Lérida, proclama roi le jeune fils de Pierre II, et confia sa tutelle à don Sanche, son oncle, comte de Roussillon, et à Guillaume de Mouredon, grand maître des Templiers. Dans le courant du règne de Jacques Ier (Jayme), ces cortès d'Aragon, qui s'étaient montrées les gardiennes scrupuleuses des droits légitimes de leur souverain encore enfant, manifestèrent pour le maintien de leurs propres immunités des sentiments d'une égale prévoyance, et surent résister aux désirs ambitieux de l'heureux monarque, justement surnommé le Conqué-

ront (*el Conquistador*) après avoir enlevé aux Maures et réuni à ses États héréditaires les îles Baléares et le royaume de Valence. A la sollicitation de ses sujets, Jacques convoqua en 1247, le jour des Rois, les états à Huesca, où assistèrent les *ricos hombres*, les députés de la noblesse du second ordre, et ceux des villes. Cette assemblée, après plusieurs décrets rendus sur les besoins du moment, arrêta qu'on réunirait en un volume les lois et coutumes du pays, « afin, dit la chronique, qu'on s'y conformât partout dans le gouvernement du royaume et l'administration de la justice. » Jacques I[er] mourut à Xativa, le 25 juillet 1276, après soixante-trois ans d'un règne glorieux.

Son fils Pierre III fut loin de l'égaler, bien que l'histoire ait décerné à ce prince le titre de Grand. Si le règne de Pierre tient une place importante dans les annales d'Aragon, ce prince ne le doit qu'à des succès obtenus à l'aide de moyens cruels et perfides. De son vivant aussi, les peuples d'Aragon donnèrent à leurs priviléges une extension inconnue jusque alors, et avisèrent aux moyens de paralyser les tendances secrètes du souverain à empiéter sur leurs fueros. Pierre III, dès son avénement au trône, s'était mis en hostilité ouverte

avec ses sujets, et avait refusé de confirmer par le serment d'usage les franchises nationales. Alors prit naissance une fédération appelée Union, fameuse dans les fastes du royaume. Elle avait pour but d'appuyer encore davantage la résistance des cortès contre les illégales prétentions du trône ; de sorte que les usurpations du pouvoir royal poussèrent à l'usurpation même les autres pouvoirs du corps social.

Cette union ou confrérie patriotique, dont les statuts ne furent véritablement arrêtés et ne prirent rang dans l'organisation du royaume que sous le règne suivant, servit, en 1276, à donner un caractère plus imposant et plus formidable à l'opposition armée des états contre le jeune monarque. Le soulèvement fut universel. Pierre, pour arrêter les conséquences de sa conduite inconsidérée, recourut aux négociations, et le calme ne se rétablit en Aragon que lorsque le roi eut satisfait au serment exigé par les lois du royaume. Il put ensuite réaliser les vastes desseins pu'il avait conçus.

Il avait épousé Constance, fille de Manfred (Mainfroy) de Hohenstauffen, roi de Sicile, tué, en 1266, à la bataille de Bénévent, gagnée par

Charles d'Anjou, frère de saint Louis, roi de France. Le prince vainqueur ayant, en 1269, défait à Aquila le jeune Conradin, dernier héritier mâle de la maison de Hohenstauffen-Sicile, décapité peu après, Constance, femme de Pierre III, se trouva l'unique héritière des États de Sicile. Le roi d'Aragon pensa alors à conquérir ces précieuses contrées sur le prince français; il fut secondé dans ses projets par Jean de Procida, gentilhomme napolitain, dévoué au sang allemand des Hohenstauffen, représentés uniquement par la reine d'Aragon. Ce gentilhomme promit à Pierre de puissantes intelligences dans l'île, et celui-ci, ayant équipé une flotte, s'approcha des côtes de Sicile, de façon à favoriser la conjuration tramée par Procida.

Ce fameux complot, connu sous le nom de *Vêpres siciliennes*, éclata à Palerme le jour de Pâques de l'année 1282. La cloche des vêpres donna le signal de l'extermination des Français. Le nombre des victimes s'éleva, dit-on, à huit mille; il n'y eut d'épargnés que deux gentilshommes, l'un de la maison de Porcelets, l'autre nommé Philippe Scalambre, qui tous deux avaient une conduite irréprochable. Aussitôt le roi d'Ara-

gon parut devant Messine, dispersa la flotte de Charles d'Anjou, et s'empara de la Sicile, que ses successeurs conservèrent depuis. Pierre, enorgueilli de ses succès, revint en Aragon avec le dessein de tenter de nouveau la restriction des immunités de la nation au profit de la prérogative royale; mais les cortès tenues à Saragosse en octobre 1283, appuyées par la confrérie patriotique, qui prit alors le nom d'Union de Saragosse, prirent une attitude si ferme, que le vainqueur de la Sicile dut renoncer à ses projets, et confirma de nouveau les droits et fueros populaires. Ce prince mourut deux ans après, le 10 novembre 1285.

Alphonse III, son fils, tomba dans les mêmes fautes dont l'exemple de Pierre aurait dû le préserver. Il était occupé à guerroyer dans l'île de Mayorque contre son oncle, Jayme d'Aragon, comte de Roussillon et de Montpellier, quand il apprit la mort de son père. Aussitôt il a l'imprudence, qui jadis avait si mal réussi à son prédécesseur, de prendre le titre de roi avant d'avoir été proclamé par les cortès. A cette nouvelle, une indignation générale éclate dans tout le royaume. Une union se forme, mais cette fois

avec des démonstrations plus menaçantes ; des députés sont envoyés vers le prince. Alphonse avait espéré éluder le serment d'usage, à la faveur des lauriers qu'il venait de cueillir en conquérant les îles Baléares et en les enlevant à son oncle, en punition de ce que celui-ci s'était fait l'allié des Français ; mais le langage des Aragonais est tellement impératif, qu'Alphonse se rend à Saragosse, et jure l'engagement exigé de maintenir les priviléges de la noblesse et des communes. Ensuite, le jour de Pâques de l'année 1286, il est salué roi, et reçoit les serments d'obéissance des états.

Alphonse III avait alors de grandes inquiétudes du côté de la France, contre laquelle son père lui avait laissé une guerre à soutenir ; depuis les vêpres siciliennes, surtout, l'animosité s'était accrue entre ces deux puissances. Le pape français Martin IV avait déclaré le roi d'Aragon déchu de son trône, et avait adjugé le royaume au second fils de Philippe le Hardi, à Charles de Valois, frère de Philippe le Bel de France. Du côté de la Castille, Alphonse n'était pas plus tranquille ; il avait voulu s'interposer dans les dissensions intestines d'Alphonse X avec l'infant don Sanche,

et il avait fini par se faire un ennemi de ce dernier, quand celui-ci eut succédé à son père en 1284.

Aussi malheureux dans ses relations avec ses voisins qu'il l'avait été avec ses sujets, il ne put dissiper la coalition formidable formée contre lui qu'en négociant une trêve désavantageuse avec les rois de France, de Naples et de Castille. Il allait enfin jouir d'une tranquillité que semblait lui assurer la douceur naturelle de son caractère, qui lui avait mérité le surnom de Bienfaisant de la part de ses indociles sujets, quand la mort vint le surprendre, le 18 juin 1291, à l'âge de vingt-six ans. Il était alors sur le point d'épouser la princesse Éléonore, fille d'Édouard Ier, roi d'Angleterre. Comme il ne laissait aucun héritier direct, sa couronne passa à son frère Jacques II.

Ce prince, depuis la perte de son père Pierre III, était resté en Sicile, et avait hérité de ce pays à titre d'apanage royal. Par de nombreux succès, il avait consolidé sur sa tête cette couronne nouvellement acquise à la maison d'Aragon. Depuis, Roger de Lauria, son amiral, ayant remporté une victoire éclatante sur la flotte napolitaine, Jacques en profita pour passer en Calabre, et soumettre

à ses armes presque toute cette province et les îles du golfe de Naples. Ce fut au milieu de ses triomphes qu'il apprit la mort de son frère Alphonse III. Plus prudent que ce prince, Jacques ne s'appuya pas sur son renom glorieux pour négliger les obligations que lui imposait son titre d'héritier des États d'Aragon. Il abandonna ses conquêtes et le trône de Sicile à l'infant don Frédéric, son fils puìné (1), et revint en Espagne se faire reconnaître roi par ses sujets d'Aragon, de Catalogne et de Valence, selon les formalités prescrites par la constitution nationale. Il rendit à ses États leur attitude imposante à l'extérieur; et, par l'entremise du pape Boniface VIII, il conclut un traité de paix honorable et solide avec les rois de France et de Naples. Le premier s'engageait à lui restituer tout ce qu'il avait pu conquérir et posséder dans le royaume d'Aragon et de Valence, dans les comtés de Barcelone, comme dans la Catalogne, et à rendre aux prisonniers de guerre leur liberté et leurs biens. A ces conditions était annexée aussi la renonciation de Philippe le Bel et de son frère au trône d'Aragon, telle qu'elle

(1) Celui-ci fut l'auteur de la branche des rois de Sicile, dont l'apanage royal devait retourner à la couronne d'Aragon par le mariage de Marie, héritière de Sicile, avec son cousin Martin d'Aragon, en 1390.

est constatée dans la bulle pontificale, en date du 20 juin 1295. Charles II, roi de Naples, accordait la main de sa fille Blanche au roi d'Aragon; cette union fut célébrée le 1er novembre de cette même année, à l'égale satisfaction des peuples et des souverains.

Jacques II apporta également ses soins à la prospérité intérieure de son royaume. Pendant toute la durée de son règne, il ne cessa de se montrer fidèle observateur de ses lois; il s'attira l'amour de ses sujets, qui lui décernèrent le surnom de Juste, et se montrèrent faciles à satisfaire aux demandes qu'il leur faisait, et à se relâcher un peu de leurs susceptibles appréhensions contre le pouvoir royal. Aux cortès d'Aragon, entre autres, tenues en 1307, Jacques II obtint le rapport du fuero qui rendait obligatoire la réunion annuelle des cortès, et désignait la ville de Saragosse comme le lieu de leur convocation. L'assemblée d'Aragon, en adoptant la proposition du roi de ne rassembler les états que tous les deux ans, à moins d'événements extraordinaires, autorisait en outre la tenue des cortès en tel lieu du royaume qu'il plairait au souverain, pourvu que ce ne fût pas dans un château fermé, mais bien

dans un village composé de quatre cents feux au moins, et complétement hors de l'influence de la force armée.

Jacques II plut aussi à ses sujets par son humeur belliqueuse. Profitant de la tranquillité de ses États, il donna cours aux penchants guerriers qu'il avait manifestés au commencement de son règne, et entreprit deux guerres utiles. En 1309, il recommença avec succès, contre les Maures de Grenade, cette guerre appelée sainte par tous les chrétiens d'Espagne, laquelle pouvait avoir des armistices, mais non une fin, tant que l'une des deux croyances n'aurait pas expulsé l'autre du sol de la Péninsule; puis, ayant reçu du pape Boniface VIII, en 1297, l'investiture des îles de Sardaigne et de Corse, que s'étaient longtemps disputées les Pisans et les Génois, il recommença, en 1325, une guerre coûteuse, mais au moins fertile en bons résultats; car l'infant Alphonse, qui commandait les troupes de son père, réussit dans son expédition, et réunit l'île de Sardaigne aux nombreuses possessions de la couronne d'Aragon (1).

(1) Cette île, annexée dès lors à la couronne d'Aragon, ne fut détachée de la monarchie espagnole qu'en 1720, à la suite de la guerre de la

Cette guerre eut pour les peuples de ce royaume un autre résultat plus avantageux encore : dans cette lutte contre les plus habiles marins de ce siècle, les Aragonais et les Catalans s'initièrent à l'art difficile de la navigation et s'aguerrirent à ses dangers. Aussi est-ce à cette époque qu'on peut faire remonter l'origine de la marine espagnole, qui devait plus tard contribuer si puissamment à la grandeur de cette monarchie. Le roi Jacques ne jouit pas longtemps des nouveaux succès de ses armes; au mois de novembre 1327, il fut enlevé à l'affection méritée de ses sujets.

Son second fils, Alphonse IV, lui succéda, sur la renonciation de Jayme, l'infant héritier, qui avait embrassé la vie religieuse. Alphonse, malgré la gloire de ses premiers faits d'armes, inspirait peu de confiance aux Aragonais, à cause de la faiblesse de son caractère, ce qui lui valut l'épithète de Débonnaire. Dès son avénement au trône, les cortès voulurent se prémunir contre les abus qui pourraient résulter de l'instinct prodigue particulier à leur nouveau monarque; et, le

succession d'Espagne, et fut adjugée à titre de royaume à la maison de Savoie par les congrès européens tenus à cette époque à Londres, à Cambrai, et enfin par le traité de Vienne de 1725 entre l'Autriche et l'Espagne.

3 avril 1328, ils ajoutèrent au serment d'usage prêté par le souverain l'engagement de n'aliéner, sous aucun prétexte, les possessions de la couronne. Mais, dans la suite, Alphonse, par attachement pour sa femme et pour son fils, n'observa pas une clause aussi utile pour la conservation intégrale du royaume d'Aragon. Il apanagea son fils Ferdinand du marquisat de Tortose et de la seigneurie d'Albarrazin, et donna à la mère de ce jeune prince, Éléonore de Castille, qu'il avait épousée en secondes noces, la ville de Xativa et quelques autres places. Cette générosité indisposa contre lui les Aragonais. Son fils aîné, don Pèdre (Pierre), né de sa première femme, Thérèse d'Entecca, comtesse d'Urgel, se mit à la tête des mécontents, et fut le premier à reprocher au roi son père d'avoir manqué à son serment. Il courut aux armes, et s'opposa à une mesure qui devait, disait-il, entraîner le démembrement du royaume. Cette désunion dans sa famille causa de grands chagrins à Alphonse IV, et aggrava l'hydropisie dont il était atteint. Sa fin arriva après huit ans de règne; et don Pèdre, ce fils dénaturé, lui succéda en l'année 1336.

Dès le jour de son couronnement, Pierre IV montra que le caractère impérieux et indocile qui l'avait porté à résister à son père lui ferait surmonter tous les obstacles qu'on opposerait à ses volontés. Il venait de prêter, dans l'enceinte des cortès, le serment d'usage entre les mains du justicier; l'archevêque de Saragosse, en vertu de la bulle d'Innocent III, allait poser la couronne sur le front du nouveau souverain, lorsque celui-ci saisit brusquement l'insigne de la royauté et le posa lui-même sur sa tête, disant que, sous aucun rapport, il ne voulait être le vassal du saint-siége. Les Aragonais applaudirent à cette audace; mais eux-mêmes ne tardèrent pas à s'apercevoir que leur violent monarque n'aurait pas plus d'égards pour leurs priviléges.

Pierre IV, après de nombreux succès maritimes remportés sur les Maures d'Afrique et de Grenade, et d'autres sur les Génois et les Pisans à l'occasion de la Sardaigne, chercha à profiter de l'éclat imposant de ses armes pour changer arbitrairement la loi agnatique qui ne permettait la transmission du trône d'Aragon qu'en ligne masculine. Ce prince, désespéré de n'avoir que des filles de son mariage avec Marie de Navarre,

voulut assurer la couronne à Constance, l'aînée d'entre elles, en la déclarant publiquement son héritière. Alors un soulèvement général éclata spontanément. La grande confrérie de l'Union d'Aragon prit l'alarme, et étendit au loin ses ramifications; elle se ligua à celle qui s'était formée à son exemple dans le royaume de Valence. Pierre, dont les passions ou les volontés ne connaissaient point d'obstacle, parut cette fois incertain devant la redoutable opposition de ses sujets, et finit par révoquer son acte inconstitutionnel lorsque les cortès, réunies à Saragosse en 1347, eurent proclamé l'infant don Jacques, frère du roi, héritier de ce prince, en vertu des lois du royaume.

Jacques mourut subitement quelque temps après, et son royal frère, dont on connaissait le naturel méchant et perfide, fut soupçonné de l'avoir empoisonné; mais si Pierre commit ce crime, il n'en profita point, non plus que du nouveau mariage qu'il s'était empressé de contracter, cette même année 1347, avec Éléonore de Portugal, aussitôt après la mort de Marie de Navarre. Son unique but avait été d'ajourner indéfiniment toutes décisions des cortès au sujet

de la transmission du trône, en courant cette nouvelle chance de laisser un fils pour héritier.

Mais les cortès, dont Pierre IV, par sa conduite, avait réveillé la jalouse indépendance, endormie sous les deux règnes précédents, ne se méprirent pas sur la feinte condescendance du monarque, et, pour ôter à ce prince toute pensée hostile à leurs institutions, elles reconnurent pour héritier du trône l'infant don Ferdinand, frère du roi d'un second lit, le même qui avait eu déjà à se plaindre des mauvais traitements de Pierre, du vivant de leur père Alphonse. Alors le bouillant souverain ne se contient plus; il jette le masque, appelle sous son drapeau une foule de mercenaires gagnés par son or et ses brillantes promesses, et livre bataille (1348) à ses sujets révoltés, qui dispersent son armée et le font prisonnier.

Conduit à Valence, Pierre a recours à son premier moyen, aux concessions momentanées; il reconnaît de nouveau par serment les priviléges de la nation, et notamment l'acte confirmatoire du fuero de l'Union des royaumes d'Aragon et de Valence, lorsqu'il apprend que ses troupes, ralliées par quelques-uns de ses généraux fidèles,

venaient de reprendre leur revanche sur l'armée des confédérés, qui avait été taillée en pièces. Il gagne aussitôt Saragosse, y rentre en vainqueur, et, profitant de son heureuse fortune, il convoque les états généraux, dans le but d'obtenir d'eux l'abolition de la confrérie de l'Union.

Les cortès, malgré leur échec, s'assemblèrent; leur attitude n'était rien moins qu'abattue. Pierre, en politique adroit, comprit que, pour tirer parti de ses avantages d'une manière complète et durable, il devait plutôt obtenir des états la sanction de ses volontés, que d'avoir l'air de les leur imposer; et, pour mieux gagner l'esprit de chacun, il jugea nécessaire de confirmer de nouveau les fueros d'Aragon, de les étendre même, en tant qu'ils ne porteraient pas atteinte à la prérogative royale. Il se montra accommodant sur tout, pour obtenir l'accomplissement de son vœu le plus cher, l'abrogation du privilége si redoutable de l'Union. Cette sorte de contrat d'échange entre la nation et le trône fut enfin ratifié, à la grande satisfaction de Pierre IV. Ce prince, au milieu des cortès, apposa son sceau sur la charte contenant les anciens fueros des peuples, ainsi que leurs nouvelles demandes, approuvées par lui; puis,

en retour, il reçut l'autre acte, qui prononçait la suppression définitive de la confrérie de l'Union avec toutes ses prérogatives, dont voici textuellement la principale, rapportée par Antonio Perez :

« Les Aragonais peuvent prendre les armes contre quelque force étrangère que ce soit qui entrerait dans le royaume d'Aragon pour y nuire, quand même ce serait contre leur roi et le prince héritier, si l'un ou l'autre voulait y entrer de la sorte ; et alors, dans ce cas, ajoute Blancas, les peuples d'Aragon seraient déliés du serment de fidélité et saisis du droit de déposer le roi. »

Pierre fut si transporté de joie, que, tirant sa dague, il se blessa à la main, et fit couler son sang sur l'acte d'abrogation, ardemment souhaité par lui, en disant : « Que ce privilége d'union, qui a été si fatal à la monarchie et si injurieux envers la couronne, soit effacé par le sang d'un roi ! »

En commémoration de ce fait, on érigea dans la salle de la députation, à Saragosse, une statue représentant don Pèdre tenant d'une main son poignard et de l'autre la charte de l'Union,

abrogée depuis. Les successeurs de Pierre conservèrent avec soin cette statue, pour mieux graver dans l'esprit de leurs sujets un acte aussi énergique d'autorité royale.

Ce prince, que cette action fit surnommer don Pèdre du Poignard, reçut aussi, à la fin de son règne, l'épithète de Cruel; ce titre était le résumé de toute sa conduite injuste et impitoyable envers ses ennemis comme envers sa propre famille. Chose étrange ! trois princes du nom de Pierre ont régné à la même époque sur les royaumes d'Aragon, de Castille et de Portugal, dont se composait la péninsule ibérique, et tous trois méritèrent ce surnom de Cruel. Seulement le souverain d'Aragon, plus que les deux autres, fut comparé à Tibère, en ce que la politique, qui dirigeait toujours ses moindres actions, ne lui fit commettre que des crimes utiles à l'accroissement et à la consolidation de l'autorité royale. Il convoitait la couronne de Mayorque et de Roussillon, et cherchait un prétexte pour en dépouiller son parent Jacques d'Aragon; il fit enlever la reine, femme de ce dernier. Une guerre se déclara, à la suite de laquelle Pierre, ayant eu l'avantage, confisqua les États de Jacques d'Aragon, à titre de châ-



K Girardet del. ...ynski sc.

« QUE CE PRIVILÈGE SOIT EFFACÉ PAR LE SANG
D'UN ROI ! »

timent dûment imposé à un feudataire rebelle.

Une autre fois, pour apaiser un mouvement séditieux, il jeta sans hésitation à l'hydre populaire la tête de Bernard de Cabrera, le plus habile de ses généraux et le plus fidèle de ses ministres. Il fit mourir aussi son propre frère, don Ferdinand. Ce prince, reconnu jadis pour héritier du trône par les cortès, avant que Pierre IV eût eu des fils de sa troisième femme, Éléonore d'Aragon-Sicile, était soupçonné par le tyran de vouloir lui ravir la couronne. Enfin Pierre, en 1379, ordonna l'enlèvement de l'infante Marie, aussitôt après la mort de Frédéric d'Aragon, roi de Sicile, père de cette princesse, au moment où elle allait s'unir à Jean Galéas, neveu du seigneur de Milan, et la fit épouser à don Martin, son petit-fils.

Pierre, à la suite des spoliations commises sur ses voisins, avait été entraîné dans des guerres onéreuses; son insatiable ambition l'excitait à les poursuivre. Les cortès d'Aragon, de Catalogne et de Valence, assemblées à Tortose en 1383, lui refusèrent toute espèce de subsides, et le contraignirent d'entrer en arrangement avec ceux dont il s'était attiré les hostilités. Cet échec ne profita

pas à Pierre IV. En 1386, ce prince, à l'instigation coupable de sa quatrième femme, Sibylle de Fortia, dont il avait eu deux fils, voulut faire déclarer inhabile à lui succéder don Juan, duc de Girone, son fils aîné, qu'il avait eu en troisièmes noces d'Éléonore d'Aragon-Sicile. Aussitôt cet infant s'adressa à don Dominique Cerdan, alors justicier, qui, comme tel, selon l'expression de Zurita, était le défenseur des sujets contre toute oppression de la part du roi.

Pierre fut obligé de révoquer l'inique ordonnance rendue contre son fils; les cortès, assemblées à Saragosse, achevèrent par leur fermeté de rétablir l'harmonie dans la famille royale, et, loin de garder du ressentiment contre leur souverain, elles célébrèrent, par une imposante cérémonie, la cinquantième année de son règne. Pierre ne devait pas prolonger davantage sa carrière; il mourut peu de mois après, le 5 janvier 1387. Son fils Jean Ier (Juan) lui succéda; mais ce prince étant mort, en 1395, sans postérité mâle, le second fils de Pierre le Cruel, l'infant Martin, monta sur le trône, à l'exclusion de ses nièces, filles de Jean Ier, son frère, Jeanne, mariée à Matthieu, comte de Foix, et Yolande à Louis II d'Anjou,

duc de Calabre, en vertu de la loi agnatique, qui réglait l'hérédité du trône.

Martin était père d'un prince du même nom, alors roi de Sicile par son mariage avec l'héritière de ce royaume. Tout présageait donc au nouveau souverain d'Aragon l'affermissement de l'autorité de sa dynastie sur de nombreux États. En 1396 et 1397, il passa dans les îles de Sardaigne et de Corse pour s'en attacher les habitants; mais à la suite d'un règne prospère, Martin fut frappé dans ses affections de père et dans ses vues d'avenir. Son fils unique, le roi de Sicile, après avoir perdu sa femme Marie et ses enfants, s'était remarié à Blanche de Navarre dans l'espoir de laisser à des héritiers les vastes États sur lesquels la Providence semblait l'appeler à régner, lorsqu'il succomba, le 24 juillet 1409, à la suite d'une maladie épidémique dont il fut atteint en Sardaigne, où son père l'avait chargé d'aller apaiser un soulèvement. L'infortuné Martin ne survécut que peu de mois à sa douleur paternelle. Pour satisfaire aux désirs de ses peuples d'Aragon, il avait consenti, après la mort de son fils, à contracter une nouvelle alliance avec Marguerite d'Aragon, fille du dernier comte de Prades, son parent éloigné; mais le Ciel

ne combla ni les vœux du peuple ni ceux du roi, et ce prince mourut le 31 mai 1410, ne laissant aucun rejeton pour lui succéder sur le trône d'Aragon, auquel se trouvait uni celui de Sicile, qu'il avait hérité du roi Martin, son fils.

CHAPITRE IV

Ferdinand, second fils du roi de Castille, élu roi d'Aragon. — Qualités brillantes de ce prince. — Alphonse V le Magnanime. — Il hérite du royaume de Naples. — Jean II. — Cortès d'Aragon. — Le Justicier. — Ses attributions. — Ferdinand V le Catholique.

1410-1479.

Les vastes possessions du roi Martin échurent à une branche de la maison royale de Castille, par l'élection du second fils de Jean Ier, roi de Castille, l'infant don Ferdinand, à qui les Aragonais décernèrent la couronne, et conséquemment celles de Sardaigne et de Sicile, qui en relevaient. Les brillantes qualités de l'infant de Castille déterminèrent le choix des électeurs tout autant que sa proche parenté avec leurs derniers rois, dont il était le propre neveu par sa mère Éléonore d'Aragon. Déjà Ferdinand était célèbre par la victoire d'Antequerra, qu'il avait remportée sur cent mille Maures, n'ayant avec lui que vingt mille combattants, et par son haut mérite, qui l'avait fait nommer régent de Castille pendant la minorité du roi Jean II, son neveu. Ferdinand, avec la reine sa

femme, Éléonore de Castille-Albuquerque, ses cinq infants et ses deux infantes, se rendit aussitôt à Saragosse, où les cortés se réunirent. Là, après avoir juré de garder les institutions et fueros de la nation, et reçu le serment de fidélité des états, il fit déclarer son fils aîné Alphonse son successeur. Dans ce même temps, l'archevêque de Cagliari vint lui rendre hommage pour le royaume de Sardaigne. Ensuite, Ferdinand envoya en Sicile don Rameu de Montesa à la tête d'une brillante ambassade, afin de notifier sa nouvelle royauté aux peuples de cette contrée. Le seigneur de Montesa, muni de pleins pouvoirs, fit prêter serment d'obéissance aux nobles et aux bourgeois, et s'engagea à son tour, au nom de Ferdinand, à maintenir leurs lois et priviléges. De nouvelles cortès s'assemblèrent à Saragosse en 1414, à l'occasion du couronnement du roi et de la reine. Cette cérémonie fut célébrée avec pompe le 15 janvier. « Ensuite, rapporte Zurita, le roi ayant été sacré et couronné, il s'assit sur son trône, pendant que les états juraient tous ensemble fidélité à Alphonse son fils, créé, à cette occasion, duc de Girone. Le roi plaça un manteau sur les épaules de l'infant, un chapeau sur sa

tête et une baguette d'or en main, et lui donna le baiser de paix. »

Alphonse V, dit le Magnanime, hérita du trône et des qualités de son père Ferdinand, et fut un des plus grands princes qui soient montés sur le trône d'Aragon. Trop généreux pour raffermir son pouvoir aux dépens des libertés de ses peuples, il comprit que la meilleure manière de faire apprécier à ceux-ci ses vastes projets, c'était de respecter leur noble susceptibilité, et de tirer parti du caractère fier et aventureux des Aragonais en les engageant dans des entreprises utiles et glorieuses. S'étant fait déclarer héritier du royaume de Naples par Jeanne II d'Anjou, reine de ce pays, il obtint de ses sujets, pleins de confiance dans ses talents et ses hautes qualités, toutes les ressources nécessaires pour triompher de René d'Anjou, qui lui disputait les États napolitains. Il réunit ceux-ci à ses autres possessions héréditaires, et acheva de rendre la maison d'Aragon souveraine de la Méditerranée, jusqu'au golfe Adriatique. Les succès d'Alphonse sur la côte d'Afrique concoururent également à placer le peuple aragonais au premier rang des puissances maritimes. L'encouragement que ce prince donna aux arts et aux

lettres, et l'accueil qu'il fit aux artistes et aux savants lorsqu'ils s'enfuirent de Constantinople pris par Mahomet II, contribuèrent autant à la civilisation de ses royaumes, que ses armes à l'agrandissement de ses frontières.

Jean II, son frère, lui succéda en 1458. Ce prince, déjà roi de Navarre du chef de sa femme, Blanche d'Évreux, héritière de cet État, se montra, comme Alphonse V, fidèle observateur des institutions de l'Aragon. Ayant convoqué, en août 1460, les cortès à Fraga, il fit sanctionner par elles, dans les formes constitutionnelles, la réunion à perpétuité des royaumes de Sicile et de Sardaigne à la couronne d'Aragon. Ce prince respecta également l'autorité éminente du justicia (grand justicier du royaume), et confia à ses propres peuples le soin de limiter eux-mêmes les prérogatives d'une charge que celui qui en était revêtu pouvait rendre pernicieuse à l'État, s'il ne se trouvait soumis à une autre puissance créée pour contrôler ses actes. Les cortès, réunies en 1461, déterminèrent par une loi l'établissement de ce tribunal, dont l'origine remonte aux premiers fueros de la nation, à l'époque même de la création de la dignité du justicier.

Seulement les cortès de 1461 s'appliquèrent à donner une nouvelle force à ce conseil, en l'assujettissant aux formes d'une procédure plus régulière, dont voici les principales. Chaque assemblée nationale, avant de se séparer, élisait par la voix du sort dix-sept membres pris dans son sein, lesquels devaient composer cette commission d'enquête attachée au justicier. Celle-ci se réunissait trois fois par an, à époques fixes, pour entendre les plaintes portées contre le justicier ou ses délégués. Le justicier lui-même, malgré son caractère inviolable, devait, sur la citation des dix-sept inquisiteurs, comparaître à leur barre. Le jury, sous la foi du serment, prononçait sa sentence, qui pouvait faire encourir au justicier ou à ses délégués les plus graves châtiments, tels que la confiscation des biens, la dégradation et quelquefois la peine de mort. C'est ainsi que, dans leur amour inquiet d'indépendance, les Aragonais se mettaient en garde contre ceux mêmes qu'ils avaient préposés à la conservation de leurs libertés.

Jean II, étant mort en 1479, eut pour successeur son fils Ferdinand, dit le Catholique, qui s'empressa d'aller à Saragosse, à Barcelone et à Valence jurer les priviléges, les lois et les insti-

tutions de ces divers États de la couronne d'Aragon. Ce prince, dix ans auparavant, avait épousé Isabelle, héritière de Castille. Il fut, à proprement parler, le dernier roi d'Aragon, et les événements de son règne sont tellement unis à ceux de la Castille, que nous croyons ne devoir les rapporter qu'au chapitre suivant, pour donner à notre récit plus de concision et de clarté.

CHAPITRE V

ROYAUME DE CASTILLE.

La couronne devient héréditaire. — Ferdinand Ier. — Sanche II, puis Alphonse VI. — Le Cid. — Prise de Tolède, de Madrid, etc. — Urraque, reine. — Origine de la loi féminine. dite de Castille. — Urraque épouse Raymond de Franche-Comté. — Troubles en Castille. — Alphonse VIII. — Conquête sur les Maures. — Subdivision momentanée des États de Castille et de Léon. — Alphonse le Bon. — Bataille de las Navas de Tolosa. — Henri Ier. — Origine du royaume de Portugal. — Ordres de Saint-Jacques et d'Alcantara. — Ferdinand III le Saint, héritier des deux rameaux de Castille et de Léon. — *Fuero-Juzgo*, recueil de lois. — Université de Salamanque. — Conquêtes de Cordoue et de Séville. — Mort de Ferdinand III.

1065-1252.

En Castille, comme en Aragon, les peuples comprirent qu'il était de leur intérêt de reconnaître une loi d'hérédité qui mît la couronne à l'abri des orages des passions populaires. En 1065, les cortès approuvèrent la transmission que fit de ses États à ses enfants Ferdinand Ier, roi de Castille, qui lui-même tenait son royaume de son père, Sanche de Bigorre, dit le Grand, empereur des Espagnes. Alphonse VI le Vaillant, second fils de Ferdinand Ier, fut d'abord roi de Léon, et le

devint ensuite de la Castille à la mort de Sanche II, son frère aîné. Ce prince, secondé de la Tisone, la vaillante épée du Cid, s'empara, sur les Maures, en 1085, de Tolède, l'ancienne métropole de l'Espagne, où il se fit couronner empereur. Il soumit encore Talavera, Illescas, Madrid, Medina-Cœli, et étendit au loin ses conquêtes. Dans leur reconnaissance, ses peuples souscrivirent à ses dernières volontés en 1109. Les Castillans, moins indociles que leurs voisins d'Aragon, consentirent à reconnaître pour successeur d'Alphonse le Vaillant l'infante Urraque, sa fille, qu'il leur avait désignée en mourant. Peut-être aussi faut-il attribuer à ce sentiment de galanterie qui de tout temps a caractérisé les Castillans, leur facilité à se plier sous le sceptre d'une femme. Urraque fut la première qui gouverna le royaume fondé par Pélage.

C'est donc à cette époque qu'il faut rattacher l'origine de la loi dite de Castille, qui appelait les princesses au trône. Dona Urraque avait épousé Raymond de Franche-Comté, fils de Guillaume Tête-Hardie, comte de Besançon. Ce prince, passé en Espagne pour combattre les infidèles, avait plu à l'infante par sa bonne mine et sa vail-

lance. Ce mariage amena la maison de Franche-Comté sur le trône de Castille et de Léon.

La reine, devenue veuve en 1108, s'était remariée ensuite à Alphonse Ier, roi d'Aragon, dont elle n'eut point d'enfant. A la mort de son père, survenue en 1109, elle lui succéda sur le trône de Castille et de Léon. Cette princesse, si tristement célèbre par sa vie aventureuse, précipita la Péninsule dans une perturbation qui aurait dû détourner à l'avenir les peuples de confier les rênes de l'État aux mains incertaines d'une femme. A la fin, ses sujets, lassés de sa conduite faible et déréglée, jetèrent les yeux sur don Alphonse, son fils. L'infant, malgré ses grandes vertus et sa magnanimité, dont l'histoire fait foi, fut contraint, à la voix des Castillans, de s'opposer, les armes à la main, aux intrigues de sa mère. Cette princesse, secondée par son complaisant Arias Gonzalès, gouverneur de Zamora, si fameux dans les chroniques satiriques d'Espagne, avait pillé les trésors de l'église de Saint-Isidore de Léon pour subvenir à ses prodigalités. Cernée par son fils dans cette ville, elle fut obligée de capituler ; mais le bonheur ne fut rendu à la Castille qu'à la mort d'Urraque, survenue en 1125.

Alphonse VIII (1), une fois paisible possesseur du trône, marcha sur les traces du brave chevalier comtois son père, et d'Alphonse VI, son aïeul maternel ; il fit de rapides conquêtes sur les Maures, leur enleva Calatrava en 1147, et s'avança jusqu'en Andalousie. Ce prince fut le dernier roi castillan qui prit le titre d'empereur. De son mariage avec Bérengère de Barcelone, il eut plusieurs enfants, entre autres deux fils, qui, à sa mort, en 1157, donnèrent lieu à une nouvelle subdivision des États de Castille et de Léon. Sanche III, l'aîné, fut roi de Castille, et Ferdinand II roi de Léon.

Ces deux rameaux fournirent chacun deux générations royales, qui firent la gloire et le bonheur de leurs peuples. Sanche III mérita le surnom de Désiré que lui donnèrent les Castillans. Peu de temps avant sa mort, en 1158, il institua l'ordre de Calatrava, dans le but de défendre contre les Maures la ville que son père avait conquise sur eux. Son fils et son successeur, Alphonse, dit le Bon et le Noble, augmenta encore la pro-

(1) Alphonse fut appelé le huitième parce que le second mari de sa mère, Alphonse, roi d'Aragon, qui par cette union fut quelque temps le souverain des royaumes de Castille et de Léon, est considéré comme le septième des rois de ce nom qui ont occupé ces trônes.

spérité et la puissance de la Castille. S'étant ligué avec Pierre II, roi d'Aragon, et Sanche le Fort, roi de Navarre, il remporta, en 1202, sur les Maures la fameuse bataille de las Navas de Tolosa, communément appelée de Muradal ou d'Ubeda, en Andalousie. Les Sarrasins, dit on, y laissèrent plus de cent mille combattants et trente mille chevaux sur le terrain.

C'est à cette mémorable victoire que les annales de la Navarre font remonter l'origine des chaînes qui composent le blason de leur pays, parce que Sanche le Fort, souverain de cet État, avec la droite de l'armée chrétienne rompit le premier les chaînes qui défendaient le camp des infidèles. L'Aragon attribue aussi à ce jour la cause chevaleresque de ses *barres de gueules*, en reproduisant avec orgueil la tradition qui raconte que Pierre II, son roi, commandant la gauche de l'armée chrétienne, appliqua sur son bouclier ses doigts teints du sang des vaincus : *Cruor horridus arma tinxerat.*

Henri I[er] succéda à son père Alphonse IX le Noble sur le trône de Castille, en 1214. Son règne, qui ne dura que deux ans et neuf mois, n'a fourni aucun fait digne du haut intérêt de

l'histoire, si ce n'est la fin prématurée de ce prince, arrivée le 6 juin 1217, à la suite d'une blessure reçue à la tête dans une joute avec de jeunes seigneurs de sa cour. Henri n'ayant pas laissé d'enfants de Mahaud de Portugal, sa femme, le trône échut à l'infante Bérengère, sa sœur, l'aînée de la célèbre Blanche, mère de saint Louis, roi de France. Mais bientôt Bérengère, ne se sentant pas la force de soutenir le sceptre, voulut éviter le funeste exemple de la reine Urraque, et abdiqua en faveur de Ferdinand, son fils, qu'elle avait eu de son union avec Alphonse, roi de Léon, son cousin par son père Ferdinand II, frère de Sanche III, roi de Castille, aïeul direct de Bérengère.

Ce même roi de Léon, Ferdinand II, soumit à ses armes une partie de l'Estramadure ; mais il les tourna plutôt contre les chrétiens que contre les Maures. En 1180, il remporta à Badajoz une victoire signalée sur les Portugais, et fit prisonnier leur roi Alphonse Henriquez, qui fut le plus grand capitaine de son temps, le véritable fondateur du nouveau royaume lusitanien (1), et qui, quarante

(1) Alphonse Henriquez, premier roi de Portugal, fils de Henri de Bourgogne, lequel était quatrième fils de Henri de France, premier duc

ans auparavant, avait taillé en pièces, à la célèbre journée d'Ourique, les armées de cinq rois maures. C'était en commémoration d'un si grand événement, que, prenant pour armoiries autant d'écus qu'il avait défait de princes sarrasins, le premier roi de Portugal légua à son royaume le noble blason qu'il porte aujourd'hui.

Ferdinand II usa de modération envers son royal captif en lui rendant la liberté. Cette magnanimité naturelle l'avait porté à fonder, en 1170, l'ordre de Saint-Jacques, destiné à protéger les pèlerins qui allaient visiter les reliques de l'apôtre saint Jacques, à Compostelle, en Galice; et, en 1177, l'ordre de Saint-Jean du Poirier, qui prit plus tard le nom d'Alcantara, dans le but de repousser les Sarrasins des frontières de l'Estramadure. De son mariage avec Urraque de Portugal, fille du roi qu'il avait vaincu, Ferdinand II eut Alphonse IX (1), mentionné plus haut comme

de Bourgogne, se trouvait ainsi arrière-petit-fils de Hugues-Capet; ayant passé en Espagne, il avait épousé Thérèse, fille d'Alphonse VI, roi de Castille. Il devint, par ses exploits sur les Maures, comte de Portugal, et fut le fondateur de la maison royale de ce nom. (Théod. Godefroy, *de l'Origine des rois de Portugal.* — P. Anselme, *Histoire générale de France.*)

(1) Cet Alphonse, roi de Léon, est appelé le neuvième comme son cousin Alphonse le Bon et le Noble, roi de Castille, parce que tous deux étaient petits-fils d'Alphonse VIII, roi de Castille et de Léon.

époux de sa cousine Bérengère, reine de Castille.

Ce prince ayant succédé à son père Ferdinand, en 1188, se montra digne de la couronne par le nouvel éclat qu'il y ajouta: il repoussa les Maures derrière les monts de la Sierra-Morena, qui bordent l'Andalousie; et, en 1230, il annexa pour toujours l'Estramadure au royaume de Léon, en plantant sa bannière *au lion de gueules* à la place du croissant de Mahomet sur les remparts de Badajoz et de Merida, capitales de cette province. Alphonse ne devait survivre que peu de mois à ses triomphes; il mourut le 24 septembre de la même année.

Son fils Ferdinand III, dit le Saint, fut reconnu pour son successeur au trône de Léon. Il occupait déjà celui de Castille, que sa mère, comme nous l'avons vu, lui avait abandonné. Héritier des deux rameaux issus d'Alphonse VIII, il réunit ainsi sur sa tête les deux couronnes qui ne devaient plus jamais se diviser. Ferdinand III déploya des talents et des vertus en harmonie avec sa haute fortune. Cousin germain, par sa mère, de saint Louis, roi de France, il sut, comme ce dernier, s'attirer de son vivant le respect et l'amour de ses peuples en faisant fleurir la justice dans son royaume. Il donna

une nouvelle force, et en quelque sorte un droit de nationalité, à ce recueil de lois civiles et politiques qu'au XIe siècle les rois de Léon Alphonse V et Alphonse VI avaient composé des diverses coutumes apportées du nord par les Goths, et sanctionnées depuis par la jurisprudence des conciles ou assemblées générales tenus jusqu'à leur règne. Ferdinand fit prendre racine à ces coutumes dans la nation en les faisant traduire en langue romane, idiome primitif de l'espagnol moderne. Ces capitulaires législatifs furent désignés dès lors sous le nom de *Fuero Juzgo*.

Le saint roi d'Espagne, dans les autres parties de son administration, peut soutenir le parallèle avec le saint monarque de France. Comme son cousin, l'auguste fondateur de la Sorbonne, Ferdinand III se montra prince éclairé ; il donna à la célèbre université de Salamanque, fondée par son père Alphonse IX, roi de Léon, une plus grande extension et des statuts empreints d'une haute sagesse : nouvelle preuve que la religion, qui parle tant au cœur et à l'intelligence des hommes, a toujours cherché à développer leur esprit et non à épaissir le bandeau qui pèse sur leurs yeux.

Ferdinand III, dignement pénétré de la gran-

deur de la nation qu'il gouvernait, sut, en augmentant sa prospérité au dedans, la rendre à l'extérieur redoutable à ses ennemis. Il fut le roi chrétien de la Péninsule qui conquit le plus de terrain sur les Maures. Il rétablit à tout jamais dans l'Andalousie le culte de Jésus-Christ. A l'approche de ses armes victorieuses, les infidèles se refoulèrent derrière la chaîne des montagnes de Grenade, qu'ils ne devaient plus repasser; et, le 29 juin 1236, la splendide mosquée de Cordoue aux quarante-huit nefs, aux trois cents colonnes de marbre, de jaspe et d'albâtre, fondée jadis par le fameux calife Abdérame Ier sur le modèle de l'ancien temple de Salomon, retentit des cantiques d'action de grâces des héros chrétiens. Leur digne chef ne devait pas borner là le cours de ses triomphes. A la suite de maints combats glorieux qui assuraient son pouvoir dans le royaume de Murcie, il vint mettre le siége devant Séville en 1248, et le 22 décembre de cette année, la croix s'éleva au-dessus des minarets de la ville. Dans son saint enthousiasme, Ferdinand ne rêvait plus que la complète expulsion des musulmans de la Péninsule. Il espérait même porter en Afrique son prosélytisme chrétien. Déjà les riches plaines de l'Anda-

lousie retentissaient du bruit des armures des chevaliers qui à l'appel du roi de Castille se réunissaient autour de Séville, lorsque la mort vint le surprendre dans cette cité, le 30 mai 1252.

Ferdinand, comme le roi saint Louis, laissa, par ses vertus évangéliques et par les services qu'il avait rendus à ses peuples et au christianisme, des souvenirs ineffaçables dans le cœur de ses peuples. La vénération portée à sa mémoire s'accrut pareille au rayon d'une éclatante auréole qui se projette au loin dans l'espace. Après avoir été le père de ses sujets sur la terre, Ferdinand fut à bon droit considéré par eux comme leur protecteur dans le ciel; et en février 1671, sa mémoire reçut les honneurs de la canonisation sous le pontificat de Clément X.

CHAPITRE VI

Alphonse X l'Astronome. — Il encourage les sciences. — Il refuse la couronne impériale d'Occident. — Ses succès contre les Maures. — Les cortès ne reconnaissent pas les volontés testamentaires d'Alphonse. — Sanche IV. — Ferdinand IV dit l'Ajourné. — Il prend Gibraltar. — Sa mort étrange. — Alphonse XI. — Sa politique. — Victoire de Salado. — Les provinces basques reconnaissent le roi de Castille pour suzerain. — Code des *Siete partidas*. — Pierre le Cruel. — Actes sanguinaires. — Maria Padilla. — Soulèvement populaire. — Henri de Transtamare, soutenu par Du Guesclin, est couronné roi. — Le prince de Galles, dit le Prince Noir, gagne la bataille de Navarette — Les deux frères rivaux. — Mort de Pierre le Cruel. — Henri de Transtamare conclut la paix avec ses voisins. — Ses succès maritimes.

1252-1379.

Suivant l'usage établi, non pas encore par la loi écrite, mais par la tradition, Alphonse X, fils aîné de saint Ferdinand et de Béatrix de Souabe, succéda à son père sur les deux trônes de Castille et de Léon. Son frère Frédéric voulut revendiquer l'ancienne coutume de partager le royaume comme un patrimoine; mais Alphonse, fort de l'assentiment de la nation qu'avait éclairée l'expérience sur le fâcheux résultat du morcellement des États, combattit, les armes à la main, les prétentions de l'infant puîné. Celui-ci fut vaincu et enfermé dans le château de Burgos, où il périt

malheureusement en 1277. C'est donc du règne d'Alphonse X que date l'origine de la loi de transmission entière et sans partage des couronnes de Castille et de Léon, par ordre de primogéniture.

Ce prince, surnommé l'Astronome ou l'Érudit, mérita ces qualifications. Adonné, dès son jeune âge, à l'étude de l'histoire, de la philosophie et des sciences abstraites plus qu'aucune personne de son époque, il s'occupa, aussitôt qu'il fut roi, de satisfaire sa passion de s'instruire. Il donna, en 1254, un plus grand développement à l'université de Salamanque; puis, avec le concours des savants rabbins Isaac, Hazan et Benzud, de la synagogue de Tolède, il dressa ses fameuses tables astronomiques, qui furent appelées Alphonsines, du nom de leur royal auteur. La confection de ces tables coûta à ce prince la somme, énorme pour ces temps-là, de quatre cent mille ducats (1). Ensuite le goût d'Alphonse pour la science se tourna vers un but plus utile. Émule de son père Ferdinand, il voulut s'occuper de la législation de son pays : il revit de nouveau le *Fuero-Juzgo*,

(1) Le ducat valait environ cinquante-cinq sous de France, et le maravédis un sou $\frac{13}{17}$ de France.

il augmenta ce monument gothique judiciaire de toutes les ordonnances royales et arrêts des conciles rendus jusqu'à son règne depuis 1023, année ou fut publié le code primitif espagnol par Alphonse V, roi de Léon; à l'imitation aussi de son prédécesseur, il voulut que cette savante compilation fût écrite dans l'idiome national, introduit par le temps dans la péninsule ibérienne. En 1260, il prescrivit qu'à l'avenir tous les actes publics seraient promulgués en langue romane, le latin fut proscrit. Comme son prédécesseur, Alphonse pensait attacher ainsi ses sujets à leurs institutions en leur en facilitant l'interprétation. C'est à cette mesure, constamment suivie par ses rois, que l'Espagne est redevable d'avoir possédé une langue fixée et épurée bien avant la France qui l'avoisine, où le latin continua longtemps à être le langage de la science et de la justice.

Sous le règne d'Alphonse X, les Castillans eurent l'occasion de témoigner que dans leur attachement pour leur roi ils apportaient autant de jalousie que dans leurs autres affections, et se montraient impatients de tout joug étranger. A cette époque, ils exprimèrent hautement leur antipathie contre le gouvernement d'un roi qui

résiderait ailleurs que chez eux, et dont les sympathies se trouveraient ainsi partagées. Au mois de mars 1257, les princes allemands avaient élu empereur Alphonse X, roi de Castille, petit-fils de l'empereur Philippe par sa mère Béatrix de Souabe. Les Castillans, au lieu de s'enorgueillir d'un tel choix, craignirent de voir leur pays devenir une modeste province dépendante de la souveraineté d'Allemagne, et d'être abandonnés par leur prince à des ministres étrangers; aussi, en 1269, comme Alphonse X se disposait à passer en Allemagne pour se faire couronner empereur, selon l'usage établi par la constitution germanique, les cortès s'opposèrent à sa sortie du royaume, sous peine de déchéance, et les Espagnols de nos jours se plaisent encore à redire avec fierté qu'Alphonse préféra la couronne de Castille au globe d'or de l'empire d'Occident. Les électeurs, lassés d'attendre en vain le roi Alphonse, nommèrent à sa place Rodolphe de Hapsbourg, chef de la maison appelée depuis autrichienne, laquelle, par un singulier retour des choses d'ici-bas, devait, deux siècles et demi après, remplacer sur le trône de Castille la dynastie d'Alphonse X.

A l'exemple de ses prédécesseurs, Alphonse

guerroya contre les Maures, et s'il n'ajouta pas de nouvelles possessions à son royaume, il assura du moins celles de son père Ferdinand. Il fortifia sa domination dans l'Andalousie et dans le royaume de Murcie, il consolida sa suzeraineté sur le royaume de Grenade, et conclut en 1273, avec Mahomet, souverain de cet État, un traité semblable à celui qui avait été passé entre leurs pères saint Ferdinand et le Maure de la tribu des Alhamares, Abou-Saïd, par suite duquel l'infidèle se reconnaissait vassal immédiat du trône de Castille; mais comme tel aussi, le roi de Grenade avait le droit d'assister aux cortès, de se mêler aux affaires des chrétiens, ses ennemis naturels. Au surplus, le vassal mécréant se montra plus fidèle que tout autre dans la guerre intestine qui troubla la fin du règne du monarque chrétien.

Alphonse X, de son mariage avec Yolande d'Aragon, avait eu deux fils, Ferdinand et Sanche. Le premier, mort en 1275, avait laissé, de son mariage avec Blanche de France, fille du roi saint Louis, deux rejetons connus sous le nom des infants de la Cerda, dont l'aîné, aux termes de la loi insérée dans les *Siete partidas*, devait succéder à son grand-père; mais Sanche, le fils puîné,

voulut faire changer les volontés de son père, et se faire reconnaître par lui son héritier, de préférence au jeune prince son neveu. Pour mieux étayer ses prétentions, il en appela aux cortès, qui se réunirent à Ségovie en 1276.

Le roi, qui n'avait accédé qu'avec peine à la décision nationale, favorable à don Sanche, ne tarda pas à vouloir l'annuler. Stimulé par le désir de faire exécuter lui-même les dispositions des *Siete partidas*, dont il était l'auteur, il institua pour ses héritiers, par ordre de primogéniture, suivant la loi 2 du titre 15, les enfants de Ferdinand, son fils aîné défunt. Une lutte longue et terrible résulta de ces démêlés de famille. Alphonse fut contraint pour sa défense d'appeler les Maures eux-mêmes; il recourut aussi aux foudres de l'Église, et, à sa sollicitation, le pape Martin IV, en 1283, fulmina des censures contre l'infant don Sanche. Les saintes armes du Vatican, non plus que celles des infidèles, ne purent triompher d'un prétendant qui tirait ses droits de la constitution nationale; des cortès tenues à Séville, puis à Valladolid, proclamèrent de nouveau leur validité. Alphonse en ressentit un chagrin qui avança ses jours; cependant, au lit de

la mort, le 4 avril 1284, il eut regret d'avoir maudit son fils et lui pardonna, tout en maintenant son testament du 8 novembre précédent, par lequel il instituait les infants de la Cerda ses héritiers à la couronne de Castille.

Mais les cortès assemblées à Séville, dans le courant de cette même année, ne reconnaissant nullement au roi la prérogative de disposer du trône par un simple acte testamentaire, n'eurent aucun égard à ses dernières volontés. Comme les états de 1276, elles ne voulurent pas déroger au *Fuero-Juzgo*, et se prononcèrent en faveur de l'oncle des infants de la Cerda, qui monta sur le trône sous le nom de Sanche IV. Le règne de ce prince n'offre rien d'important, si ce n'est une preuve de plus de la puissance des constitutions castillanes. En 1295, ce même Sanche, qui avait fait casser le testament d'Alphonse X, comme entaché d'illégalité, commit dans le sien la même infraction peu de temps avant sa mort.

Sanche, comme son père Alphonse, s'arrogea donc la prérogative d'insérer dans son testament des stipulations relatives à la couronne, sans l'autorisation des cortès. Il instituait la reine de Castille, dona Maria de Molina, régente du royaume

pendant la minorité de son fils Ferdinand. Aux termes de la loi des *Siete partidas*, il en avait le droit; mais alors ce code n'avait pas encore reçu la sanction législative. Les cortès assemblées à Valladolid aussitôt après sa mort n'approuvèrent pas la clause du testament; elles conférèrent la régence à l'infant don Henri, grand-oncle du roi mineur, et ne laissèrent à la reine que la garde de son fils.

Ce prince, connu sous le nom de Ferdinand IV, dit l'Ajourné, occupa trop peu de temps le trône de Castille pour justifier les flatteuses espérances qu'il avait fait concevoir au commencement de son règne. En 1309, le roi de Grenade, croyant tirer parti de l'inexpérience de son suzerain, âgé seulement de vingt-un ans, voulut se rendre indépendant; mais au mois de juillet de cette même année, celui ci s'empara de Gibraltar, et, après divers succès, força son vassal à recourir à une trêve désavantageuse, et à rentrer dans des conditions imposées à ses prédécesseurs par les monarques chrétiens. Ferdinand IV, sous le rapport de l'administration de la justice, vertu si essentielle aux souverains, faisait moins bien augurer de son règne. On peut s'en convaincre par l'événement

même qui lui mérita son surnom, et qui avança l'heure de sa mort, au dire de plusieurs historiens. Deux frères de la maison de Carvajal ayant été accusés d'avoir tué, une nuit, à Palencia, Jean-Alphonse de Benavidès, au sortir du palais du roi, ce prince ordonna leur mort sans vouloir les entendre. Jusqu'au moment de leur supplice, ces malheureux protestèrent de leur innocence, et en présentant leur tête au bourreau, ils ajournèrent le roi à trente jours au tribunal de Dieu; au bout de ce terme, le 17 septembre 1312, Ferdinand, alors à Jaen, fut trouvé mort dans son lit. Il n'était âgé que de vingt-quatre ans.

Le trône allait être exposé de nouveau aux orages d'une minorité; le fils de Ferdinand, héritier du trône, était au berceau. Cette fois, la nation n'avait pas à lutter contre les volontés du roi défunt. Son embarras était de se prononcer au milieu des nombreux prétendants à la régence; de vifs débats s'ensuivirent, qui troublèrent la paix de la Castille. Enfin les cortès tenues à Valladolid, en 1315, se flattèrent de concilier les divers partis en nommant corégents l'infant don Juan, frère puîné de Sanche IV, et l'infant don Pierre, frère puîné de Ferdinand IV, l'un grand-

oncle et l'autre oncle paternel du jeune roi Alphonse XI, qui, dans la suite, fut surnommé le Justicier ou le Vengeur.

Les deux régents ne jouirent pas paisiblement du poste suprême qu'ils avaient tant ambitionné, et qui devait causer leur mort. Le roi de Grenade, profitant des querelles intestines de la Castille, voulut secouer son joug de vasselage. Ses succès répondirent à ses efforts; vainement les régents cherchèrent à le réduire à l'obéissance. Enfin, en 1319, ils firent un appel général et s'avancèrent jusqu'aux portes de Grenade. Là les attendait la mauvaise fortune. Repoussés par les Maures, ils sont obligés de se retirer en désordre, et tous deux succombent dans ce désastre. Leur mort replongea la Castille dans des perturbations dont profitèrent de nouveau les mahométans et d'autres ennemis intérieurs non moins dangereux; mais à sa majorité (1324), Alphonse XI les fit tous rentrer dans le devoir.

Son premier soin fut de gagner à lui les mécontents; ensuite il tourna ses armes contre Grenade, autant pour donner une diversion aux esprits agités des Castillans que pour tirer vengeance de la défaite des régents. Avec l'aide des

rois de Portugal et d'Aragon, il prit aux infidèles plusieurs places fortes, et les serra tellement de près dans le royaume de Grenade, que ceux-ci demandèrent du secours au sultan de Fez. Le roi maure fit passer en Espagne son fils Abdamalic, qui y périt les armes à la main. Alors le père, n'écoutant plus que sa fureur et son désespoir, réunit une des plus puissantes armées qui aient envahi la Péninsule. Ces forces, disent les chroniqueurs, composées de plus de quatre cent mille hommes de pied et de soixante mille chevaux, demeurèrent plusieurs mois à opérer leur débarquement, que protégeaient deux cent soixante-dix-huit navires croisant dans le détroit africain. Enfin le sultan Albahacen aborda avec sa cour entière, et vint mettre le siége devant Tariffe, situé à l'extrémité de l'Andalousie. Le comte de Benavidès défendit cette place vaillamment, et donna le temps à Alphonse XI et à ses alliés de voler au secours de cette ville.

L'armée chrétienne, formée de la fleur de la chevalerie de l'époque, accourue aux cris d'alarmes du roi de Castille, s'élevait seulement à quarante mille hommes. Malgré ce nombre aussi disproportionné, les deux souverains de Castille et

de Portugal (Alphonse IV), chefs de cette nouvelle croisade, partageant eux-mêmes l'enthousiasme qui régnait parmi leurs soldats, n'hésitèrent pas à livrer la bataille près de la rivière de Salado. Le 30 octobre 1340 vit leur triomphe. La victoire, quelque temps disputée, resta à la chevalerie chrétienne, qui fit un effroyable carnage dans les rangs des infidèles, et, au dire presque unanime des chroniqueurs, plus de deux cent mille musulmans succombèrent dans la bataille. Ceux qui survécurent prirent la fuite, jusqu'à ce qu'ils vissent la mer ou les montagnes de Grenade entre eux et les chrétiens. Albahacen, ce nouvel Abdérame, qui se flattait de relever l'empire des califes, fut contraint d'abandonner dans sa retraite les richesses immenses apportées avec lui. Le butin fut si grand, que dans la Péninsule le prix de l'or en baissa d'un sixième.

Cette victoire rendit le nom d'Alphonse terrible aux Sarrasins, et affermit son autorité sur ses sujets. La prise de la ville d'Algésiras sur les Maures (26 mars 1344), malgré l'artillerie redoutable dont cette ville était garnie, suivant l'assertion de l'historien Mariana, acheva de faire respecter partout le sceptre du belliqueux Alphonse. Les

chrétiens, comme les infidèles, se rangeaient sous son autorité. Déjà, en 1332 et 1334, les trois provinces basques de l'ancienne Cantabrie, la Biscaye, l'Alava et le Guipuscoa, se confiant dans sa loyauté et dans son épée pour les protéger, l'avaient choisi volontairement pour leur seigneur suzerain. Aussi, en prince habile, profita-t-il de son heureuse fortune, que ses derniers triomphes de Tariffe et d'Algésiras venaient de combler, pour assurer l'avenir de la Castille et de sa dynastie, en accomplissant l'œuvre législative conçue par Alphonse X, son bisaïeul.

Alphonse XI, dont la minorité orageuse avait mûri l'expérience, comprit qu'il fallait établir sur une base solide et légale les droits de tous, principalement ceux de la couronne, trop vaguement déterminés dans le *Fuero-Juzgo*, et il s'occupa de faire substituer à ce code coutumier le code rédigé par Alphonse X, sous le nom des *Siete partidas*. Après avoir ainsi réglé l'organisation de son royaume, il songea à poursuivre le cours de ses conquêtes. Il vint mettre le siége devant Gibraltar. Là devait pâlir son heureuse étoile. La peste se mit dans son armée, et lui-même, le 27 mars 1350, succomba, à l'âge de trente-huit

ans, sous les atteintes de ce fléau. L'infant don Pèdre, son fils, lui succéda.

Ce prince, seul enfant légitime qu'Alphonse XI eût eu de sa femme, Marie de Portugal, justifia, dès les premiers actes de son règne, le surnom de Cruel, si malheureusement fameux. La nature avait doué le jeune monarque des avantages du corps et de l'esprit; mais elle lui avait refusé les qualités du cœur. Souvent Pierre (Pèdre) le Cruel n'eut pas même la nécessité pour excuse de ses barbaries. La cruauté faisait ses délices, il fut le Néron du moyen âge. A l'instigation de sa mère, femme vindicative, il fit mourir la belle Éléonore de Guzman, la rivale de Marie de Portugal dans le cœur d'Alphonse XI. Cette exécution fut le prélude de sa vie sanguinaire; mais ses malheureuses victimes trouvèrent des vengeurs, les chefs ne manquèrent pas aux mécontents. Don Juan, issu de l'aîné des infants de la Cerda, exclus du trône par Sanche IV, se mit à la tête de l'insurrection, qui lui coûta la vie en 1357.

Pierre, poussant l'instinct du mal jusqu'à des vengeances anticipées que devait provoquer sa barbarie, fit égorger impitoyablement don Frédéric, son frère naturel, à qui la mort de sa mère,

la belle Éléonore, inspirait un désespoir qu'il ne pouvait dissimuler. Pèdre et Jean, autres enfants d'Éléonore et d'Alphonse, ne trouvèrent pas dans leur âge tendre une sauvegarde contre les fureurs du tyran, qui avait juré la perte de tous ses frères naturels, et devint le bourreau de sa famille et de ses peuples. Ses crimes sont trop nombreux pour être tous rapportés ici ; mais ce qui devait surtout attirer au monstre la punition céleste, ce fut cette suite de douloureux traitements qu'il fit subir à l'intéressante Blanche, fille du duc Pierre de Bourbon, princesse accomplie, qu'il avait épousée à Valladolid, le 3 juin 1353. Trois jours après son mariage, il abandonna la jeune reine pour aller, dans un château sur les bords du Tage, retrouver Maria Padilla. Cette femme artificieuse sut diriger jusqu'à sa mort les violences du despote ombrageux qui s'était donné à elle. L'opinion de ces temps-là était que l'enchanteresse l'avait ensorcelé avec un philtre préparé par un médecin juif.

Dans le courant de cette même année, Pierre envoya Blanche de Bourbon dans le château d'Arevalo, où elle demeura longtemps enfermée. Ensuite, sous le prétexte que cette prison n'était pas à l'abri des entreprises des seigneurs indignés,

il fit conduire la royale captive par don Juan de Hinestrosa, oncle maternel de Maria Padilla, au château de Siguença, et quelques années après à la citadelle de Xérès; là devait se consommer le crime : Blanche de Bourbon y périt étouffée, en 1361. Ce forfait acheva de soulever l'exaspération publique, que jusqu'à ce moment le tyran avait su contenir par son habileté et son courage. Charles V, roi de France, époux de la sœur de Blanche de Bourbon, répondit aux cris des malheureux Castillans, qui de toutes parts demandaient à être délivrés du fléau qui pesait sur eux.

Le monarque français sut adroitement, en prenant la défense des intérêts de la justice et de l'humanité, servir ceux de son propre royaume. Il réunit, sous le nom de grandes compagnies, une foule de soldats dont la paix rendait le désœuvrement dangereux pour les provinces, et les envoya, commandés par l'illustre Bertrand du Guesclin, tirer vengeance du meurtre de l'infortunée reine de Castille. Le pape crut également devoir concourir à la punition des crimes odieux de Pierre. Ce prince n'avait pas seulement dépouillé les églises et maltraité les ministres du Seigneur, il était encore accusé d'avoir embrassé le mahomé-

tisme ; un fait avéré, c'est qu'il avait formé des alliances avec les puissances musulmanes contre la chrétienté, ce qui attira sur lui les foudres du Vatican.

Les Français furent reçus en Castille comme des libérateurs ; un soulèvement général éclata depuis la mer qui baigne l'Andalousie jusqu'à celle qui borde les côtes des Asturies et de la Galice. Le chef proclamé unanimement fut Henri, comte de Transtamare, l'aîné des enfants d'Alphonse XI et d'Éléonore de Guzman. Il fit successivement reconnaître son autorité dans les principales villes du royaume. Enfin, en 1366, il entra dans Burgos, où les cortès se réunirent, et usant de l'ancien droit de pourvoir au salut de l'État en péril, déposèrent le tyran qui les opprimait. Les cortès de Burgos, à l'unanamité, élevèrent au trône Henri de Transtamare, qui fut couronné roi, le jour de Pâques, par l'évêque de cette ville, dans le monastère de las Huelgas.

Le nouveau roi acheva la conquête de ses États par la prise de Tolède. Le tyran déposé s'était enfui à son approche ; réfugié à Séville, et contraint d'abandonner encore cette dernière place, il résolut de gagner la frontière. Après maintes

courses aventureuses, il atteignit Bayonne, où il demanda du secours aux Anglais, alors maîtres de la Guienne. On peut faire remonter à cette époque les principes de cette politique intéressée dont la Grande-Bretagne ne devait plus désormais se départir à l'égard de la Péninsule. Les Anglais virent là une occasion d'étendre leur influence et en même temps de combattre celle de la France; ils consentirent donc à l'intervention réclamée par Pierre le Cruel. Bientôt le célèbre prince de Galles, dit le Prince Noir, pénétra en Castille à la tête d'une formidable armée. Le 3 avril 1367, il vint offrir la bataille dans la plaine de Najera, près de Navarette, sur les confins de la Castille et de la Navarre, à Henri de Transtamare, qui l'accepta contre l'avis de du Guesclin. Ce brave connétable y demeura prisonnier, et Henri ne dut son salut qu'à un petit nombre de chevaliers qui protégèrent sa retraite jusqu'en France.

Pierre, rétabli sur son trône, redoubla de cruautés. Le fer et le feu furent les moyens que lui, et les Anglais, ses alliés, employèrent pour affermir son autorité; les haines nationales et particulières se manifestèrent plus violentes que jamais. Henri de Transtamare reparut à la tête d'un parti

considérable. Le vaillant Bertrand du Guesclin vint le rejoindre ; sa rançon de soixante-dix mille florins d'or avait été promptement acquittée par ses compatriotes. Pierre était alors au fond de l'Andalousie, occupé à reprendre les villes qui refusaient de se soumettre à son autorité, devenue illégitime depuis sa déchéance prononcée par les cortès. Il s'empressa de rétrograder pour expulser son compétiteur ; mais cette fois le prince de Galles n'était pas avec lui. Ce célèbre capitaine était retourné en Guienne. L'armée de Pierre, forte de quatre-vingt mille hommes, offrait un ramas de gens de toute croyance : les juifs et les mahométans y dominaient. Ces derniers avaient pour chef le fils du roi de Bénamérin, venu d'Afrique à l'indigne appel de Pierre.

Les deux armées se rencontrèrent, le 14 mars 1369, non loin du Tage, à six lieues de Tolède. La victoire resta à Henri de Transtamare. Son frère se sauva à toute bride dans un château voisin, nommé le fort de Montiel, élevé sur un roc escarpé, au milieu d'une plaine. La place n'était pas en état de tenir longtemps devant les Français et les Castillans de Henri de Transtamare et de du Guesclin. Pierre chercha à profiter d'une nuit

sombre pour échapper à ses ennemis ; mais le Bègue de Villaines, un des meilleurs capitaines français, l'enveloppa avec ses Bretons et le ramena prisonnier au camp de Henri. A peine Pierre fut-il en présence de son frère, qu'arrachant la dague d'un des hommes de son escorte, il se précipita sur son rival avant qu'on eût pu s'opposer à son mouvement fratricide. La colère avait mal dirigé son bras ; Henri échappa au danger, et, saisissant aussi son poignard, il para un autre coup de son ennemi, auquel il riposta en le frappant à la gorge. Pierre tomba roide mort. Ce dénoûment, qui rappelle en partie la fin tragique d'Étéocle et de Polynice, assura la paisible succession du trône à Henri de Translamare. Le pape Urbain avait légitimé sa naissance, et son élection, prononcée unanimement par les cortès de Burgos, venait tout récemment encore, après la mort de Pierre, de recevoir une nouvelle sanction par l'assentiment des ayuntamientos de Séville, de Tolède, et de toutes les provinces de Castille.

Cependant le roi Henri craignait encore les vues ambitieuses de ses voisins, les souverains de Portugal et de Navarre, et celles des rois maures de Grenade et d'Afrique. Ces anciens alliés de Pierre

le Cruel pouvaient soutenir les prétentions des enfants de ce prince dans le but de fomenter au sein de la Castille des troubles dont ils auraient tiré parti. Henri resserra donc plus étroitement son alliance avec la France en prenant part à la guerre qui éclata entre cette puissance et l'Angleterre ; il fit ainsi servir à ses intérêts sa reconnaissance envers Charles V. D'un autre côté, il voyait avec plaisir et favorisait en secret l'union de Constance, fille aînée de Pierre et de Maria Padilla, avec Jean d'Angleterre, duc de Lancastre, et celle d'Isabelle, seconde fille de Pierre, avec l'autre prince anglais, Edmond, duc d'York (1). En adroit politique, Henri pensait que ces mariages, célébrés en 1371, enlevaient nécessairement aux princesses Constance et Isabelle tout espoir de monter sur le trône ; car les ordres de la nation témoignaient hautement leur antipathie contre toute domination étrangère, et particulièrement contre celle des Anglais.

Cet armement de la Castille et de la France

(1) Jean d'Angleterre, veuf avec enfants de Blanche, héritière de Lancastre, et Edmond, duc d'York, étaient frères ; ils furent les auteurs des deux rameaux si malheureusement célèbres dans l'histoire d'Angleterre par leurs discordes sanglantes, et connus sous les noms de *Rose rouge* et de *Rose blanche*.



K Girardet del. Oleszczynski sc.

HENRI PARE LE COUP, ET RIPOSTE EN FRAPPANT SON ADVERSAIRE À LA GORGE.

contre l'Angleterre fut suivi de brillants succès. Le 23 juin 1372, la flotte espagnole, qui croisait devant la Rochelle, remporta une victoire signalée sur celle des Anglais. Pas un bâtiment n'échappa, et le commandant lui-même, avec la caisse militaire, tomba au pouvoir des vainqueurs. Ce fait d'armes fut le plus important du règne de Henri. Ce prince, surnommé avec raison le Magnifique, s'appliqua à rendre le repos et la prospérité à la Castille, si épuisée par les exactions du dernier roi. Il chercha aussi à consolider la bonne harmonie qui régnait entre lui et ses voisins. Dans sa prévoyance paternelle, il voulut se concilier l'amitié du plus puissant d'entre eux après la France, celle du roi d'Aragon. Il fit épouser, au mois de juin 1375, à son fils aîné Jean (Juan), bien qu'il ne fût âgé que de dix-sept ans, l'infante Éléonore, fille de Pierre IV, roi d'Aragon; mais il ne jouit pas longtemps du bonheur qu'il avait procuré à ses sujets. Une maladie violente l'enleva le 30 mai 1379, à l'âge de quarante-cinq ans Son fils Juan, qui venait d'atteindre sa majorité, fut, la même année, reconnu et juré roi, selon l'expression espagnole, par les cortès convoquées officiellement à Burgos.

CHAPITRE VII

Jean Ier. — Il envahit le Portugal. — Défaite d'Aljubarrota. — L'infant Henri, premier prince des Asturies. — Henri III. — Ses succès contre les Portugais et les Maures. — Jean II. — Régence de l'infant Ferdinand. — Victoire d'Antequerra. — Don Alvaro de Luna. — Premier siége de Grenade. — Révolte en Castille. — Les royalistes vainqueurs à Olmedo. — Disgrâce d'Alvaro de Luna. — Henri IV. — Jean Pacheco, marquis de Villena. — Vie dissolue de Henri IV. — Soulèvement général. — Déchéance de Henri IV. — Il remonte sur le trône. — L'infante Isabelle épouse Ferdinand d'Aragon. — Victoire de Toro, qui assure le trône à Isabelle.

1379-1476.

Jean Ier, en montant sur le trône, parut avoir hérité des grandes qualités de son père. Il déjoua les projets de Ferdinand, roi de Portugal, qui prétendait avoir des droits au trône de Castille, du chef de sa mère, Constance de Castille, petite-fille de Ferdinand, seigneur de Lara, le second des deux infants de la Cerda. Ferdinand, prince irrésolu, non-seulement abandonna ses prétentions, mais encore crut prudent de cimenter la paix avec le jeune successeur de Henri de Transtamare. Éléonore d'Aragon étant morte en couches le 18 août 1382, Jean accepta l'année suivante l'offre du roi Ferdinand, qui lui proposait en mariage

sa fille unique, la princesse Béatrix. Le roi de Castille, par cette union, devait à son tour concevoir l'espérance d'hériter du trône de Portugal. L'occasion ne se fit pas attendre; Ferdinand mourut le 20 octobre 1383, et son gendre, prenant aussitôt le titre de roi de Portugal, se hâta d'entrer dans ce royaume à la tête d'une forte armée pour y faire reconnaître ses droits. La nationalité portugaise s'en alarma; le parti sur lequel Jean avait compté se divisa, et les quatre cités de Lisbonne, de Coïmbre, d'Oporto et d'Ourique, refusèrent d'admettre les prétentions de la reine de Castille, sous prétexte qu'elle était née du commerce adultère du feu roi Ferdinand et de Leonora Tellez de Menezes, femme légitime de Lorenzo d'Acunha. Le fait était vrai.

Le grand maître de l'ordre d'Avis, Jean, frère naturel de Ferdinand, se mit à la tête du mouvement général. Il rencontra le roi de Castille à Aljubarrota, le 14 août 1385; celui-ci éprouva un échec terrible. Don Juan et don Ferdinand, ses cousins germains, ainsi que Jean de Rie, ambassadeur de France, périrent dans la mêlée. Cette victoire, dont le glorieux anniversaire se célèbre encore de nos jours, affermit la couronne

sur la tête du grand maître d'Avis, dignité qui donna son nom au rameau royal de Franco-Bourgogne, descendu de Jean, le vainqueur d'Aljubarrota. Les Anglais, toujours disposés à nuire au roi de Castille, avaient envoyé en Portugal des forces considérables. Le duc de Lancastre, l'époux de Constance, fille de Pierre le Cruel, les commandait. Ce prince espérait passer de Portugal en Castille, dans le but d'y soutenir les droits de sa femme. Le souverain de ce royaume y revint aussitôt pour veiller à la conservation du trône que lui avait légué son père.

Jean, après les dangers qu'il avait courus à Aljubarrota, s'occupa des moyens de préserver de chances funestes l'avénement de don Henri, son jeune fils, dans le cas où ce prince lui succèderait avant sa majorité. Dans cette occurrence, le roi Jean pensa à rétablir un ancien usage dont on retrouve de fréquents exemples au commencement de la monarchie gothique en Espagne, en France et en Allemagne, alors que le trône n'était pas encore constitutionnellement héréditaire : c'était, de la part du souverain alors régnant, d'associer son fils à l'empire. En Allemagne, le titre de roi des Romains, donné à un prince du vivant

de l'empereur, n'était pas une simple qualification honorifique, mais bien la désignation d'un droit de survie. Le roi Jean comprit qu'il devait lui-même enchaîner la soumission future de ses peuples à son successeur; il convoqua les cortès à Briviesca en 1388, et, avec leur approbation, il créa son fils Henri prince des Asturies, titre qui fut préféré à tout autre, en mémoire de ce que cette province avait été le véritable berceau de la seconde monarchie chrétienne en Espagne, et de ce que Pélage n'en avait pas pris d'autre du jour où il avait conquis cette province sur les Maures. Telle est l'origine de l'institution de la jura, qui consiste à faire reconnaître, dès son bas âge, par l'assemblée des cortès, réunies à cet effet, le fils aîné du roi de Castille comme prince des Asturies et héritier des couronnes de son père; et, à défaut de fils, la fille aînée du souverain.

Le roi Jean, dans ses prévisions paternelles, ne se contenta pas de cet usage salutaire à sa dynastie; il négocia secrètement une union propre à confondre les droits plus ou moins établis des enfants de Pierre le Cruel et de ceux de Henri de Transtamare. Il fit proposer au duc de Lancastre le mariage de son fils Henri avec Catherine, fille

unique du prince anglais et de Blanche de Castille, et seule héritière, par conséquent, des prétentions de sa mère à la couronne de ce royaume. Les Lancastre, qui en ce moment recherchaient pour la princesse Catherine l'alliance du duc de Berri, frère puìné du monarque français Charles V, apportèrent quelque lenteur dans leur réponse au roi Jean; ils comprirent à la fin que les intentions de ce dernier conciliaient tous les intérêts et toutes les sympathies.

La proposition du souverain castillan fut donc acceptée; mais ce prince ne devait pas en voir l'accomplissement. Assistant à un tournoi donné par les Maures à Alcala, le 9 octobre 1390, il voulut y faire briller son adresse. Son cheval tomba, se renversa sur lui et causa sa mort. Le mariage de son fils et successeur n'eut lieu qu'en l'année 1393. Henri III était alors âgé de quatorze ans. Les états convoqués à Madrid l'avaient récemment proclamé roi, malgré sa grande jeunesse. On crut devoir ainsi avancer l'âge de sa majorité pour mettre fin à la mésintelligence désastreuse du conseil de régence. A la mort inopinée de Jean Ier, les cortès avaient usé de leur droit reconnu dans les *Siete partidas*, lorsque la reine, mère du roi

mineur, n'existe plus. Le cas prévu par la loi 3 du titre 15 de la seconde partie était alors arrivé ; Henri III avait perdu sa mère Éléonore d'Aragon en 1382. L'assemblée avait nommé membres du conseil de régence trois princes, parents du roi, les archevêques de Tolède et de Compostelle, les grands maîtres de Saint-Jacques et de Calatrava, et huit députés des principales villes ; tous les six mois ces derniers devaient être remplacés à la cour par d'autres en nombre égal. La discorde éclata bientôt dans ce conseil ; l'autorité royale seule pouvait y mettre un terme, l'événement le prouva.

Le roi Henri, quoique bien jeune et d'une santé délicate, qui lui valut le surnom de Maladif, se montra tout d'abord digne de la confiance de ses sujets. La justesse de ses vues et l'énergie de son caractère, peu communes à son âge, réalisèrent les espérances qu'on avait conçues, et imposèrent aux esprits turbulents. Après avoir réformé les abus et châtié sévèrement ceux qui voulaient les défendre les armes à la main, il marcha, en 1396, contre les Portugais, qui, eux aussi, cherchaient à profiter des orages de la Castille pour empiéter sur ce royaume. En voisins déloyaux, ils avaient

surpris la ville de Badajoz, place frontière sur les bords de la Guadiana. Henri III non-seulement les chassa de ses États, mais encore poussa la guerre jusqu'aux portes de Lisbonne, et contraignit le roi Jean, dit le Grand, le chef de la maison d'Avis, le vainqueur du grand-père de Henri III, à réclamer la paix (1399) au prix de la restitution de Badajoz.

La victoire fut fidèle au jeune roi de Castille sur mer comme sur terre. Il extermina les corsaires d'Afrique, qui infestaient les côtes de l'Andalousie. En entreprenant ces justes guerres, ce prince eut le rare talent de trouver aussi le moyen de mettre de l'économie dans les finances de l'État. Une fois son trône affermi au dedans et au dehors, il pensa que le moment était venu d'opérer l'expulsion des Maures de la Péninsule, projet que tous les souverains de Castille léguaient à leurs successeurs.

Le roi de Grenade lui fournissait assez de prétextes par les irruptions qu'il avait faites sur son territoire; mais Henri, avant d'entreprendre son expédition, dut, aux termes des *fueros* du royaume, convoquer les cortès pour leur soumettre ses projets de guerre et obtenir d'elles les subsides nécessaires. L'assemblée, réunie à To-

lède, approuva à l'unanimité cette nationale entreprise, appelée par le clergé sainte et nouvelle croisade. La mort de Henri III vint ajourner encore l'accomplissement du projet héréditaire des rois de Castille. Une main étrangère, qu'on suppose être celle d'un juif, versa du poison au monarque chrétien, qui, le 25 décembre 1406, fut enlevé à la fleur de l'âge et au milieu de ses succès.

L'avénement de Jean II son fils, jeune enfant de quatorze mois, replaçait la Castille sous le gouvernement toujours agité d'une régence. Les grandes qualités de l'infant don Ferdinand, alors âgé de vingt-six ans, frère puîné de Henri III, le firent proclamer régent du royaume par les cortès de Castille.

La première pensée de l'infant Ferdinand fut d'utiliser les préparatifs de la guerre sainte faits par son frère Henri III. Il avait le double but de se débarrasser d'un voisin dangereux et d'occuper l'active et belliqueuse population des Castilles. Le roi de Grenade l'avait déjà prévenu ; il venait d'envahir la frontière à la tête de quatre-vingt mille hommes, et investissait la ville de Jaen. Le régent le força à en lever le siége; puis, s'étant emparé des places fortes de Zahara et d'Ayamonte,

il porta à son tour la guerre sur le territoire des Maures, et contraignit le roi Méhémed à une trêve désavantageuse, qui ne devait pas durer.

Deux ans après, en 1410, les infidèles, sous la conduite de Jousef, nouveau roi de Grenade, surprirent la ville de Zahara. Le régent reparut dans les États ennemis. Il n'avait avec lui que vingt mille hommes; mais c'était la fleur de la chevalerie castillane : la foi et l'indignation redoublaient la vaillance des chrétiens. Don Ferdinand vint bloquer la ville d'Antequerra. Le roi de Grenade, faisant un appel à tous les musulmans, marcha au secours de cette place, à la tête de cent mille hommes. Le régent triompha de cette armée immense, qui se retira en désordre et abandonna la ville assiégée au pouvoir des chrétiens; et, le 22 septembre, la citadelle aussi capitula. Ce triomphe éclatant porta au plus haut degré la gloire de don Ferdinand, que l'on nomma désormais l'infant d'Antequerra, et força le roi Jousef à demander la paix et à abandonner pour toujours son attitude offensive.

Don Ferdinand était appelé à de plus grandes destinées, digne récompense de sa valeur et de ses brillantes qualités. Martin, dernier roi d'Aragon, et de la maison de Barcelone, était mort sans

héritiers aptes à lui succéder; alors les cortès d'Aragon, rentrant dans leur droit primitif d'élection, choisirent pour roi, en 1412, le valeureux Ferdinand de Castille. Ainsi, comme nous l'avons déjà fait observer, les deux petits-fils de Henri de Transtamare se trouvèrent assis sur les trônes de Castille et d'Aragon, lesquels devaient, vers la fin de ce même siècle, se réunir pour ne plus jamais se diviser; mais le roi Ferdinand fut enlevé trop tôt à l'amour de ses nouveaux sujets d'Aragon et de ses anciens compatriotes de Castille dont il avait fait le bonheur. Sa mort, arrivée en 1416, laissait son neveu Jean II dans un âge encore tendre et bien inexpérimenté. Ce roi achevait à peine sa douzième année; sa mère, en vertu de son droit constitutionnel, convoita de nouveau la régence, et elle lui fut dévolue par les Castillans; mais cette princesse étant morte deux ans après, ceux-ci appréhendèrent les orages d'une nouvelle régence, et préférèrent s'exposer aux chances de l'administration d'un jeune souverain. Suivant alors l'exemple précédemment donné en faveur de Henri III, ils avancèrent l'époque de la majorité du roi Jean II.

Mais le jeune roi ne remplit pas comme son père

Henri III, dès ses premières années, l'attente de ses sujets ; montrant plus d'obstination que de fermeté, il devint facilement le jouet des partis. Toutefois, don Alvaro de Luna sut prendre sur ce prince un ascendant qu'il devait conserver pendant toute la durée de son règne. Ce favori, devenu connétable du royaume, grand maître de Saint-Jacques et premier ministre, rachetait par de grands talents ses défauts et son insatiable cupidité. Il encouragea le penchant du roi à tourner ses armes, à l'exemple de ses prédécesseurs, contre le roi de Grenade.

Méhémed-Abenazar, fils de Jousef, avait eu besoin, pour monter sur le trône de ses pères, de l'appui du roi de Castille. Il reconnut mal le service du monarque chrétien : il refusa de payer le tribut qu'il lui devait comme à son suzerain. Jean II envoya don Alvaro de Luna, qui porta l'effroi et la mort jusqu'aux portes de Grenade. Bientôt après, le roi lui-même, à la tête de quatre-vingt mille hommes, vint faire le blocus de la capitale infidèle. C'était en juin 1431 ; les Maures, réunissant toutes leurs forces, fondirent en nombre supérieur sur les Castillans ; néanmoins ceux-ci, après un combat acharné, culbutèrent les mécréants, qui laissèrent douze mille hommes sur le champ de bataille et se

retirèrent en désordre dans les murs de Grenade.

Jean II continua le siége de cette place ; mais, harcelé sans cesse par des sorties qui semblaient se multiplier, et fatigué bientôt lui-même des lenteurs inévitables dans ces opérations, il leva le camp au bout de dix jours. Son armée, surprise de cette retraite, suspecta, non sans raison, la loyauté du tout-puissant Alvaro de Luna, et l'accusa d'avoir reçu de l'argent pour détourner son souverain de poursuivre le siége. Jean II et son favori, dans le but d'étouffer de pareilles récriminations, parcoururent en vainqueurs le territoire de Grenade et rentrèrent en Castille, laissant la dévastation derrière eux. Bientôt les discordes intestines des infidèles achevèrent le triomphe du monarque chrétien. Méhémed-Abenazar, ayant été dépossédé de la couronne, fut remplacé par son neveu Jousef-Abenalmar; le roi de Castille favorisait en secret ce prétendant. Quand celui-ci fut monté sur le trône de Grenade, il rendit l'hommage lige à Jean II, lui paya le tribut ordinaire et accorda la liberté aux esclaves chrétiens. A cette même époque, la couronne de Castille obtenait aussi au delà des frontières de la Péninsule des égards qui lui assuraient un nouvel éclat. En 1432, il fut

réglé au concile de Bâle que les ambassadeurs de cette puissance suivraient immédiatement ceux du sérénissime roi de France.

Le roi Jean ne devait pas jouir en paix du fruit de son heureuse fortune. Don Alvaro de Luna devenait de jour en jour plus exigeant pour les services qu'il rendait à son prince, et celui-ci, aveuglé par les grands talents de son favori, le combla tellement d'honneurs et de richesses, qu'il le rendit l'objet de l'envie de la reine et du prince des Asturies. Le favori lui-même, moins par intérêt pour le roi que dans le désir ambitieux de régner sous le nom de son maître, indisposa violemment la nation en voulant étendre les prérogatives du trône aux dépens de celles des états du royaume. Une révolte éclata. Cette fois le roi et son ministre n'eurent pas l'avantage; et par un de ces retours ordinaires dans les choses de ce monde, la nation empiéta sur les droits légitimes de la couronne.

Jean II, dépouillé de son autorité, ne conservait plus que le vain titre de roi. L'évêque d'Avila heureusement lui était resté fidèle; ce prélat parvint à rétablir l'harmonie entre le roi et le prince des Asturies, et, en 1445, à l'appel du père et du fils, une nombreuse armée se réunit sous l'étendard

royal. Alvaro de Luna, grand connétable, la commandait; il devait cet honneur, malgré son impopularité, à ses grands talents militaires. Les confédérés avaient pour chefs Jean d'Aragon, roi de Navarre par sa femme Blanche, héritière de ce royaume, et l'infant Henri d'Aragon, tous deux cousins germains du roi de Castille par leur père Ferdinand (l'infant d'Antequerra, élu roi d'Aragon), lequel avait jadis protégé la couronne de ce même roi Jean, fils de son frère Henri III. Les deux princes d'Aragon, en outre, étaient les beaux-frères du monarque castillan, devenu l'époux de leur sœur Marie.

Les deux armées se rencontrèrent le 19 mai, dans la vieille Castille, aux environs d'Olmedo, près de l'Adaja. Les princes castillans remportèrent une victoire complète; le roi de Navarre prit la fuite, et son frère Henri, duc de Villena, reçut une blessure mortelle. Ce succès, en consolidant l'autorité de Jean II, ne devait pas rendre la paix au royaume. Le véritable vainqueur d'Olmedo, le connétable Alvaro de Luna, élu à cette occasion grand maître de Saint-Jacques, se signala plus que jamais par un faste et des prétentions dont le roi lui-même, son protecteur, finit par être

jaloux. Jean II, veuf de Marie d'Aragon, s'était remarié, en 1447, avec Isabelle de Portugal. La jeune reine prit aussi de l'ombrage de la puissance du favori. Le principal auteur de ces sentiments de méfiance fut don Alphonse de Vivaro, grand trésorier de la couronne; il avait su plaire à Isabelle, et dans son ambition il aspirait à supplanter don Alvaro de Luna.

Mais le vieux courtisan pénétra les intentions du nouveau; il l'attira par ruse dans son palais, et l'ayant fait saisir, il ordonua de le précipiter de l'endroit le plus élevé. Le meurtre d'Alphonse de Vivaro, loin de profiter au connétable, causa sa ruine. La reine, soutenue par les ennemis du favori, demanda vengeance, et le roi, lassé du joug de ce dernier, profita de cette occasion pour s'en débarrasser, sans craindre d'être taxé d'ingratitude. Le connétable fut enfermé à Valladolid; on lui fit son procès, et il fut condamné, en 1453, à avoir la tête tranchée. Jean II ne survécut que peu de mois à l'exécution de son ancien favori. Le 21 juillet 1454, il mourut à l'âge de cinquante ans, après quarante-huit ans d'un règne que l'histoire représente comme le plus agité, si toutefois on en excepte celui qui devait le suivre.

Henri IV, avec moins de caractère et de qualités que son père Jean II, devait, comme lui, voir sa destinée soumise à l'influence d'un favori. Jean Pacheco, marquis de Villena, fut pendant trente ans le conseil, le général et le tyran de son souverain. Celui-ci, n'étant encore que prince des Asturies, avait cependant montré une sorte d'énergie dans sa résistance contre Alvaro de Luna, le favori de son père. Cet élan était comme la pâle aurore d'un jour qui ne devait jamais luire. Henri IV, prince aussi faible d'esprit que de corps, semblait destiné, comme roi et comme époux, à donner les plus tristes exemples d'abaissement et de dégradation. Il s'était uni, en 1440, à sa cousine Blanche, fille de Jean, roi de Navarre et d'Aragon. Il demanda la dissolution de son mariage, qu'il obtint en 1453. Il rechercha alors la main de Jeanne de Portugal, qui, par ambition, l'accepta pour époux ; le mariage se fit à Cordoue en 1455. Cette union ne devait produire que troubles et malheurs pour le trône et l'État. La nouvelle reine s'entoura, comme son époux, de personnes dissolues. La dépravation du couple royal était telle, qu'on vit le roi Henri reconnaître et adopter pour son héritière au trône une fille illé-

gitime, appelée Blanche. Cette conduite suscita l'indignation générale, déjà causée par la déprédation des favoris de la cour. Une grande partie de la nation refusa de saluer princesse des Asturies celle que par dérision on appelait la Beltraneja, la fille de Bertrand.

Les succès brillants que les généraux de Henri IV, Jean Pacheco, marquis de Villena, et le duc de Medina-Sidonia, remportaient sur les Maures de Grenade, auxquels ce dernier, secondé de don Rodrigue Ponce d'Arcos, venait de prendre Gibraltar, comprimèrent un instant l'indignation nationale; mais bientôt la désunion se mit dans l'intérieur du palais, et causa la ruine du roi lui-même. La Catalogne, révoltée contre Jean II d'Aragon, offrait de se soumettre au monarque castillan. Louis XI, l'astucieux roi de France, feignit de favoriser cette disposition des Castillans. Il vint donc, en 1463, à un rendez-vous sur le bord de la Bidassoa, où Henri IV, fastueux de son naturel, étala une magnificence extrême, tandis que le souverain son allié s'y présentait sans suite et dans un ajustement plus que modeste; mais l'or de ses vêtements, il l'avait employé à gagner le puissant marquis de Villena, qui exhorta son sou-

verain Henri IV à abandonner la Catalogne. Des ennemis secrets du favori découvrirent cette trame au roi de Castille. Le prince indigné exila Jean Pacheco. Celui-ci, devenu l'ennemi du trône, fut l'âme de l'insurrection. Le temps semblait venu à tous de mettre fin à un règne qui n'enfantait que troubles, malheurs et honte pour la nation. Au mois de juin de l'année 1465, les cortès se réunirent à Avila. Après avoir énuméré contre le roi Henri IV des griefs qui n'étaient que trop vrais, elles prononcèrent sa déchéance, et déclarèrent sa fille, la Beltraneja, illégitime et incapable de lui succéder. L'assemblée, pour donner plus de poids à cet acte de déposition, voulut l'accomplir immédiatement après sa délibération avec le plus d'apparat possible. « On dressa, dit la chronique, dans une plaine près d'Avila, un échafaud sur lequel on plaça une figure représentant le roi assis sur son trône et revêtu d'habits de deuil. On lut ensuite à la foule immense que ce spectacle avait attirée un long manifeste contenant tous les griefs qu'on avait contre lui, et on le déclara indigne de régner. L'archevêque de Tolède s'approcha alors de cette effigie, et lui ôta la couronne ; on le déclara incapable de rendre la justice, et le comte de Plasencia

lui enleva l'épée de justice; on le déclara indigne de gouverner, et le comte de Benavente lui arracha le sceptre des mains; enfin on le déclara indigne du trône, et Diégo Lopez de Stuniga le jeta en bas ignominieusement. Don Alphonse, frère du roi, alors âgé de onze ans, fut placé sur le trône. On déploya l'étendard royal, et toute la multitude rassemblée s'écria : « Castille! Castille! pour le roi Alphonse! »

Henri IV, dépossédé, après deux ans d'une vie errante et semée de vicissitudes, fit un appel à tous les partisans qu'il pouvait encore avoir dans ses États. Quatre mille seulement se présentèrent : mais c'étaient des braves éprouvés, sur lesquels il pouvait compter. A la tête de ces forces, dont il partagea le commandement avec son favori Bertrand de la Cueva, il marcha contre son frère Alphonse.

Les deux armées se rencontrèrent, le 20 août 1467, aux environs d'Olmedo, et s'attaquèrent avec un acharnement extraordinaire. La bataille, engagée dès le matin, dura jusqu'au soir. Les ombres de la nuit séparèrent les combattants, et la victoire resta indécise Le lendemain, de part et d'autre, nul ne jugea à propos de se confier de nouveau au sort d'une bataille rangée ; chacun s'en

alla guerroyer dans le pays, cherchant à faire d'utiles captures. L'année suivante, les confédérés s'emparèrent de Ségovie, tandis que Henri IV surprenait Tolède; mais la mort subite et prématurée de l'infant Alphonse mit un terme à la guerre civile. Les uns l'attribuèrent à la peste, d'autres à une cause plus sinistre. Son parti, néanmoins, voulut réparer sans délai le coup que lui portait la perte d'un chef en en nommant un autre; il jeta les yeux sur Isabelle, sœur d'Alphonse et de Henri IV, princesse accomplie, à laquelle le Ciel destinait une si haute et si glorieuse fortune.

Elle était alors dans sa dix-huitième année. Soit timidité naturelle à son sexe et à son âge, soit sentiment de ce qu'on devait à la puissance royale qu'elle était appelée à rendre si forte un jour, l'infante refusa généreusement de se prêter aux désirs des confédérés. Mais le soupçonneux Henri IV, incapable de comprendre le beau désintéressement de sa sœur, ordonna qu'on la tînt renfermée dans une étroite prison. La princesse parvint à s'évader et à rejoindre son cousin Ferdinand, roi de Sicile, fils et héritier présomptif de Jean II, roi d'Aragon et de Navarre. Elle avait cherché un appui près de ce prince non-seulement

à cause des avantages personnels qu'elle reconnaissait en lui, mais encore parce que les états de Castille l'avaient désigné pour son époux. Ferdinand d'Aragon, rejeton de Henri de Transtamare, de qui descendait également Isabelle de Castille, confondait par cette union les droits des deux rameaux de la maison de Franche-Comté, qui, depuis le commencement du XIIe siècle, régnaient sur les États de Castille et de Léon. Déjà aussi l'infant d'Aragon avait donné des preuves d'une grande capacité et d'un grand courage. Six ans auparavant, en 1463, ce prince, n'ayant alors que treize ans, avec l'aide du comte de Prades, son parent, avait remporté la célèbre victoire de Calfa sur les Catalans révoltés, et les avait fait rentrer sous l'autorité du roi d'Aragon, son père.

Sa glorieuse réputation était encore rehaussée, aux yeux d'Isabelle, par son extérieur avantageux. Ferdinand, d'une stature ordinaire, était bien pris dans sa taille; son œil étincelait sous un sourcil épais, sans troubler la calme dignité de ses traits, encadrés d'une noire chevelure. Isabelle, au contraire, était très-blonde, et son visage pâle, comme celui des filles d'Espagne, offrait un mélange charmant de douceur et de majesté.

Véritable Castillane, elle rachetait la petitesse de sa personne par des dehors pleins de grâce et de noblesse. Ces heureux contrastes étaient fort appréciés de tous les deux; la conformité de leurs goûts et de leurs pensées, aussi bien que le rapprochement de leur âge, resserrait encore les sympathies de leurs cœurs; car Isabelle n'avait qu'un an de plus que l'infant Ferdinand. L'archevêque de Tolède, autorisé par les états de Castille, bénit mystérieusement, à Valladolid, le 18 octobre 1469, l'union d'Isabelle et de Ferdinand. Henri IV n'en persévéra pas moins dans son indigne projet de laisser le trône à la Beltraneja. En 1470, il renouvela une déclaration en faveur de cette jeune fille, et songea à la faire épouser à un prince capable, par ambition, de défendre une pareille cause. Il tourna ses vues vers Alphonse V, roi de Portugal, son beau-frère; mais il ne devait pas assister à la célébration de cette union. Étant tombé malade à Ségovie, il expira le 12 décembre 1474, à l'âge de cinquante ans.

Néanmoins, la veuve de Henri IV, Jeanne de Portugal, persistait toujours à assurer à sa fille la couronne de Castille. Dans cette vue, elle poursuivit avec ténacité son projet de faire épouser

la Beltraneja à son frère, le roi de Portugal, bien que cette infante fût à peine dans sa treizième année, et peu de temps après leurs fiançailles, elle mourut à Madrid le 3 juin 1475. Alphonse V, roi de Portugal, surnommé l'Africain à cause de ses succès sur la côte barbaresque, prit en main les intérêts de sa nièce en vue des siens propres, et entra aussitôt en Castille à la tête de forces considérables.

A la suite de plusieurs combats incertains, il rencontra le roi Ferdinand près de Toro, le 1er mars 1476. Cette fois, la bataille fut décisive. La victoire, restée à Ferdinand et à Isabelle, les mit à tout jamais en possession des trônes de Castille et de Léon, et de la seigneurie des trois provinces basques, dont ils jurèrent, cette même année, de maintenir les priviléges, sous le feuillage du chêne antique de Guernica.

CHAPITRE VIII

Les rois Ferdinand et Isabelle. — Tribunal de l'inquisition. — Guerre contre les Maures. — Prise de Grenade. — Découverte du Nouveau-Monde. — L'infante Jeanne et son époux, Philippe d'Autriche, reconnus héritiers de Castille et d'Aragon. — Succès en Italie. — Mort d'Isabelle. — Jeanne la Folle et Philippe Ier. — Mort de ce roi. — Régence de Ferdinand, roi d'Aragon. — Mort de ce monarque.

1476-1516.

La victoire de Toro opéra la réunion des royaumes de Castille et d'Aragon, qui se confondirent sous le nom de royaume d'Espagne, bien que chaque État gardât ses institutions et ses *fueros* distincts et séparés. Ferdinand ayant hérité du trône d'Aragon à la mort de son père, arrivée au mois de janvier 1479, et Isabelle étant devenue maîtresse paisible de celui de Castille par le traité conclu avec le Portugal au mois d'octobre de cette même année, ils songèrent tous deux à réaliser les pensées constantes et traditionnelles des rois leurs prédécesseurs. Ils résolurent d'expulser complétement les Maures d'Espagne et d'accroître l'autorité royale. Ce fut aussi à cette époque, en

1483, qu'ils établirent régulièrement dans leurs États le tribunal de l'inquisition, afin d'extirper les germes d'erreur et d'hérésie que les Juifs et les Maures avaient semés dans la Péninsule. Cette contagion pouvait nuire à la religion catholique, et entraver le projet héréditaire des rois de Castille, d'expulser les musulmans du sol de l'Espagne. Aussi ne doit-on pas être surpris que Ferdinand et Isabelle aient réclamé du saint-siége l'autorisation de créer dans leurs États des tribunaux propres à maintenir cette unité du culte reconnue, depuis l'antiquité, comme le plus sûr gage du repos de toute société. Le refus du tribut par le roi de Grenade suscita le prétexte des hostilités. Muley-Hazen répondit aux envoyés chrétiens : « Que dans les lieux où les Maures frappaient leur monnaie, ils forgeraient aussi des armes. » Ce mauvais vouloir était prévu, et aussitôt le marquis de Cadix prit l'offensive, et entra en vainqueur sur le territoire de Grenade.

Néanmoins les succès des chrétiens étaient contre balancés. Après une trêve de quelque temps, le roi de Castille et d'Aragon, ayant rouvert la campagne par le siége de Loya, sur les bords du Xénil, fut obligé de se retirer en désordre devant

le Maure Ali-Attar. Ferdinand fit aussitôt de nouvelles levées et demanda des subsides, que les cortès lui accordèrent sans difficulté, tant l'esprit national était animé du désir de chasser les infidèles. Les discordes civiles qui déchiraient le sein du royaume de Grenade secondèrent aussi les projets des chrétiens.

Une intrigue de sérail ayant amené la déchéance du vieux monarque Abul-Hascen, on lui donna pour successeur son fils Mahomet-Aboabdeli, dit Xico (le Jeune). Ce prince, au début de son règne, n'essuya que des revers; il fut défait près de Lucène, en Andalousie, par le comte de Cabra, entre les mains de qui il resta prisonnier. Mais il fit une perte encore plus grande que celle de sa liberté : Ali-Attar, le plus habile de ses généraux, demeura sur le champ de bataille. A la nouvelle de la captivité de son fils, Abul-Hascen, qui s'était réfugié chez son frère, Mahomet-Aboabdeli-Zagal, gouverneur de Malaga, voulut remonter sur son trône. L'adroit Ferdinand, pour attiser le feu de la discorde parmi les Maures, mit fin à la captivité du jeune Aboabdeli; et après lui avoir fait jurer foi et hommage comme à son vassal, il lui donna de l'argent pour aller disputer le trône à Abul-

Hascen, son père. Comme l'avait prévu le roi de Castille et d'Aragon, la guerre civile se ralluma plus violente que jamais parmi les musulmans; il en profita pour surprendre Ronda et plusieurs autres places importantes.

Abul-Hascen étant mort peu de temps après, trahi par son propre frère Zagal, celui-ci voulut à son tour ravir la couronne à son neveu Aboabdeli. Il commença d'abord par s'en montrer le plus digne, en triomphant des chrétiens, commandés par le comte de Cabra, près de Moclin, puis peu après par le roi Ferdinand. Les pluies de l'automne de 1486 mirent fin aux hostilités du monarque chrétien; mais la discorde ne régnait pas moins dans la capitale du royaume des Maures. Zagal, qui occupait l'Alhambra, finit par provoquer son rival Aboabdeli, renfermé dans le quartier de l'Albaycin. Heureusement pour ce dernier, Ferdinand, ayant repris les armes, força Zagal de quitter Grenade.

Après plusieurs rencontres plus ou moins heureuses avec les chrétiens, celui-ci se rapprocha de sa capitale, dont il trouva les portes fermées. En son absence, le peuple, toujours inconstant, avait replacé sur le trône Aboabdeli. Le cœur plein de

vengeance, il se retira dans les provinces de l'est, qui lui étaient restées fidèles. Là, après plusieurs affaires avec le roi de Castille et d'Aragon, voyant qu'il ne pouvait pas lutter seul contre celui-ci, il résolut de livrer à ce monarque les places qu'il ne pouvait plus défendre. Vers la fin de 1489, il traita avec Ferdinand, qui, après l'avoir reçu avec de grands honneurs et lui avoir assuré un revenu considérable, lui permit de se retirer en Afrique.

Grenade, avec un faible territoire, était tout ce qui restait du puissant empire fondé par Abdérame dans la Péninsule. Cette ville, dont l'aspect représente le fruit entr'ouvert qui lui a donné son nom, était située sur deux hautes montagnes, couronnées chacune par deux citadelles, l'Alhambra d'un côté, et l'Albaycin de l'autre. Le Darro la partageait, et une double muraille l'entourait de sa ceinture crénelée et flanquée de tours nombreuses et formidables. Elle comptait plus de trois cent mille habitants lorsque, au mois de mai 1491, les rois Ferdinand et Isabelle, ainsi qu'on les appelait, se présentèrent devant ses remparts. Ils commencèrent un siége en règle; et comme ils prévoyaient qu'il serait de longue durée, ils firent construire de solides baraques couvertes de tuiles;

cela donna à leur camp l'apparence d'une ville, qui prit le nom de Santa-Fé.

Ce blocus ne fit qu'augmenter les déchirements intérieurs de la malheureuse cité, qui chaque jour voyait ses murs s'écrouler sous les feux des assiégeants, habilement commandés par le roi Ferdinand et par Gonzalve de Cordoue, surnommé le grand capitaine. Aussi bientôt Aboabdeli, témoin des ravages que la mort faisait dans les rangs de ses plus vaillantes tribus, des Zégris, des Abencerrages, des Almoradis, et manquant de soldats pour défendre les larges brèches de ses remparts, accepta une capitulation qui ruinait à tout jamais le royaume des Maures en Espagne; et le 2 janvier 1492, après huit mois de siége, Ferdinand et Isabelle plantèrent l'étendard de la croix au haut des tours Vermeilles et du palais de l'Alhambra. Aboabdeli ne put retenir ses larmes en quittant ces beaux lieux pour aller en Afrique, où les vainqueurs lui permettaient de se retirer. « Oui, pleurez, lui dit la sultane Axa, sa mère, au comble de la douleur. Vous avez raison de pleurer comme une femme votre capitale, puisque vous n'avez pas su la défendre comme un homme. »

Ce triomphe obtenu sur les Maures avait exalté

le zèle religieux de Ferdinand et d'Isabelle et celui de leurs peuples. Aussi ne doit-on pas imputer à ces deux rois seuls l'édit rendu, cette même année, contre les juifs, lequel enjoignait à ceux de cette religion qui ne se convertiraient pas au christianisme de quitter l'Espagne. Dix mille environ préférèrent l'exil. Pour bien juger cette mesure, taxée depuis d'impolitique, il faut se reporter à une époque où la foi religieuse était militante, et où les chrétiens de la Péninsule pensaient avec quelque raison que l'unité de leur domination, depuis les Pyrénées jusqu'à la mer d'Afrique, dépendait de l'unité des croyances et des sympathies dans toute l'étendue de ce territoire. La conquête de Grenade, qui réalisait le vœu constant des souverains de Castille et d'Aragon, acheva de mériter à Ferdinand et à Isabelle le titre de rois catholiques, que le pape Alexandre VI, en 1496, leur conféra pour eux et pour leurs successeurs. La prise de Grenade ne devait pas seule contribuer à fortifier la puissance de la couronne. Bientôt l'Océan, au lieu de limiter l'empire espagnol, ne devait plus que le traverser, grâce au génie de Christophe Colomb. Ce Génois, marin déjà renommé, n'avait point été compris de son pays

natal, ni du Portugal, ni de l'Angleterre, où l'on avait traité de chimères et de folies ses gigantesques conceptions. S'étant présenté un jour, pendant le blocus de Grenade, à Santa-Fé, devant Ferdinand et Isabelle, il n'en reçut d'abord qu'un froid accueil. Ces rois, dont les ressources étaient en partie épuisées par les frais et par la longueur de la guerre contre les Maures, refusèrent à Colomb la faible somme et le matériel que celui-ci réclamait pour son expédition à travers les mers de l'Ouest.

Déjà l'habile navigateur, le désespoir dans l'âme, s'éloignait du camp de Santa-Fé, quand soudain un messager le rappelle au nom de la reine Isabelle. Jean Pérez, gardien du monastère de Rabida, avait saisi la pensée de l'homme de génie; se faisant appuyer de don Alonzo de Quintanilla, contrôleur des finances de la Castille, et de don Luis de Santangel, receveur des revenus ecclésiastiques de l'Aragon, il exalta devant Isabelle les probabilités des conjectures de Colomb, et les avantages qu'offrirait la découverte de contrées nouvelles pour la propagation de la religion chrétienne et pour la gloire et la prospérité du royaume d'Espagne. Cette princesse, naturelle-

ment accessible à toutes les grandes conceptions, accueillit cette idée avec tant d'enthousiasme, que, pour subvenir aux dépenses de l'expédition, sans attendre que l'état des finances fût allégé des charges de la guerre, elle voulut engager ses bijoux pour trouver des ressources suffisantes. Don Luis de Santangel l'empêcha de recourir à cette extrémité, en lui prêtant la somme nécessaire, qui s'élevait à quatre mille doublons d'or, environ quatre-vingt mille francs de notre monnaie.

Colomb, en possession de cette somme, équipa une flottille de trois vaisseaux; et, le 3 août 1492, après avoir reçu la communion au monastère de Rabida, il partit, avec quatre-vingts hommes d'équipage, du port de Palos, en Andalousie, à la recherche de ce nouveau monde qui allait devenir, pour le vieux continent de l'Europe, une source de richesses et de découvertes scientifiques plus féconde qu'on n'avait pu le prévoir.

Tout, au dedans comme au dehors, semblait réussir au gré des vœux et de l'ambition de Ferdinand et d'Isabelle, quand une perte cruelle vint remplir de deuil leur cour si brillante, et les frapper dans leurs plus chères espérances. Le prince des Asturies, l'infant don Juan, leur fut

enlevé à l'âge de dix-neuf ans. Quelques mois après, en 1497, sa sœur Isabelle, reine de Portugal, mourut en donnant naissance à un enfant, qui, en 1500, suivit sa mère au tombeau. L'infante Jeanne, mariée depuis deux ans à l'archiduc Philippe d'Autriche, fils de Maximilien, empereur d'Allemagne, devint alors l'objet unique de la tendresse et des pensées d'avenir de Ferdinand et d'Isabelle.

Les rois catholiques pressèrent vivement l'archiduchesse leur fille de quitter les Pays-Bas, et de revenir en Espagne avec son époux. Jeanne et Philippe, s'étant rendus à leurs instances, furent reconnus, en 1502, eux et leurs descendants, héritiers de Ferdinand et d'Isabelle par les cortès de Castille, assemblées, le 22 mai, à Tolède; puis par celles d'Aragon, qui s'ouvrirent, le 28 septembre, à Saragosse.

La gloire des armes consola Ferdinand de ses chagrins domestiques. Hugues de Cardogne et Antoine de Lève, en allant renforcer le corps d'opération de Gonzalve de Cordoue, gagnèrent, le vendredi 21 avril 1503, la bataille de Séminare sur Stuart d'Aubigny, qui commandait les Français; et le 28 du même mois, le *grand capitaine*

remporta la victoire de Cérignoles sur le duc de Nemours, qui fut tué au commencement de l'action. (En lui finit la branche d'Armagnac, descendant de Caribert, fils de Clotaire II.) Cette bataille assura au roi d'Espagne la possession des États napolitains. « On dit, ajoute le président Hénault, que ces deux journées sont l'époque de la superstition qui a fait regarder comme malheureux le vendredi, jour de la mort de notre Seigneur. »

Mais de nouveaux malheurs domestiques vinrent troubler la joie que ressentait Ferdinand V du cours glorieux de ses armes. La reine Isabelle n'avait pas, comme son époux, trouvé une salutaire diversion à ses peines de cœur dans le succès de ses entreprises. La mort de ses deux enfants l'avait jetée dans un état de langueur qui alla toujours croissant, depuis le jour surtout où elle demeura convaincue que l'affaiblissement de l'esprit de Jeanne, son héritière, serait irremédiable. Ses soucis attaquèrent sa santé, déjà ébranlée par une maladie organique que l'exercice trop fréquent du cheval lui avait occasionnée. Elle succomba à Medina-del-Campo, le 26 novembre 1504, à l'âge de cinquante-quatre ans, justement regrettée de

tous ses sujets pour ses talents, ses vertus et ses brillantes qualités.

Cette princesse, cruellement préoccupée de l'état mental de sa fille, et fort indisposée contre son gendre, dont elle appréhendait la légèreté pour l'infortunée Jeanne et pour les Castillans eux-mêmes, crut pouvoir user des droits mentionnés dans la loi des *Siete partidas*. Par testament elle désigna Ferdinand d'Aragon, son époux, comme tuteur de leur fille, regardée comme incapable de gouverner la Castille, et l'établit administrateur de ce royaume jusqu'à ce que don Carlos, leur petit-fils, eût atteint l'âge de vingt ans. Elle jugea nécessaire de donner en mourant de nouvelles preuves de tendresse à son époux, pour l'encourager à remplir dignement ses devoirs en souvenir d'elle; elle lui assura la moitié des revenus des Indes et la totalité de ceux des trois ordres militaires, dont les grandes maîtrises avaient été depuis peu réunies à la couronne.

A peine la reine Isabelle eut-elle fermé les yeux, que Ferdinand profita de l'absence de Jeanne et de Philippe, alors à Bruxelles, et s'empressa de réunir les cortès de Castille à Toro, au commencement de l'année 1505, pour faire légaliser les

droits que lui attribuait le testament, et à force de ruse et de dextérité il fut reconnu régent. Mais les cortès de Castille, redoutant les vues ambitieuses du vieux monarque aragonais, plus encore que la faiblesse d'esprit de leur nouvelle reine et que le caractère léger du prince son époux, rappelèrent de Flandre Jeanne et Philippe, à qui ils donnèrent le titre et l'autorité de roi. Philippe Ier, le nouveau roi, se laissa gouverner par les Flamands et les Allemands, ses compatriotes, qui l'avaient suivi en Espagne. Il leur distribua les emplois, au préjudice des Castillans, qui bientôt s'offensèrent de ces préférences. Cette juste indignation aurait sans doute donné lieu à un éclat fatal, si le Ciel n'eût délivré le royaume d'un prince si peu fait pour le gouverner. Philippe, retiré à Burgos, où il s'abandonnait à toutes les séductions de sa cour, trouva la mort au sein d'une nuit de plaisir, le 25 septembre 1506. Il n'était âgé que de vingt-huit ans A peine avait-il fermé les yeux, que don Juan Manuel, son favori, appréhendant la colère méritée des Castillans, partit mystérieusement pour la Flandre.

La fin inattendue du beau Philippe acheva de troubler dans l'infortunée Jeanne une raison que

des motifs de jalousie trop bien fondés avaient commencé à altérer. Don Carlos (Charles), prince des Asturies, n'avait alors que six ans. Aussi les cortès se virent-elles contraintes de conférer la régence à son grand-père Ferdinand d'Aragon, comme au plus digne.

Pendant ce temps, Ferdinand poursuivait ses succès en Italie ; mais dès qu'il eut obtenu la restitution des places de la Pouille, il avisa au moyen de se retirer de la ligue de Cambrai, et même de nuire secrètement aux Français, ses alliés, dont il voyait avec déplaisir le séjour se prolonger en Italie ; tant il est vrai de dire, à l'occasion de ces imposantes coalitions, que les grandes puissances s'affaiblissent en s'unissant. Les Vénitiens, à force d'adresse, parvinreut non- seulement à dissoudre la ligue, mais encore à armer les uns contre les autres les gouvernements qui la composaient. Ferdinand, devenu l'ennemi du roi de France, ordonna à don Pedro Navarro de ne pas remettre l'épée dans le fourreau qu'il n'eût expulsé les Français de l'Italie.

L'exécution n'était pas facile : les Français avaient pour chef un jeune héros qui semblait appelé à faire briller d'un vif éclat les destinées de

son pays. C'était Gaston de Foix, duc de Nemours, neveu de Louis XII par sa mère Marie, sœur du roi de France, et frère de Germaine de Foix, nouvelle épouse de Ferdinand d'Aragon. Le jeune duc, secondé du maréchal de Trivulce et du chevalier Bayard, fait lever le siége de Bologne aux Espagnols, puis vole au secours de Brescia, qu'il reprend aux Vénitiens; et poursuivant ses triomphes avec la *furia francese*, comme on disait alors, il investit soudain la ville de Ravenne. L'armée vénitienne-espagnole, sous les ordres de don Raymond de Cardoan, vice-roi de Naples, et de don Pedro Navarro, vint offrir la bataille aux Français le 11 avril 1512; elle fut taillée en pièces, mais cette victoire coûta plus cher aux vainqueurs qu'une défaite complète. Sur la fin de la journée, le duc de Nemours, emporté par son ardeur, voit un gros d'Espagnols qui se retirait en bon ordre. Il fond sur eux, et tombe blessé mortellement, à l'âge de vingt-trois ans.

Cette perte et la défection de Maximilien d'Autriche, qui la suivit, portèrent le découragement dans l'armée française, et releva, au contraire, les espérances des confédérés, qui, avec l'aide des Suisses, contraignirent le maréchal de la Palisse

et Louis de la Trémoille d'évacuer le Milanais. L'ambition de Ferdinand paraissait s'augmenter avec son heureuse fortune. Depuis longtemps il convoitait le royaume de Navarre. L'occasion lui parut favorable pour étendre son autorité depuis les Pyrénées jusqu'à la mer Africaine, anciennes limites de la monarchie gothique, que le royaume d'Espagne a toujours conservées depuis.

Il saisit pour prétexte les liaisons avec le monarque français de Jean d'Albret, devenu roi de Navarre par son mariage avec Catherine, dernière héritière de Gaston de Foix, comte d'Évreux, souverain de ce royaume. Il ordonna au duc de Nagera d'envahir la haute Navarre à la tête d'une armée aguerrie. Ce général alla bloquer Pampelune; cette capitale était presque inexpugnable de sa nature; mais la famine triompha de la courageuse fermeté des habitants. Jean d'Albret, obligé de se retirer de l'autre côté des Pyrénées, implora le secours de la France. Cette puissance résistait alors à bien des ennemis; elle ne put lui fournir qu'un faible secours. Le maréchal de la Palisse appuya le mouvement du roi de Navarre sur la ville de Pampelune. Cette entreprise échoua contre l'habileté du duc d'Albe, qui contraignit Jean



K. Girardet del. Olszczynski sc.

LE DUC DE NEMOURS TOMBE BLESSÉ MORTELLEMENT.

d'Albret à se retirer de nouveau. Catherine de Foix, douloureusement affectée de la perte de ses domaines héréditaires, ne put s'empêcher, en voyant son époux, de lui adresser ces paroles : « Don Juan, si nous fussions nés, vous Catherine et moi don Juan, nous n'aurions pas perdu la Navarre. »

La mort vint frapper Ferdinand au milieu de son heureuse fortune, le 23 janvier 1516. Il expira dans la petite ville de Madrigalejos, sur la route de Séville, à l'âge de soixante-quatre ans. Son corps fut enseveli à Grenade, à côté de la reine Isabelle, dans la chapelle que tous deux y avaient fait construire. Ferdinand V fut le politique le plus consommé et le plus heureux de son temps. Son habileté l'aida dans le choix de ses capitaines et de ses ministres, et il enrichit les annales d'Espagne d'un des plus glorieux règnes qu'il y ait eu. Celui même qui le suivit ne saurait l'éclipser, malgré l'éclat qu'a jeté dans le monde le majestueux nom de Charles-Quint.

CHAPITRE IX

DYNASTIE D'AUTRICHE.

Charles-Quint (1). — Ses conseillers flamands. — Charles accepte la couronne impériale. — Révolte des *comuneros*. — Retour de Charles en Espagne. — Pacification du royaume. — Traité de Madrid. — Prise de Rome. — Ligue des protestants d'Allemagne. — Siége de Metz. — Abdication de Charles-Quint.

1516-1556.

Ferdinand V le Catholique, en mourant, dit le Père J. d'Orléans, vit que le cardinal Ximenès était la seule tête qui sût gouverner l'Espagne jusqu'à la majorité de Charles Ier (son petit-fils), et il le nomma régent du royaume. Le cardinal, par son administration éclairée, se montra digne de la haute position où son mérite l'avait appelé. Mais, loin de vouloir garder le pouvoir en ses mains, il lui tardait de le remettre au jeune roi Charles, qui prolongeait indéfiniment son séjour en Flandre. Enfin ce prince se rendit aux vœux

(1) Charles Ier, roi d'Espagne, est appelé communément Charles-Quint, à cause du rang qu'il occupe dans l'ordre numérique des empereurs d'Allemagne.

réitérés du cardinal. Il quitta les Pays-Bas, et débarqua à Villaviciosa, dans les Asturies, le 13 septembre 1517, au moment où le vénérable Ximenès expirait en allant à la rencontre de son jeune souverain.

Charles était escorté d'une foule de conseillers flamands, qui devaient susciter au petit-fils de Ferdinand et d'Isabelle bien des embarras dans la Péninsule. D'après les conseils surtout de Guillaume de Croy, seigneur de Chièvres, son ancien gouverneur, il réunit les cortès d'Aragon et de Castille, et obtint d'elles des subsides qui furent dissipés en folles dépenses, au grand mécontentement de la nation. Sur ces entrefaites, Charles apprend à Barcelone que, dans la diète électorale de l'empire d'Allemagne, il l'avait emporté sur son compétiteur, François Ier, roi de France. Bientôt après, au commencement de l'année 1520, le comte Palatin, à la tête de ce que l'Allemagne avait de plus brillant en noblesse, vint le saluer comme le successeur de Maximilien. Le jeune ambitieux, au comble de ses désirs, n'hésite pas à faire surmonter ses couronnes royales du globe d'or de l'Empire, et, sans soumettre son acceptation aux cortès d'Espagne, il a la témérité de con-

voquer celles de Castille pour leur demander de nouveaux subsides; car il lui faut soutenir pompeusement sa dignité suprême devant cette assemblée de souverains réunis pour son couronnement à Aix-la-Chapelle. Rien ne saurait l'empêcher d'y paraître en personne, s'il veut que sa nouvelle autorité soit reconnue dans tout l'Empire : ainsi l'ordonne la constitution germanique. Charles alors confie l'Espagne à des mains étrangères; il presse les agents du trésor, et aussitôt que ceux-ci ont prélevé de gré ou de force la majeure partie du subside, il se rend à la Corogne, en Galice, et le 21 mai de cette même année 1520, accompagné de Chièvres, qui fuit l'exaspération générale, il se hasarde sur l'esquif qui doit le conduire à l'accomplissement de ses hautes destinées. Mais à peine est-il parti, que le volcan laissé derrière lui fait éruption; on veut chasser les ministres étrangers dont Charles-Quint a composé le conseil d'administration, sous la présidence du cardinal Adrien d'Utrecht, son ancien précepteur. Plusieurs députés des cortès paient de leur vie la complaisance qu'ils ont mise à faire voter au jeune roi des subsides pour payer les frais onéreux de son avénement à l'empire d'Allemagne. Les villes de Castille se coali-

sèrent, et une assemblée tenue à Avila arrêta que l'autorité royale serait rendue à la reine Jeanne, dont la raison affaiblie avait motivé sa reclusion au château de Tordesillas. Don Juan de Padilla, gentilhomme de grande distinction, fut élu général de toutes les forces de la ligue. Quelques succès d'abord couronnèrent les efforts des insurgés; mais s'étant aventurés avec imprudence dans la plaine de Villalar contre les troupes royales plus nombreuses et plus disciplinées, ils furent taillés en pièces. L'humanité du cardinal Adrien et plus encore la nouvelle que Charles-Quint revenait en Espagne ramenèrent la paix dans ce royaume.

Par un beau jour de juin de l'an 1522, il débarqua à la Corogne. Sur le rivage l'attendaient une foule de peuple et un grand nombre de seigneurs, les plus considérables de la Péninsule. Le cardinal Adrien ne se trouvait pas à leur tête. Grâce à la protection de son royal élève, il avait été récemment appelé à succéder à l'illustre Léon X sur le trône pontifical, et il n'avait pas cru devoir tarder à se rendre aux vœux pressants du sacré collége. Un de ses premiers actes fut de témoigner sa reconnaissance à Charles-Quint, en sanctionnant définitivement la réunion à la couronne des

trois grandes maîtrises des ordres d'Espagne, et en confirmant de nouveau à la royauté le droit de nommer aux dignités ecclésiastiques de la Péninsule, sous l'approbation toutefois du saint-siége.

Charles, instruit par l'expérience, loin de s'enorgueillir, comme au temps de son départ pour l'Allemagne, de son titre d'empereur, ne voulut être reçu sur la terre d'Espagne que sous la qualification de roi de Castille et d'Aragon ; ce qui, ajoute son chroniqueur, fit grand plaisir aux peuples de ces contrées. Depuis lors, Charles, ayant appris à connaître le généreux caractère de ses peuples de Castille et d'Aragon, s'attacha sincèrement à eux, et ne quitta plus qu'à grand'peine leur territoire.

L'autorité royale, depuis la victoire de Villalar, devenue plus puissante que jamais, rendit le jeune monarque l'arbitre des destinées de la Péninsule. Digne de sa haute fortune, il ne s'en servit que pour porter à leur apogée la prospérité et la gloire de son pays.

Charles, après avoir assuré pour toujours ses droits sur l'Italie, imposa à la France, par le traité de Madrid (1526), une paix onéreuse, il est vrai, mais rendue nécessaire pour la délivrance de

François Ier, fait prisonnier le 24 février 1525, à la bataille de Pavie. Plus tard, ses armées, sous le commandement du connétable de Bourbon, prennent Rome (6 mai 1527), et le vainqueur dicte des lois au pape Clément VII, devenu aussi son prisonnier. Le brave Lautrec ramène quelque temps la victoire sous les drapeaux français en Italie; mais la mort de ce maréchal et la défaite du comte de Saint-Paul à Landriane, près de Milan, par Antoine de Lève, général de Charles-Quint, achèvent d'exalter les prétentions de ce monarque. Le traité de Cambrai, en 1529, comble ses désirs. François Ier renonce à tous ses droits sur le Milanais, sur les comtés d'Ast, de Flandre et d'Artois, etc., et il accepte la main d'Éléonore, veuve du roi de Portugal et sœur de Charles-Quint.

Ensuite l'empereur passa à Bologne, où le pape se rendit aussi; et là, ayant réglé de concert et définitivement le traité relatif aux puissances italiennes, ils allèrent solennellement, le 1er janvier 1530, à la cathédrale de Saint-Pétrone, et y firent publier la paix en leur présence, à la satisfaction générale. Charles-Quint voulut profiter de son rapprochement avec le saint-père

pour recevoir de lui l'onction sacrée, et les deux couronnes de fer et d'or, selon l'ancien usage des empereurs d'Occident. Cette même année, dans le but de se ménager d'utiles auxiliaires contre les musulmans, qui menaçaient la vaste étendue de ses États, baignés par la Méditerranée, Charles céda aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, récemment dépossédés de Rhodes, l'île de Malte, celle de Goze et Tripoli de Barbarie, fiefs de son royaume des Deux-Siciles. Portant ensuite la terreur de ses armes jusqu'en Afrique, il prit Tunis en 1535, et arracha aux mains du second des fameux Barberousse vingt mille chrétiens qui gémissaient dans l'esclavage. Enfin, après avoir triomphé des diverses puissances coalisées contre lui, il eut une entrevue à Aigues-Mortes, en 1538, avec François Ier. Les deux potentats échangèrent des protestations d'estime et d'attachement plus ou moins sincères, et souscrivirent à une trêve de dix ans.

Mais la nouvelle d'une révolte dans les Pays-Bas empêcha Charles-Quint de réaliser les assurances de paix qu'il avait données à ses peuples d'Espagne, épuisés par des guerres, la plupart indifférentes à leurs intérêts nationaux. L'infa-

tigable empereur résolut d'aller lui-même faire rentrer les provinces rebelles sous son obéissance.

Cependant cette heureuse fortune qui jusque-là avait favorisé les projets de Charles-Quint, tant à l'intérieur de ses États héréditaires qu'au dehors, lui devint infidèle dans ses luttes avec les puissances étrangères. L'électeur de Saxe, le célèbre Maurice (de la branche Albertine), d'abord chef de la ligue protestante de Smalkalde, s'était fait son allié dans des vues d'ambition qu'il avait réalisées, à la suite de la bataille de Muhlberg, remportée, le 24 avril 1547, sur son cousin Jean-Frédéric, électeur de Saxe (de la branche Ernestine), et sur son beau-père Philippe, landgrave de Hesse, demeurés ses prisonniers. Il s'était fait alors mettre, par l'empereur, en possession des États de son cousin Frédéric; mais depuis, cette même ambition l'ayant ramené à la cause du protestantisme, il prit le commandement des princes confédérés de cette religion, et vint mettre le siége devant Magdebourg; puis soudain, au milieu d'une nuit orageuse de 1552, il faillit surprendre Charles-Quint à Inspruck, où celui-ci s'était retiré pour mieux surveiller les délibérations du concile de Trente. La fuite précipitée de l'empereur mit fin pour le

moment à cette assemblée, et releva le parti des protestants, qui imposa à Charles les conditions désavantageuses du traité de Passau. En Italie, la révolte lui faisait perdre la ville de Sienne; et à la fin de cette même année, ses armes victorieuses éprouvèrent un échec notable devant Metz, défendu si vaillamment par François, duc de Guise. L'empereur, le 26 décembre, après cinquante-six jours de travaux, fut contraint de lever le siége avec une perte de trente mille hommes. La prise de Térouanne, qu'il détruisit peu de temps après de fond en comble (1553), ne lui fut d'aucune compensation dans sa retraite; et le 13 août de l'année suivante (1554), étant accouru au secours des Pays-Bas, menacés par Henri II, roi de France, il perdit la bataille de Renti. Les deux monarques ennemis y combattirent en personne.

Accablé par tant de revers, Charles se retira à Bruxelles, et tomba dans une profonde mélancolie, qu'aggravaient encore les vives douleurs d'une goutte opiniâtre. Alors lui vint la pensée d'abdiquer un pouvoir si lourd à porter, pour ne plus s'occuper désormais que des soins de son salut; car une voix intérieure lui annonçait sa fin prochaine. Déjà ayant cédé à son frère Ferdinand les pays

héréditaires de la maison d'Autriche, en Allemagne, il l'avait fait élire, en 1531, roi des Romains et son successeur à l'empire. Après la diète d'Augsbourg, en 1555, qui confirmait les clauses du traité de Passau, il prit la résolution de résigner définitivement à son fils Philippe, déjà créé roi de Naples et de Sicile l'année précédente, les vastes États de la monarchie espagnole, composée des royaumes unis de la Péninsule, de ceux de Naples et de Sicile, du duché de Milan, de la Franche-Comté et des Pays-Bas, possessions qui devaient s'augmenter encore du Portugal lorsque, plus tard, Philippe acquit ce royaume du chef de sa mère Isabelle, fille d'Emmanuel le Grand, souverain de ce pays. Tunis et Oran, sur la côte septentrionale d'Afrique, faisaient également partie de cet immense empire, ainsi que le Cap-Vert et les îles Canaries. Enfin, dans le nouveau monde américain, des royaumes entiers, plus étendus encore que tous ceux que nous venons d'énumérer, reconnaissaient la domination du potentat qui devait porter au front les couronnes de Castille et d'Aragon.

Au mois d'octobre 1555, se trouvant encore dans les Pays-Bas, il assembla à Bruxelles les états

de ces provinces et ceux de Bourgogne, et leur exposa avec dignité les nombreuses fatigues de sa carrière militaire et les pénibles travaux de sa vie politique. Il avait été contraint à passer neuf fois en Allemagne, six fois en Espagne, quatre fois en France, sept fois en Italie, dix fois dans les Pays-Bas, deux fois en Angleterre, autant en Afrique, et à traverser onze fois la mer. Il ajouta qu'il s'était toujours proposé pour but de ses efforts le triomphe de la religion, le bonheur et la prospérité des peuples dont le Ciel lui avait confié la garde.

Le président du conseil de Flandre lut l'acte de résignation par lequel l'empereur abandonnait à son fils Philippe tous ses domaines, sa juridiction et son autorité dans les Pays-Bas, et l'investissait, comme l'aîné de la maison d'Autriche, de la grande maîtrise de l'ordre bourguignon de la Toison d'Or. Quelques mois plus tard, le 1er janvier 1556, au dire de Ferreras, et le 16, selon Sandoval, il transmit, en présence d'un nombre considérable de grands, à son fils Philippe, les couronnes d'Espagne avec toutes leurs dépendances, tant dans l'ancien que dans le nouveau monde, ne se réservant qu'une pension de 100,000 écus pour les

charges de sa maison, et pour des œuvres de bienfaisance et de charité. Le 27 août de cette même année, il abandonna l'empire à son frère Ferdinand, déjà roi des Romains, et remit le titre d'abdication à Guillaume, prince d'Orange, en l'autorisant à le présenter au collége des électeurs. Des vents contraires l'ayant forcé à prolonger son séjour en Belgique, il en avait profité pour être encore utile à ses anciens sujets. Il conclut, sous la date du 5 février, avec le roi de France, une trêve de cinq ans, appelée dans l'histoire la paix de Vaucelles, du nom de cette abbaye, près de Cambrai, où s'étaient tenues les conférences des plénipotentiaires.

Enfin, le 17 septembre, Charles s'embarqua à Zuitbourg, en Zélande, et après onze jours de traversée, il atteignit le port de Laredo, en Biscaye. Son premier mouvement, en touchant le sol d'Espagne, fut de baiser la terre et de s'écrier : « Je suis sorti nu du sein de ma mère, et nu je rentrerai dans ton sein, ô mère commune des hommes! » Ses souffrances l'obligèrent de se servir d'une litière pour se rendre à Burgos, d'où, après un court séjour, il poursuivit sa route jusqu'à Valladolid. Là, il se sépara de ses sœurs, Éléo-

nore, veuve de François Ier, roi de France, et Marie, veuve de Louis II, roi de Hongrie, jadis gouvernante des Pays-Bas après sa tante Marguerite. Ces deux reines l'avaient accompagné depuis les Pays-Bas. Leurs adieux furent touchants. Ensuite Charles se dirigea vers le lieu qu'il avait choisi pour finir ses jours dans la retraite : c'était le monastère de Saint-Just, près de Plasencia, dans l'Estramadure. Dès lors, avec la même ardeur qu'on l'avait vu naguère s'aventurer dans le chemin de la fortune, il marcha dans les voies du Ciel.

Les austérités et la maladie finirent par altérer les facultés de son esprit, de plus en plus assombri. Un jour, le 20 septembre 1558, dans un accès de noire mélancolie, il eut la funeste pensée de vouloir être témoin de ses obsèques. Les moines de Saint-Just célébrèrent par son ordre la lugubre cérémonie dans la chapelle du couvent, tandis que lui-même, enveloppé dans un linceul et couché dans une bière, mêlait sa voix affaiblie à celle des religieux qui psalmodiaient l'office des morts. Après l'absoute, tous les assistants se retirèrent et laissèrent seul dans l'église le monarque, qui avait voulu s'éprouver à cette terrible image de la mort. Ses vœux étaient comblés, son être

n'appartenait presque plus à la terre; se levant comme un spectre, il alla se prosterner au pied de l'autel; puis, saisi d'un délire effrayant et d'une fièvre brûlante, il regagna sa cellule, où il expira le lendemain. Ainsi mourut, à l'âge de cinquante-huit ans, le plus grand roi dont se glorifie l'Espagne, et l'un des souverains les plus accomplis des temps modernes.

CHAPITRE X

Philippe II marié à Marie Tudor, reine d'Angleterre. — Victoire de Saint-Quentin. — L'Escurial. — Calaïs repris par la France. — Bataille de Gravelines. — Traité de Cateau-Cambresis. — Étiquette de la cour. — Madrid devient capitale. — Colonies espagnoles. — révolte des Pays-Bas. — Mort de l'infant don Carlos. — Soulèvement comprimé des Maures des Alpuxarres. — Victoire de Lépante. — Fédération des provinces septentrionales des Pays-Bas. — Philippe II réunit le Portugal à l'Espagne. — L'invincible Armada. — Paix de Vervins. — Mort de Philippe II.

1556-1598.

Philippe II avait vingt-neuf ans lorsque l'abdication de son père le fit monter sur le trône des Espagnes, en janvier 1556. Il était alors uni à la reine d'Angleterre, la fameuse Marie Tudor, qu'il avait épousée en 1554, étant veuf de Marie de Portugal. Ce mariage disproportionné pour l'âge, puisque l'héritier du sceptre espagnol était beaucoup plus jeune que sa royale compagne, n'avait pas eu l'approbation de leurs peuples, et ne promettait pas un heureux avenir. Philippe n'avait pas tardé à abandonner Marie et la Grande-Bretagne. Il s'était aliéné l'esprit des Anglais par son humeur taciturne, son naturel fier et réservé, et son éloi-

gnement trop marqué pour tout ce qui était contraire aux mœurs, au langage et à la religion de l'Espagne, son pays de prédilection. Ce penchant lui méritait au contraire l'affection des Castillans et des Aragonais, et lui fit pardonner par eux bien des caprices et des actes arbitraires qui les auraient révoltés de la part de tout autre monarque. Malgré son esprit impérieux, il ne dédaignait pourtant pas de se plier à toutes les exigences des événements; il suppléait aux qualités militaires qui font les héros par des talents politiques, et savait se rendre aussi redoutable de son cabinet que l'empereur son père à la tête de ses armées triomphantes.

Néanmoins, Philippe signala le commencement de son règne en rompant la trêve que Charles-Quint avait conclue avec la France. Il donna l'ordre à son général, Emmanuel Philibert, duc de Savoie, d'entrer en Picardie à la tête de toutes les forces qu'il put réunir. Elles s'élevèrent à soixante mille hommes, y compris huit mille Anglais que la reine Marie avait envoyés à son royal époux, sous le commandement du comte de Pembroke. Le duc de Savoie pénétra jusqu'à Saint-Quentin; près de cette ville il trouva l'ar-

mée française, conduite par le connétable de Montmorency; et le 10 août 1557, il remporta la victoire mémorable dite de Saint-Quentin. Il resta sur le champ de bataille quatre mille Français, au nombre desquels furent le duc d'Enghien, frère d'Antoine de Bourbon, roi de Navarre, et six cents gentilshommes. Le connétable, qui avait plus consulté son courage que sa prudence en voulant secourir la ville avec une armée inférieure, se précipita dans la mêlée pour y périr les armes à la main; mais, épuisé par le sang qui coulait d'une blessure profonde, il fut contraint de se rendre, ainsi que les ducs de Montpensier et de Longueville, le maréchal d'Albon de Saint-André, trois cents gentilshommes et quatre mille soldats. Toute l'artillerie, excepté deux pièces de canon, tomba au pouvoir des vainqueurs.

La nouvelle de cette défaite répandit une terreur générale. Philippe II, alors à Cambrai, arriva dans le camp du duc de Savoie peu de moments après la bataille; mais au lieu de marcher sur la capitale de France, dont les abords restaient ouverts aux Espagnols, il répondit à ses capitaines, qui le lui conseillaient : « Il n'est pas prudent de réduire un ennemi au désespoir, surtout les Français, que

la dernière extrémité rend ingénieux à trouver des moyens pour sortir d'embarras. » Cependant Philippe II, s'étant obstiné à s'emparer de Saint-Quentin, habilement défendu par le célèbre amiral de Coligny et d'Andelot, son frère, perdit tous les avantages qu'il aurait pu retirer de sa victoire ; et la reddition de la ville n'en fut qu'un faible dédommagement. Ce jour-là était la fête de saint Laurent : Philippe II, pour remercier le saint protecteur de ses armes, ordonna à son retour en Espagne la construction du fameux monastère et palais royal de San Lorenzo ou de l'Escurial, sur le modèle d'un gril, instrument de supplice de ce martyr de la foi chrétienne.

Après la prise de Saint-Quentin, Philippe, au lieu de s'avancer vers le cœur de la France, se retira dans ses provinces de Flandre, pendant que son armée allait s'emparer du Catelet, de Ham et de Noyon, donnant ainsi à Henri II le temps de lever de nouvelles troupes; ce prince en confia le commandement au seigneur de Thermes. Le vieux tacticien dissuada le roi son maître de dépenser son argent et les efforts de ses soldats à relever les remparts de Paris. « Il était impossible, disait-il, de fortifier cette ville sans causer

des ruines sans nombre qu'entraînerait forcément le siége d'une place aussi importante. » L'incertitude des opérations de l'armée espagnole contribua à dissiper l'alarme des Parisiens, et seconda encore mieux les projets du duc de Guise et du seigneur de Thermes. Ces deux habiles généraux prirent l'offensive; ils mirent à profit l'hiver de 1558, et après bien des marches et contre-marches propres à dérouter leurs adversaires, ils vinrent mettre le siége devant Calais, appartenant à l'Angleterre, alors alliée de l'Espagne.

Philippe, qui depuis longtemps abandonnait la reine Marie, avait passé inopinément dans la Grande-Bretagne, pour lui demander de s'associer à la guerre qu'il faisait à la France. Cette princesse, malgré les procédés de son royal époux, avait conservé pour lui une tendresse extrême; elle entra complétement dans ses vues, seulement elle ne put l'autoriser à mettre une garnison espagnole dans la ville de Calais. Le conseil privé d'Angleterre s'y était formellement opposé. Les appréhensions que Philippe manifestait sur les intentions des Français à l'égard de cette ville étaient interprétées comme une ruse de ce prince pour cacher des projets de conquête. Les Anglais cru-

rent donc devoir se mettre en garde contre l'ambition connue du roi d'Espagne, et laissèrent Calais exposé sans défense aux attaques des généraux de Henri II. Le duc François de Guise se présenta à l'improviste devant cette place, et, le 7 janvier 1558, après sept jours seulement de tranchée ouverte, il la reprit aux Anglais, qui l'occupaient depuis deux cent dix ans.

Le seigneur de Thermes, poussant plus loin ses conquêtes, alla s'emparer de Dunkerque, ce qui lui valut le bâton de maréchal de France. Enflammé par ses succès, le vieux guerrier, tout malade qu'il était, n'en persista pas moins à vouloir réparer le plus possible les revers de l'année précédente. Bientôt, Berghes-Saint-Winox lui ouvrit ses portes; mais la fortune inconstante trahit son courage et ses talents devant Gravelines, où le comte d'Egmont, à la tête de ces bandes espagnoles alors réputées à juste titre la première infanterie de l'Europe, vint lui livrer bataille, le 13 juillet 1558. La victoire, longtemps indécise, demeura au général de Philippe II, grâce à la supériorité numérique de ses forces et à la subite apparition d'une escadre anglaise qui foudroya l'aile droite des Français et jeta le désordre dans

leurs rangs. La déroute fut complète, et le maréchal de Thermes, après des efforts de bravoure au-dessus de son âge, tomba au pouvoir du comte d'Egmont. « Cette défaite, dit le Père Matthieu, qui rouvrit la plaie de celle de Saint-Quentin, laquelle elle-même n'était pas encore fermée, décida le roi de France à demander la paix. »

Des négociations s'entamèrent, dans lesquelles Philippe II montra que, s'il était dépourvu du génie de la guerre, il possédait au plus haut degré celui de la politique. Le traité signé, le 3 avril 1559, à Cateau-Cambresis, lui assura, entre autres conditions avantageuses, la reddition de l'île de Corse et des autres conquêtes faites en Italie par le maréchal de Thermes. La mort de la reine d'Angleterre, arrivée le 17 novembre de l'année précédente, par suite des regrets qu'avait eus cette princesse de la perte de Calais, fournit au roi d'Espagne un moyen de consolider une paix aussi avantageuse. Il épousa en troisièmes noces la fille de Henri II et de Catherine de Médicis, Élisabeth de France, qui fut surnommée, pour ce motif, la *princesse de la paix*. Le mariage eut lieu à Paris, dans l'église Notre-Dame, le 22 juin 1558. Les fêtes données à cette occasion

coûtèrent la vie au roi de France, blessé à mort dans un tournoi par le comte de Montgommery.

Peu de temps après, Philippe II confia le gouvernement des Pays-Bas à sa sœur naturelle, Marguerite, duchesse de Parme, à laquelle il donna pour ministre Antoine Perrenot de Granvelle, évêque d'Arras, homme de savoir et de capacité; ensuite il s'embarqua à Flessingues. Il emportait avec lui des richesses considérables, tant en numéraire qu'en produits des arts, au nombre desquels se trouvait une précieuse collection de statues et de tableaux de Flandre et d'Italie, qu'avait recueillie son père, et dont il voulait doter l'Espagne, son pays de prédilection qu'il ne comptait plus quitter. Arrivé en vue des côtes de Biscaye, il fut assailli par une tempête terrible, où périt une partie de sa flotte, et lui-même, échappé à grand'peine d'un pareil danger, fit de nouveau un vœu qui cette fois devait avoir de graves conséquences : c'était de consacrer sa puissance à l'extirpation de l'hérésie. La présence de Philippe dans la Péninsule causa une joie générale parmi ses sujets, toujours jaloux de conserver leur souverain au milieu d'eux. Ce prince, qui n'avait pas, comme son père, l'éclat de la

gloire militaire, ne songea qu'à augmenter son autorité et le prestige de la majesté suprême par l'appareil pompeux et sévère qu'il déploya à sa cour, et par le grand nombre de dignités et de distinctions qu'il multiplia autour de sa personne. C'est à cette époque que prit naissance l'étiquette froide et compassée de la cour espagnole. Philippe crut augmenter la majesté de sa personne en assujettissant toutes ses actions à des rites en quelque sorte réguliers et solennels comme ceux de l'Église. Ses prédécesseurs chevauchaient sans cesse pour veiller par eux-mêmes aux intérêts de leurs vastes États; et ils satisfaisaient en cela aux désirs de leurs peuples, comme on le voit par la décision des cortès de Madrid de 1389, qui déclaraient convenable que le roi allât par toutes ses possessions rendre la justice et l'administrer; ce qui avait fait donner à la cour de Castille le surnom d'*ambulante*. Pour lui, il n'imita point cette fatigante activité: enseveli au fond de son palais, il fut le premier roi de la Péninsule qui établit sa résidence habituelle dans une capitale, et il fit choix de Madrid, comme de la ville la plus centrale de l'Espagne.

Néanmoins, si Philippe II fut le plus sédentaire

des rois qui jusque-là avaient régné sur la Péninsule, sa politique n'en était pas moins active. Son pavillon flottait en maître depuis les mers d'Amérique jusqu'à celles de la Chine. En 1564, le tout-puissant monarque vit soumettre à ses lois les riches îles Manilles, qui dès lors prirent le nom de Philippines. Ses combinaisons violentes et souvent sanguinaires se faisaient ressentir dans les royaumes voisins, et jusqu'au fond des provinces qu'il possédait au nord de l'Europe. Ses prédécesseurs n'étaient pas plus redoutables quand, à la tête de leurs armées, ils accomplissaient leurs volontés ambitieuses. Ainsi les Pays-Bas s'abusèrent étrangement lorsque, après le départ de ce monarque, ils se flattèrent d'avoir bon marché de la princesse Marguerite, leur gouvernante, et du cardinal de Granvelle, son ministre. Le calvinisme avait fait de grands progrès dans la partie septentrionale de ces contrées; les nouveaux sectaires, en voyant s'éloigner les troupes espagnoles, se répandirent de la Hollande dans les Pays-Bas. La gouvernante et son conseiller durent réprimer leurs excès, et employèrent à leur tour des mesures extrêmes, par la faute même des séditieux qui les y contraignaient. Ceux-ci alors crièrent à la violence, comme

s'ils se l'étaient eux-mêmes interdite. Une ligue imposante se forma contre le gouvernement de Marguerite ; les chefs étaient le comte d'Egmont, le vainqueur de Gravelines, l'amiral Philippe de Montmorency, comte de Horn, et Guillaume de Nassau, prince d'Orange, dit le Taciturne. Ce dernier, après avoir abjuré le protestantisme, dans lequel il était né, afin d'obtenir les bonnes grâces de l'empereur Charles-Quint, venait d'abandonner le catholicisme pour plaire davantage aux sujets rebelles de Philippe II, et pour mieux combattre l'autorité de Granvelle, dont il était jaloux.

Pendant que ces événements se passaient dans les Pays-Bas, un drame mystérieux et terrible, dont le dénoûment n'a jamais été éclairci, se déroulait dans l'intérieur du palais de Philippe II. Ce prince avait eu de sa première femme, Marie de Portugal, un fils nommé don Carlos. Ce jeune homme, à l'âge de dix-sept ans, fit une chute qui, ayant altéré momentanément sa raison, y avait laissé des traces funestes ; plus tard il eut peine à contenir ses passions, devenues plus violentes avec l'âge. Il commit l'imprudence de témoigner hautement une commisération trop sympathique pour

les insurgés des Pays-Bas. Philippe, bien qu'il n'eût que ce fils, voulut qu'on instruisît son procès et qu'on le mît en prison. Beaucoup d'historiens ont rapporté qu'il se conduisit à son égard avec beaucoup de modération; ils disculperaient ainsi ce monarque de tout l'odieux que ses détracteurs ont jeté sur lui en cette circonstance. Cependant on ne peut disconvenir que l'incarcération de don Carlos, quelque méritée qu'elle fût, n'ait été une mesure rigoureuse peu propre à ramener un fils à de meilleurs sentiments. Le jeune prince tomba dans des accès frénétiques de plus en plus fréquents, qui minèrent sa santé; il mourut le 24 juillet 1568.

Aussitôt que cette nouvelle se fut répandue en Hollande, les insurgés accusèrent de meurtre Philippe II. Son caractère impitoyable était de nature à accréditer une pareille clameur chez des esprits prévenus; ce fut un nouvel aliment pour l'insurrection, qu'avait ranimée le supplice des comtes de Horn et d'Egmont, exécutés à Bruxelles un mois auparavant. Le duc d'Albe, gouverneur des Pays-Bas, voyait tous les jours son autorité méconnue, et ce n'était qu'à grand'peine qu'il réprimait les entreprises hardies du prince

d'Orange, qui, par ses succès, avait mérité le commandement en chef du parti protestant des Provinces-Unies.

Le zèle infatigable de Philippe, qui s'était fait le champion du catholicisme, le porta également à des mesures violentes, peu en harmonie avec les préceptes d'une religion fondée par un Dieu de paix et de charité. Il ne recula devant aucun moyen pour étouffer les derniers germes de l'islamisme, encore mal éteint. Les débris du peuple maure, qui s'étaient réfugiés dans les montagnes des Alpuxarres au fond du royaume de Grenade, furent recherchés pour cause de leur religion, jusque-là tolérée. Philippe leur interdit le costume, le langage et les usages orientaux. Les Maures alors déployèrent le drapeau vert au croissant d'argent de Mahomet, sous le commandement d'Aben-Humeya, de la famille des Abencerrages, et de Ben-Aboo, descendant de la race royale de Grenade, et, secondés d'un corps de leurs coreligionnaires venus d'Afrique, ils commirent d'affreux ravages en Andalousie. Mais la répression ne se fit pas longtemps attendre; don Juan d'Autriche, fils naturel de Charles-Quint, fut chargé, dans le courant de cette même

année 1570, par le roi son frère, d'étouffer la sédition. Il préluda heureusement à sa gloire future par la défaite des rebelles, et, plus compatissant que son souverain, il leur accorda une amnistie en vertu de laquelle leurs familles, ne pouvant désormais se réunir en tribu, furent disséminées dans toute l Espagne et employées dans les diverses manufactures.

Ce n'était pas le premier succès que les armes de Philippe obtenaient sur les sectaires de Mahomet; cinq ans auparavant (septembre 1565), son général don Alvaro de Sandez avait fait lever le siége de Malte aux armées du sultan Soliman, lequel, après trois mois de blocus, désespérait d'amener à composition le célèbre grand maître Jean de la Valette et ses intrépides chevaliers. Néanmoins il vit ses nouveaux avantages remportés sur le croissant en Andalousie exaltés plus que tous les autres par le pape Pie V. Ce pontife était alors occupé à organiser une ligue contre les musulmans, dont les corsaires désolaient les rivages chrétiens de la Méditerranée. Il amena ainsi le roi d'Espagne à conclure avec lui, le 24 mai 1571, un traité auquel participa la république de Venise. Une flotte de deux cent cinquante voiles, montée par cin-

quante mille hommes, fut confiée à don Juan d'Autriche, avec le titre de généralissime. Le jour du départ, le saint-père donna sa bénédiction au prince espagnol et lui recommanda d'attaquer les ennemis à la première rencontre, prédisant une victoire certaine.

Le généralissime ne tarda pas à découvrir la flotte ottomane; elle surpassait encore en nombre celle des alliés. Sélim II, successeur de Soliman, avait réuni toutes les ressources de son empire pour porter un coup décisif au christianisme; il voulait, comme jadis Abdérame, tenter de soumettre l'Europe à la croyance de Mahomet. Le capitan-pacha Ali, le plus redoutable des généraux de la Porte, commandait cet immense armement et marchait d'un air assuré au-devant des forces chrétiennes. Les deux pavillons se rencontrèrent, au commencement d'octobre de cette année, dans les eaux du golfe de Lépante; et le 7 au matin, l'intrépide don Juan, bien qu'il eût en face de lui deux cent quatre-vingts voiles, suivit son inspiration guerrière et donna le signal de l'attaque. Le combat fut opiniâtre, acharné comme celui de deux peuples qui luttent chacun pour sa croyance. Enfin le désordre se mit dans la flotte turque; alors,

pour terminer d'une manière épique une aussi grande bataille, don Juan pousse au bâtiment amiral ennemi. Le capitan-pacha ne le cédait en rien à la valeur du capitaine chrétien, il l'attend avec audace; tous deux voulaient triompher ou mourir. Ce combat à l'abordage fut terrible; la mort de l'amiral ottoman assura l'avantage aux chrétiens, et les vainqueurs s'emparèrent de tous les navires qui avaient échappé à cet effrayant désastre. Un tel succès acheva de porter haut la renommée du fils naturel de Charles-Quint; les chrétiens du littoral de l'Adriatique voulurent le nommer roi; mais Philippe II avait besoin de ses talents pour réduire les Provinces-Unies, dont l'insubordination avait fait de grands progrès depuis que le duc d'Albe était retourné en Espagne à cause du délabrement de sa santé.

Guillaume de Nassau rêvait l'établissement d'un royaume indépendant, en réunissant les deux États de la Zélande et de la Hollande, dont il était déjà le stathouder ou magistrat suprême. Il reparut inopinément à la tête d'un gros de partisans, et, s'approchant de Bruxelles, il fut sur le point de s'emparer de la personne du trop confiant don Juan, qui avait cru pouvoir licencier ses troupes.

Le vainqueur de Lépante fit bientôt payer cher au Taciturne sa témérité ; il rappela en toute hâte des troupes espagnoles réunies sous les ordres d'Alexandre Farnèse, prince de Parme, descendant comme lui de l'empereur Charles-Quint, et aussi un des meilleurs capitaines de son époque, et vint attaquer l'armée des confédérés. Ceux-ci étaient devenus plus redoutables, grâce aux secours d'hommes et d'argent fournis par la reine d'Angleterre Élisabeth, implacable ennemie de Philippe II. Le 31 janvier 1578, la victoire de Gemblours, qui ne coûta que deux cents hommes aux Espagnols, fut fatale aux Flamands ; elle facilita à don Juan la surprise de Louvain, de Nivelles et de plusieurs autres places.

Mais don Juan étant mort inopinément, le prince de Parme prit alors le commandement des forces espagnoles, et il se montra aussi habile diplomate qu'il était bon général. Il effraya d'abord par un grand coup ses adversaires, il assiégea et prit Maestricht, au mois de mai 1579, et fixa la tenue d'un congrès solennel à Cologne, auquel assistèrent, avec les envoyés des Provinces-Unies, ceux du roi d'Espagne, de l'empereur, du pape et des princes allemands ; mais ils se séparèrent

sans s'être entendus. Néanmoins le prince d'Orange, voyant que les provinces méridionales de la Belgique, presque toutes catholiques, paraissaient lasses de la guerre, et penchaient pour rentrer sous l'obéissance de l'Espagne, s'était décidé à former une ligue composée seulement des États protestants, essentiellement hostiles à la cour de Madrid. Déjà, le 23 janvier 1579, un pacte d'union avait été signé à Utrecht entre les provinces de Hollande, de Zélande, de Gueldre, de Zutphen, d'Utrecht, de Frise et de Groningue, qui se proclamèrent indépendantes et prirent le nom de Provinces-Unies. Quand Philippe II apprit que ces riches contrées s'étaient détachées de son empire, il s'abandonna à son humeur vindicative et atrabilaire; il proscrivit Guillaume de Nassau et mit sa tête à prix. A cet acte que dictait la colère le prince d'Orange répondit par un manifeste terrible, dans lequel, après avoir fait l'apologie de sa conduite, il accusait sans preuve Philippe de la mort de son fils don Carlos et de celle de la reine Élisabeth.

Pendant que le roi d'Espagne perdait ainsi une précieuse partie de ses possessions dans le Nord, il ajoutait au trophée de toutes ses grandeurs le

sceptre de Portugal, auquel étaient soumises tant de riches possessions en Afrique, dans l'Asie méridionale et dans l'Inde, où les prédications de saint François Xavier avaient, plus encore que les armes, contribué à affermir la domination des Portugais. A la mort du cardinal Henri, qui, dans un âge avancé, avait succédé à son petit-neveu don Sébastien sur le trône de Portugal, Philippe II réclama la couronne comme petit-fils, par sa mère Isabelle, du roi Emmanuel le Grand, père du cardinal Henri. Il se trouvait d'autres compétiteurs, dont le plus redoutable était Antoine, prieur de Crato, fils naturel du duc de Beja, frère aîné du feu cardinal-roi. Il avait contre lui l'illégitimité de sa naissance; néanmoins il fut proclamé roi par la noblesse et par le peuple, le 24 juin 1580. Sa souveraineté ne devait être que de courte durée. Il possédait plus que Philippe II l'affection des Portugais; mais il n'avait ni or, ni troupes, ni un général comme le duc d'Albe, pour assurer le triomphe de sa cause.

Depuis quelque temps, le vieil Alvarez de Tolède vivait dans la disgrâce de Philippe; celui-ci lui portait envie à cause de son influence sur

l'armée. La nécessité contraignit le monarque à avoir de nouveau recours à l'habile général, qui oublia les fatigues de ses longues campagnes et l'ingratitude de son maître pour consacrer encore à son service le peu de jours qui lui restaient. Il entra en Portugal à la tête d'un corps d'armée considérable; trois semaines après, la victoire d'Alcantara acheva de lui soumettre tout le pays. Quand Philippe II eut appris la défaite du prieur de Crato, il mit sa tête à prix, et traita avec ses autres compétiteurs, moyennant de fortes rétributions d'or. Jean de Portugal, duc de Bragance, qui avait épousé Catherine, fille du prince Édouard, frère puîné du feu cardinal-roi, était le plus à craindre; il abandonna les prétentions de sa femme pour une somme de 1,700,000 ducats, et pour la charge de connétable de Portugal, avec la condition qu'elle serait héréditaire dans sa famille; plus tard, Philippe lui conféra l'ordre de la Toison d'Or. Ce monarque se rendit aussitôt dans ses nouveaux États, et, au mois d'août 1581, il fut reconnu roi par les cortès réunies à Tomar; puis, en échange du serment que lui prêtaient les Portugais, il jura de maintenir leurs lois et leurs immunités.

Dans les Pays-Bas, les succès de ses armes étaient aussi heureux. Alexandre Farnèse faisait rentrer sous son obéissance les États belges; mais les projets de ce général échouèrent contre la résistance des sept Provinces-Unies, habilement défendues par Guillaume le Taciturne. Un odieux assassin, Balthazar Gérard, Franc-Comtois de naissance, frappa à mort ce prince, le 10 juillet 1584, dans la ville de Delft. Ce crime, attribué à la politique de Philippe II, ne servit en rien au maintien de son autorité; au contraire, les Provinces-Unies, de plus en plus exaspérées contre celui qu'elles appelaient le démon du Midi, se jetèrent dans les bras de l'Angleterre (1585). La reine Élisabeth leur envoya son favori Robert Dudley, comte de Leicester, à la tête de six mille hommes. L'incapacité militaire de ce seigneur, autant que son orgueil et son commandement absolu, indisposa les Hollandais, et affaiblit beaucoup les avantages qu'ils comptaient tirer de l'appui de la Grande-Bretagne. La flotte d'Élisabeth, sous les ordres du célèbre sir Francis Drake, fut bien autrement funeste à Philippe II dans les mers d'Amérique et sur les côtes d'Espagne; elle intercepta et pilla les galions des colonies, et incendia les vaisseaux du

roi jusque sous les batteries de Cadix et de Lisbonne.

Philippe, ne respirant que la vengeance, conçut le projet de porter à son tour la désolation sur les rivages anglais; ses préparatifs d'invasion furent immenses. Il usa de toutes les ressources que lui fournissaient ses ports d'Espagne, de Portugal, de Naples et de Sicile, et réunit une des plus formidables flottes qui aient jamais existé et qu'il surnomma l'*invincible armada.* Elle s'élevait à plus de cent trente-cinq vaisseaux d'une grandeur colossale, portant huit mille matelots et dix-neuf mille soldats. Le marquis de Santa-Cruz en fut nommé le grand amiral; mais cet habile homme de mer vint à mourir, et le duc de Medina-Sidonia le remplaça, malgré son peu de connaissance de la tactique navale. Il avait l'ordre de faire voile vers les Pays-Bas, pour prendre à bord le duc de Parme avec trente mille hommes destinés à opérer la conquête du royaume d'Élisabeth. Cette princesse avait également rassemblé toutes les forces maritimes de l'Angleterre, et, en politique consommée, faisant une question religieuse de cette guerre déclarée au terrible champion de la catholicité, elle échauffa le zèle de ses peuples;

elle recourut même à l'appui de Jacques, roi d'Écosse, au nom du culte protestant; et le fils de Marie Stuart, sa malheureuse victime, crut devoir seconder ses projets, entraîné qu'il était lui-même par l'enthousiasme de ses sujets, qui formèrent une association en faveur du maintien de la foi protestante; cette association devait être plus tard, sous le nom de *covenant*, bien fatale à l'héritier des trônes d'Écosse et d'Angleterre.

Ces moyens de défense furent inutiles : les orages et les écueils détruisirent l'*armada*. Cette flotte, sortie du Tage le 29 mai 1588, se vit surprise par une tempête non loin de la Corogne, et contrainte de relâcher dans les ports de la Galice. Cependant le duc de Medina Sidonia ne se laissa pas effrayer par ce mauvais augure; il appareilla le 12 juillet, et, cinglant vers la Manche, il alla jeter l'ancre près de Calais, non sans avoir été inquiété par les flottes combinées de l'Angleterre et de la Hollande; mais une nouvelle tempête vint l'assaillir et dispersa ses vaisseaux. Lui-même, s'étant aventuré dans les mers du nord de l'Écosse pour éviter les croisières anglaises, acharnées à sa poursuite, s'estima heureux de pouvoir ramener les débris de sa flotte en Espagne, où il aborda à la fin de

septembre Philippe montra une grande fermeté de caractère à la nouvelle de ce désastre. « Duc, dit il à son amiral, qui s'approchait de lui, je vous avais envoyé combattre les Anglais, et non les tempêtes; que la volonté de Dieu soit faite. »

Le roi d'Espagne voyait aussi son pouvoir s'affaiblir dans ses provinces lointaines des Pays Bas, surtout depuis la mort d'Alexandre Farnèse, enlevé à l'âge de quarante-sept ans, en décembre 1592. L'archiduc Ernest, puis le comte de Fuentes, qui succédèrent à ce grand capitaine, ne purent que contenir les États belges sous la domination espagnole, et durent abandonner la république des provinces bataves à sa destinée indépendante, que protégeaient les armes glorieuses de Maurice de Nassau, fils du Taciturne. Vers ce même temps, Henri IV, étant monté sur le trône de France, conclut, le 31 novembre 1596, avec l'Angleterre et la Hollande, une alliance offensive et défensive qui acheva de placer la nouvelle république batave au rang des puissances européennes. Le résultat de cette ligue fut une suite de revers pour l'Espagne ; et la reprise d'Amiens, en 1597, par Hernan Tello Porto-Carrero n'en fut qu'une faible compensation. Philippe n'était plus en état

de réparer ses échecs. A la suite de guerres aussi longues, il sentit la nécessité d'entrer dans des voies de paix et de conciliation, conduite déjà si opposée à son caractère. Sa santé affaiblie ne l'aidait pas à supporter le poids des ans. Voyant donc sa fin approcher, il consentit à entamer des négociations avec Henri IV. Un traité fut signé à Vervins le 2 mai 1598, par lequel le roi d'Espagne, en échange de Calais et autres villes qu'il avait surprises dans la dernière guerre, obtint la cession du Charolais et la restitution de plusieurs cités flamandes qu'il avait perdues.

Peu de jours après, Philippe, s'avouant à lui-même la difficulté qu'il avait à son âge de maintenir son autorité dans ses États du Nord, si éloignés de sa résidence, et voulant néanmoins en assurer la possession à sa famille, céda solennellement en dot les Pays-Bas, la Franche-Comté et le Charolais à sa fille Isabelle-Claire-Eugénie, qui allait épouser son cousin l'archiduc Albert, frère de l'empereur Rodolphe; sous la condition toutefois que les enfants qui naîtraient de cette union ne pourraient se marier sans le consentement du roi d'Espagne, et qu'à défaut de postérité ces pays retourneraient sous la domination espagnole; ce qui arriva pen-

dant le règne de Philippe IV. Ce fut le dernier acte gouvernemental de Philippe II.

Depuis lors, ce prince, en proie à une fièvre brûlante et aux tourments de la goutte, qu'il supportait avec une grande patience, et désillusionné par l'âge et par de cruelles expériences des choses d'ici-bas, ne s'occupa plus que de ses devoirs de chrétien. A l'exemple de son père Charles-Quint, il ordonna lui-même les dispositions de ses funérailles et fit placer son cercueil devant ses yeux. Ensuite il manda son fils Philippe, alors âgé de vingt ans, qu'il avait eu de l'archiduchesse Anne d'Autriche, sa quatrième femme, et lui dit : « Mon fils, ne vous en rapportez jamais à des favoris pour gouverner vos États. Le véritable intérêt d'un roi est toujours le bonheur de ses peuples ; l'intérêt des favoris est dans leur avantage personnel, ils sont aussi dangereux au maître qu'aux sujets. »

Philippe II expira à l'Escurial, le 13 septembre 1598, dans la soixante-douzième année de son âge et la quarante-troisième de son règne.

CHAPITRE XI

Philippe III. — Le duc de Lerme. — Guerre contre la Hollande. — Prise d'Ostende. — Indépendance des États bataves reconnue. — Expulsion des Mauresques. — Double alliance entre les maisons de France et d'Espagne. — Disgrâce du duc de Lerme. — Mort de Philippe III.

1598-1621.

Le nouveau souverain avait hérité du trône, mais non de la politique persévérante de ses trois prédécesseurs, et encore moins de leur énergique volonté. François de Roxas de Sandoval, duc de Lerme, écuyer du nouveau souverain Philippe III, alors que celui-ci était prince des Asturies, sut conserver l'ascendant qu'il avait déjà sur son maître. Il était urgent de mettre de l'ordre dans les finances ; malheureusement il entrait dans les goûts et les vues ambitieuses du duc de Lerme de porter le monarque au plaisir et à de folles dépenses. Dans l'espoir de rehausser les premiers actes de son administration par la gloire des armes, il continua la guerre avec la Hollande ; mais, privé du discernement dont Philippe II était doué, il la rendit plus funeste aux intérêts de l'Espagne en

défendant sous les peines les plus sévères aux provinces de la monarchie tout commerce avec les États bataves et leurs alliés, relations que le feu roi avait cru politique de tolérer. Dans le courant de l'année 1600, la Hollande leva une armée de douze mille hommes et de deux mille chevaux, dont le commandement fut donné à Maurice de Nassau, fils du Taciturne. Ce prince, après quelques affaires plus ou moins heureuses, vint, près des murs de Nieuport, présenter la bataille à l'archiduc Albert, à qui Philippe III avait confirmé, aux mêmes conditions de retour à la couronne, la souveraineté des Pays-Bas, accordée par son prédécesseur. L'archiduc, placé dans une position désavantageuse et blessé lui-même dans l'action, fut obligé de se retirer.

Albert, sans se laisser décourager, réunit bientôt de nouvelles forces, et vint assiéger Ostende. Il chercha d'abord à intercepter toutes les communications de cette ville avec la mer, afin de la prendre par famine. N'ayant pas réussi, il résolut de la réduire en poudre. Une artillerie formidable foudroyait sans interruption les remparts; mais les brèches étaient à l'instant réparées, grâce à la persévérante activité des habitants. L'archiduc se vit

obligé de convertir le siége en un blocus dont on ne pouvait prévoir l'issue, et qui devint une école de stratégie où les volontaires étrangers accoururent de toutes parts pour s'instruire. Bientôt les assiégeants ralentirent de plus en plus leurs opérations; l'argent manquait. La cour de Madrid, dont le revenu était loin d'égaler les prodigieuses dépenses, voyait tout le produit des impôts et des taxes épuisé autant par la guerre des Pays-Bas que par diverses entreprises malheureuses tentées sur l'Irlande et sur Alger.

Ces revers avaient empêché Philippe III de satisfaire aux demandes réitérées de l'archiduc Albert, qui avait besoin d'hommes et d'argent pour contraindre Ostende à capituler. Les Hollandais en profitèrent, et pendant que toutes les forces opposées étaient concentrées devant cette ville, ils s'emparèrent de Rhinberg, de Graves, de l'Écluse et d'autres places. Déjà trois années s'étaient presque écoulées depuis qu'Ostende, malgré ses remparts affaiblis, bravait les efforts impuissants de l'Espagne. On commençait à croire que son héroïque résistance lasserait la constance de l'archiduc Albert et de sa femme, l'infante Isabelle, quoique cette princesse se fût même

engagée par vœu à ne pas abandonner le siége. Les longueurs et les fatigues du blocus avaient fini par introduire l'indiscipline parmi les assiégeants. Plusieurs des vieilles bandes espagnoles, lasses de rester dans l'inaction, et surtout de guerroyer sans toucher le prix de leurs services, menaçaient de se retirer, lorsque le célèbre marquis Ambroise de Spinola arriva dans le camp de l'archiduc avec un renfort considérable de troupes qu'il avait levées à ses propres frais.

Dès lors tout espoir fut perdu pour les habitants; les talents du nouveau capitaine, qui remplaçait dans la direction du siége le comte de Bucquoi, paralysèrent les habiles manœuvres de Maurice de Nassau, qui, avec une armée égale à celle des assiégeants, cherchait à rompre leurs opérations; et, le 20 septembre 1604, Spinola contraignit Ostende à une capitulation honorable d'ailleurs. Spinola, avant de pousser plus loin ses succès, résolut d'aller lui-même à Madrid demander des secours. Philippe le combla d'honneurs; il le nomma généralissime des forces des Pays Bas, et l'investit de pouvoirs illimités pour les finances et l'administration militaire. Quant aux subventions qu'il réclamait, le général n'obtint que de vagues

promesses, et retourna en Flandre, où il attendit pour reprendre les hostilités un corps de troupes expédié par le duc de Lerme. Mais les croisières hollandaises interceptèrent ce renfort, qui arrivait par mer. Quatre bâtiments espagnols se réfugièrent dans le port de Douvres, quatre autres furent pris, et leurs hommes d'équipage furent attachés deux à deux et jetés dans les flots. Spinola répara ce désastre en faisant venir d'Italie des recrues qu'il solda avec des contributions de guerre et avec son argent. Son amour pour la gloire le décida même à engager ses domaines, et cet habile capitaine ramena momentanément la victoire sous les drapeaux de l'Espagne. En 1606, il s'avança jusque dans la province d'Over-Yssel, qu'il soumit en partie, puis réduisit Locchem et Groenlo, dans la Gueldre, et reprit Rhinberg, boulevard de la Hollande.

Ces succès ne faisaient qu'augmenter l'embarras des finances; et si l'Espagne recouvrait provisoirement quelque partie de son ancien territoire dans le nord de l'Europe, elle perdait de précieuses colonies. Ses flottes désorganisées tenaient à peine la mer, et ne pouvaient plus lutter avec celles de la Hollande et de la Zélande, contrées qui fon-

daient leur avenir sur leur puissance maritime.

Sur le continent, le marquis de Spinola, abandonné presque à ses seuls efforts, avait été contraint de se tenir sur la défensive, et lui-même commençait à désirer la paix. Le gouvernement espagnol, voyant toutes ses ressources épuisées, consentit enfin à traiter avec ces provinces qui, par leur constante énergie, avaient su assurer leur indépendance. Les premières conférences se tinrent, en 1609, à la Haye. La France et l'Angleterre y envoyèrent des ministres, comme médiateurs; Ambroise Spinola, aussi bon diplomate qu'habile général, fut chargé par Philippe III de le représenter. L'estime que Maurice de Nassau, l'antagoniste du général espagnol, professait pour lui, donnait lieu de croire que le marquis réussirait mieux que tout autre dans les négociations; mais le prince d'Orange, prévoyant que cette paix diminuerait son influence, était peu disposé à la conclure. Olden Barnevelt, grand pensionnaire de Hollande, qui comprenait la nécessité de faire jouir ses compatriotes d'un repos durable et de consolider par des traités leurs conquêtes et leur indépendance si chèrement achetée, les engagea à accepter les propositions de la cour de Madrid.

Un grand dissentiment s'ensuivit entre Maurice de Nassau et Barnevelt; ce dernier l'emporta; plus tard il devait payer de sa tête son opposition aux projets du prince d'Orange. Une trêve de douze ans fut conclue au mois d'avril entre l'Espagne et la république de Hollande; et quoique de part et d'autre les deux puissances ne renonçassent pas à leurs prétentions, néanmoins, de ce jour, l'indépendance des États bataves fut implicitement reconnue. Ainsi finirent ces guerres longues et ruineuses entreprises par Philippe II contre les Pays-Bas, et qui depuis 1567 avaient coûté plus de 200 millions de piastres.

La Péninsule, sur la foi de ce traité, espérait voir renaître la prospérité dans son sein, lorsque cette même année (1609) une mesure impolitique du ministre vint porter un coup fatal à la fortune de l'Espagne. Les Mauresques, descendants de ces musulmans qui, lors de la conquête de Grenade, avaient promis d'embrasser le christianisme pour rester en Espagne, s'étaient établis principalement dans les riches plaines de Valence; hommes industrieux, ils faisaient fructifier le sol, et surtout enrichissaient le royaume par l'extension qu'ils donnaient au commerce et aux ma-

nufactures. A Séville, ils occupaient seize cents métiers, dont les fabrications de soie et de laine s'échangeaient avec l'or et l'argent d'Amérique; ils empêchaient ainsi les richesses du Nouveau-Monde de passer en des mains étrangères. Peut-être leur récente prospérité réveilla-t-elle dans ces esprits à demi convertis les glorieux souvenirs de leurs pères; peut-être conçurent-ils le dangereux espoir de voir renaître les beaux jours de Cordoue et de Grenade. Sully, dans le vingt cinquième livre de ses mémoires, l'affirme positivement en parlant des ouvertures que les Mauresques firent auprès des diverses puissances hostiles à l'Espagne, auprès de la France entre autres, pour obtenir des secours contre ceux qu'ils regardaient comme les oppresseurs de leur race.

Le duc de Lerme, dont l'esprit religieux était devenu rude et ascétique, prit ombrage de l'attitude imposante des Mauresques; son imagination lui représentait déjà l'islamisme relevant son drapeau sous un nouvel Aben-Humaya. Il fit partager ses craintes au trop facile Philippe III; malgré la mansuétude naturelle de ce prince, malgré les représentations du duc d'Ossuna, des nobles et des municipalités du royaume de Valence, mal-

gré le spectacle touchant de ces malheureux qui demandaient la révocation de l'édit de leur bannissement, les Mauresques furent embarqués et conduits sur les rivages africains. Seulement, plus compatissant que son ministre, Philippe III adoucit un peu la rigueur de cette mesure en retardant de six mois son accomplissement, afin que les exilés eussent le temps de vendre leurs biens et d'en emporter la valeur en marchandises avec eux; de plus, il permit à six familles sur cent de demeurer en Espagne. Cette expulsion, jointe aux émigrations continuelles des hommes actifs que l'appât des richesses entraînait en Amérique, contribua à affaiblir les ressources de l'industrie, et celles du sol, en diminuant le nombre des agriculteurs.

Pour mieux assurer la paix à ses peuples si las de la guerre, Philippe consentit à resserrer par des mariages l'alliance qu'il avait contractée avec la France. La régente Marie de Médicis entra dans ses vues, et il fut arrêté que l'infant don Philippe épouserait la princesse Élisabeth, fille de Henri IV, et l'infante Anne, le roi Louis XIII. Cette double union fut publiée en 1612.

Trois années de repos permirent à la Péninsule

de réparer un peu ses pertes; mais des circonstances indépendantes de la volonté du souverain le forcèrent à s'engager dans une guerre qui cette fois fut plus heureuse pour lui.

Le duc de Savoie cherchait à s'agrandir du côté du Milanais, et empiétait sur les domaines de la duchesse de Mantoue. Iniosa, gouverneur de Milan, avec quelques vieilles bandes espagnoles, réprima les tentatives du duc; il entra même sur son territoire. Charles-Emmanuel appela à son aide les Français, qui s'interposèrent comme médiateurs. L'Espagne refusa d'abord tout accommodement; mais, en 1615, le connétable Bonne de Lesdiguières, ayant passé en Piémont, rendit plus égale la lutte de la Savoie contre l'Espagne, et la cour de Madrid crut prudent d'y mettre fin en acceptant le traité proposé, qui plus tard fut ratifié définitivement à Pavie. Sur mer, les armes espagnoles prospéraient davantage; les îles Moluques étaient tombées au pouvoir de Philippe, et ses vaisseaux avaient triomphé d'une flotte hollandaise qui menaçait les îles Philippines.

Le duc de Lerme, quoiqu'il eût atteint au faîte des honneurs, ne s'était pas aveuglé sur les ani-

mosités dirigées contre lui. En avançant dans la vie, il avait reconnu la fragilité des grandeurs d'ici-bas. La mort de sa femme, Félicité Henriquez de Cabrera, fille de l'amirante de Castille, était venue affliger son cœur. Alors, se laissant aller à ses tendances religieuses, il avait embrassé l'état ecclésiastique et obtenu la pourpre romaine. On suppose aussi qu'il s'était flatté que le titre de prince de l'Église imposerait davantage à ses ennemis, et lui donnerait un caractère plus inattaquable aux yeux du roi. Il en fut autrement. Philippe n'eut pas avec le ministre-cardinal le même abandon qu'auparavant. Le duc d'Uzeda, que son père n'avait cessé de recommander aux bontés du roi, eut l'ingratitude de profiter de cette circonstance pour s'allier aux ennemis du duc de Lerme et pour le perdre dans l'esprit du faible monarque. Devenu premier ministre à son tour, Uzeda poussa l'indignité jusqu'à faire instruire le procès de son père. Cette conduite aurait dû lui être préjudiciable auprès du souverain; mais celui-ci, qui avant tout désirait le repos, ordonna seulement qu'on suspendît toutes poursuites contre son ancien favori. Le duc de Lerme eut la permission de se retirer dans ses

terres, où tant de motifs de chagrin le conduisirent bientôt au tombeau.

L'Espagne ne gagnait rien au changement de ministre. Le duc d'Uzeda conserva le pouvoir jusqu'à la fin du règne de Philippe III ; pendant cette courte période il fit preuve de peu de talents, et n'agit, comme on devait s'y attendre, que dans des vues personnelles. Philippe III, depuis longtemps miné par une fièvre lente, mourut le 31 mars 1621, à l'âge de quarante-trois ans, après en avoir régné vingt-deux, et léguant avec le trône un trop faible caractère à son fils Philippe IV.

CHAPITRE XII

Philippe IV. — Le comte duc d'Olivarez. — Guerre contre la Hollande. — Lutte de la maison d'Autriche contre la France et les princes protestants d'Allemagne. — Le Portugal recouvre son indépendance. — Don Luis de Haro. — Revers de l'Espagne. — Bataille de Rocroi, de Lens. — Révolte comprimée des Napolitains. — Paix de Westphalie. — Olivier Cromwell s'allie à la France contre l'Espagne. — Traité des Pyrénées. — Mort de Philippe IV. — Charles II. — Traité de Nimègue. — La Flandre française et la Franche-Comté cédées à la France. — Funeste caractère de Charles II. — Paix de Ryswick. — Les maisons de France et d'Autriche convoitent l'héritage de Charles II. — Les cinq prétendants. — Intrigues à la cour de Madrid. — Testament de Charles II.

1621 - 1700.

Trois ministres, à cette époque, gouvernaient, sous le nom de leur faible maître, trois des plus grandes monarchies de l'Europe : Olivarez en Espagne; George Villiers, duc de Buckingham, en Angleterre; et Armand du Plessis-Richelieu en France. Ce dernier, le plus capable, fut le seul qui fit tourner au profit de la couronne son ambition personnelle.

Gaspard de Guzman, comte-duc d'Olivarez, gentilhomme d'une illustre naissance, d'une réputation justement méritée par ses succès à l'université de Salamanque, seigneur aux manières

élégantes et aux mœurs faciles, n'eut pas de peine à prendre de l'ascendant sur Philippe IV. Ce roi, âgé seulement de seize ans, au caractère doux et faible qu'il tenait de son père, joignait déjà un penchant marqué pour des plaisirs condamnés par la sévère morale de son prédécesseur. Olivarez, pour mieux complaire à son jeune maître, peut-être aussi par vanité personnelle, lui fit décerner le surnom de Grand, et voulut justifier ce titre en cherchant à ramener les provinces hollandaises sous l'obéissance de l'Espagne, et à établir l'influence de la maison d'Autriche sur toute l'Europe; politique facile à inculquer à Philippe IV, qui, comme tous les princes de sa famille, avait une ambition sans bornes. Mais l'accomplissement de si vastes projets fut entravé par le célèbre ministre de Louis XIII, Richelieu, qui, de son côté, rêvait la grandeur de la maison de France et sa prépondérance en Europe.

A son début, le ministre ne fut pas aussi heureux qu'il l'espérait. Il fut contraint de céder aux instances menaçantes de la France, liguée avec le pape, la république de Venise et la Savoie, et de renoncer à la possession de la Valteline. On comprend aussi la facilité avec laquelle le

comte-duc d'Olivarez s'était prêté à cet accommodement, par l'importance qu'il devait y attacher, au moment où expirait la trêve de douze ans conclue en 1609 avec la république batave; peut-être enfin allait-il s'offrir à lui une occasion d'illustrer son ministère, s'il triomphait de ces Provinces-Unies qui s'étaient jouées des efforts de Philippe II et de Philippe III.

Le marquis de Spinola, commandant général des forces espagnoles dans les Flandres, ouvrit glorieusement la campagne par la prise de Leyde; mais il échoua devant Berg-op-Zoom, dont le prince Maurice de Nassau, son rival de gloire, le contraignit de lever le siége. Spinola prit sa revanche en s'emparant de Bréda en 1625, après avoir surmonté mille difficultés et fait échouer une tentative sur Anvers du prince Maurice de Nassau, qui mourut cette même année. Ce succès servit à comprimer une insurrection qui se préparait dans les provinces belges. Ces États, depuis la mort de l'archiduc Albert, ne voulaient pas reconnaître l'autorité de sa veuve, l'infante Isabelle-Claire-Eugénie, dont il n'avait pas eu d'enfant; et cette princesse fut maintenue gouvernante des Pays-Bas pour le roi d'Espagne, son neveu.

La paix qui unissait les cours, ou plutôt les trois ministres d'Espagne, d'Angleterre et de France, ne devait pas durer longtemps. Richelieu, devenu nouvellement cardinal et principal conseiller de Louis XIII, était trop fin politique pour dévoiler avant le moment opportun ses projets hostiles au gouvernement espagnol. Tout occupé des troubles de religion suscités dans l'ouest de la France par les princes de Rohan, il crut prudent de conserver sa neutralité, tandis que secrètement il était l'âme des intrigues qui se tramaient contre Philippe IV. Buckingham fut son instrument sans le savoir. Ce ministre, si inconséquent dans sa vie privée comme dans sa vie publique, avait d'abord pensé qu'il était avantageux de resserrer l'alliance de l'Angleterre avec la Péninsule en mariant le prince de Galles, depuis Charles I[er], à l'infante Marie-Anne, sœur de Philippe. Il s'était chargé lui-même de cette négociation. En 1623, il avait accompagné le prince Charles à Madrid; mais il était trop léger et trop occupé de ses succès individuels pour bien conduire une affaire délicate. Olivarez, homme du monde autant que Buckingham, se crut outragé par lui, et peu de temps après, Buckingham

ramenait son jeune prince en Angleterre, avec un vif ressentiment contre le ministre espagnol, qui n'avait pas de meilleures intentions à son égard. Dès lors le favori de Jacques I[er] ne cessa d'animer ce prince contre la cour de Madrid, en rejetant sur elle la rupture de l'alliance proposée, et finit par triompher de l'humeur pacifique de Jacques, qui déclara la guerre à l'Espagne.

Richelieu avait songé à profiter du mécontentement de l'Anglais, en lui faisant proposer le mariage de Henriette, sœur de Louis XIII, avec le prince de Galles. Jacques I[er] était mort sur ces entrefaites, et Buckingham, exemple rare pour un favori, sut conserver sur le fils le même empire qu'il exerçait sur le père. Le mariage du nouveau roi de la Grande-Bretagne fut célébré le 11 mai 1625. En ce moment, Richelieu avait intérêt à le ménager; néanmoins il ne voulut pas entrer ouvertement dans la guerre de l'Angleterre contre l'Espagne, et se contenta de faire des vœux. Cette conduite double à l'égard de la Péninsule était d'autant moins explicable qu'Olivarez agissait avec une généreuse droiture; il assurait au cardinal des secours pour l'aider à comprimer l'insurrection protestante de l'Ouest, et lors du

blocus de la Rochelle, il envoya quarante voiles à Richelieu. Les Anglais ne réussirent pas dans l'attaque qu'ils avaient essayée sur Cadix, et mirent ensuite peu d'activité à continuer les hostilités D'autre part, la cour de Madrid, après une nouvelle tentative sur la Valteline, avait consenti à signer, en 1626, à Monçon, en Aragon, un traité qui lui assurait momentanément la paix du côté de l'Italie, et lui permettait de tourner toutes ses forces contre la Hollande. Cette puissance semblait être le cancer de la monarchie espagnole. Ce ne fut pas d'abord dans les Pays-Bas mêmes que la guerre recommença avec le plus de vigueur; la Hollande, devenue redoutable sur mer, choisit cet élément pour continuer sa lutte avec son ancienne suzeraine. Les Espagnols prirent leur revanche en déjouant une entreprise du stathouder sur Dunkerque. En Allemagne et en Italie, les armées de Philippe IV, alliées à celles de l'Empereur, remportaient des avantages signalés sur la ligue protestante, et entraient triomphantes dans Mantoue.

Ces succès ne devaient pas durer. Le cardinal de Richelieu, une fois maître de la Rochelle, qui lui avait ouvert ses portes le 28 octobre 1628, ne se voyant plus d'ennemis dans l'intérieur de

la France, se déclara ouvertement contre ceux que sa politique considérait comme tels à l'extérieur. La France se fit la protectrice de Charles de Gonzague, duc de Nevers, héritier du dernier duc de Mantoue. Ce prince avait à défendre ses droits sur cette principauté contre le roi d'Espagne, l'empereur et le duc de Savoie, qui voulaient se la partager. Philippe IV chargea Spinola d'aller soutenir ses prétentions; ce général prit aussitôt l'offensive et assiégea Casal, capitale du Montferrat. A cette nouvelle, le cardinal de Richelieu, pour mieux assurer son crédit auprès de Louis XIII, et l'arracher à l'influence de sa mère, le décida à venir lui même au secours du duc de Mantoue. Le 6 mars 1629, le roi de France, ayant sous lui les maréchaux de Créqui et de Bassompierre, força les trois barricades du Pas-de-Suze, et contraignit les Espagnols à lever le siége de cette ville, et le duc de Savoie à demander la paix. Mais à peine Louis XIII est-il de retour en France, que Spinola fond sur la ville de Casal, la reprend et échoue devant la citadelle où s'était retiré le maréchal de Saint-Bonnet de Toiras; il en serait devenu maître, si la mort ne l'avait surpris le 25 septembre 1630.

Les succès des Impériaux chez les Grisons, et la nouvelle levée de boucliers du duc de Savoie, obligèrent le roi de France à repasser les Alpes; alors le duc implora de nouveau la paix par l'intermédiaire de Jules Mazarin (depuis le fameux cardinal), alors à son service. Louis XIII, pour réponse, ordonna à ses troupes d'occuper la Savoie, déjà dévastée par les propres alliés de Charles-Emmanuel, ce qui accabla ce prince de chagrin et le conduisit au tombeau. Cependant, comme les Impériaux venaient de s'emparer de la ville de Mantoue et de la piller, Mazarin en profita pour ménager une suspension d'armes entre les Français et les Espagnols; puis, le 13 octobre, Louis XIII et l'empereur conclurent à Ratisbonne un traité par lequel le duc de Mantoue fut définitivement maintenu dans son duché.

Néanmoins Richelieu, dont la politique n'était pas satisfaite, détruisait par des moyens cachés ses négociations apparentes. Le 23 janvier 1631, il conclut un traité avec le célèbre Gustave-Adolphe, roi de Suède, par lequel la France s'engageait à payer à ce prince 1,250,000 livres, somme énorme pour cette époque, et celui-ci s'obligeait à porter la guerre au sein de l'Alle-

magne. Le valeureux roi scandinave s'était fait le chef de la ligue protestante du Nord. Seul, il pouvait lutter contre Walstein, Tilly et Pappenheim, ces champions les plus fermes de la maison d'Autriche et du catholicisme en Allemagne. Gustave-Adolphe justifia la confiance du ministre français par une suite de triomphes dont le terme glorieux fut la bataille de Lutzen, livrée le 16 novembre 1632, et gagnée, on peut le dire, par l'ombre du conquérant suédois; car il fut tué au commencement de l'action, à l'âge de trente-huit ans. La mort du grand Gustave, en relevant les espérances de la maison d'Autriche, ne rompit pas la ligue des puissances contre elle. Une nouvelle alliance se reforma entre la Suède, l'Angleterre, la Hollande et les princes protestants d'Allemagne. Richelieu, occupé alors à combattre ses ennemis personnels, continua d'en faire partie, de façon à ne pas rompre avec la maison d'Autriche.

Dans cette vue, le cardinal, sous prétexte d'envoyer au nom du roi de France complimenter la reine de Suède sur la mort de Gustave-Adolphe, chargea, le 23 décembre de cette année, Jacques du Hamel, ambassadeur extraordinaire à Stock-

holm, de s'entendre avec le chancelier suédois Oxenstiern, et de conférer à son passage en Allemagne avec le landgrave de Hesse-Cassel, le duc de Saxe-Weimar et les autres princes protestants d'Allemagne, pour les engager à défendre leurs libertés contre l'ambition de la maison d'Autriche, qui voulait substituer le système centralisateur et absolu à l'antique constitution fédérative de l'Allemagne.

Mais les événements obligèrent le cardinal à dévoiler sa ligne de conduite. En 1633, il confia au marquis de Feuquières la mission de conclure plus ouvertement un traité d'alliance avec la Suède et l'Allemagne protestante. L'électeur de Trèves, qui avait pris parti contre la maison d'Autriche, vit ses États envahis par les armées coalisées du roi d'Espagne et de l'empereur. Lui même, conduit prisonnier à Bruxelles par les généraux de Philippe, eut recours à la France, qui lui promit son appui. Le cabinet de Madrid demeura sourd aux réclamations de Richelieu, et la guerre fut déclarée En soutenant ainsi les intérêts de son cousin d'Autriche en Allemagne, Philippe IV espérait qu'à son tour celui-ci l'aiderait à ramener les Provinces-Unis sous son

obéissance. Le gouvernement espagnol persévéra dans cette voie de guerre si fatale à son pays. La chance des armes fut d'abord favorable à l'Espagne; ses troupes, renforcées d'un corps d'Allemands, de Hongrois et de Croates, sous les ordres du fameux Jean de Wert, envahirent la Champagne et la Picardie, et, s'emparant des abords de la Somme, surprirent la ville de Corbie, le 15 août 1636.

Dans le Midi, l'amirante de Castille occupait le territoire français; il avait mis le feu à Saint-Jean-de-Luz, et menaçait la Gascogne et le Languedoc. Une autre armée espagnole remportait aussi de glorieux avantages en Piémont, en Lombardie, et forçait les Français à se replier vers leurs frontières. Mais ces succès devaient être suivis de grands revers. Le 18 octobre 1639, les Espagnols essuyèrent un échec terrible sur mer; Tromp, l'amiral hollandais, remporta une victoire complète, dite des Dunes, à la suite de laquelle la flotte espagnole fut détruite et son amiral tué. L'administration trop absolue du premier ministre avait excité de grands mécontentements, surtout en Portugal; ce pays aspirait au moyen de secouer le joug de l'Espagne. Le

1er décembre 1640 éclata l'insurrection ; le gouvernement espagnol, pris au dépourvu, n'eut pas le temps de conjurer l'orage, et le duc de Bragance, petit-fils des anciens souverains du Portugal, fut solennellement reconnu roi sous le titre de Jean IV.

La révolte de l'Andalousie acheva d'aggraver la position d'Olivarez. Cette province, obérée comme toutes les autres, se laissa aller aux insinuations captieuses de son gouverneur, Gaspard-Alonzo de Guzman, duc de Medina-Sidonia. Ce seigneur, séduit par l'exemple de son beau-frère, le nouveau roi de Portugal, voulait détacher l'Andalousie de la monarchie espagnole et s'en rendre souverain. Olivarez, informé des projets coupables de son parent, lui retira son autorité, et employa les troupes stationnées sur les frontières du Portugal à étouffer ce nouveau germe de rébellion. Néanmoins Philippe, affligé de la triste situation de son royaume, en rejeta la responsabilité sur son favori, et lui dit aigrement, en apprenant la révolte de l'Andalousie : « Votre famille est cause de tous les malheurs de l'État. » Cependant il hésitait encore à rompre avec son ministre ; tant il est difficile de se soustraire à l'ascendant de

celui par qui l'on est depuis longtemps dominé. Les nombreux ennemis du ministre, accrus considérablement, redoublèrent d'instances auprès du roi, et lui représentèrent l'indignation générale se manifestant partout contre le duc Olivarez. Enfin, pour obtenir le renvoi du favori, ils se firent seconder de l'influence de la branche impériale de la maison d'Autriche. Cette tactique réussit. Le comte-duc, après vingt-deux ans de ministère, fut exilé dans ses terres, en janvier 1643, six semaines après la mort du cardinal de Richelieu.

Philippe IV, qui, dès sa jeunesse, s'était déchargé du poids trop accablant des affaires, éprouva bientôt le besoin d'avoir un autre premier ministre. Don Luis de Haro, neveu, par sa mère dona Françoise de Guzman, du duc d'Olivarez, avait été initié à la politique et admis au conseil du roi par l'intermédiaire de son oncle. Quand celui-ci fut disgracié, en courtisan adroit qui connaissait son maître, il sut se rendre nécessaire à Philippe IV, et bientôt il acquit sur l'esprit de ce prince le crédit qu'Olivarez avait perdu. Philippe ne fit donc que changer de directeur, mais non de système gouvernemental. Néan-

moins la nation se réjouit de la nomination du nouveau ministre, comme s'il devait en résulter pour elle quelque chose d'avantageux. Il est vrai que Luis de Haro passait avec raison pour plus prudent, plus modéré et beaucoup moins altier que son prédécesseur.

Louis XIII et Richelieu venaient de mourir. Le nouveau ministre d'Espagne espéra tirer bon parti de la minorité du roi de France. Celle-ci s'annonçait comme devant être fort orageuse. Don Luis expédie au comte de Fuentes, général des troupes espagnoles dans les Pays-Bas, l'ordre d'entrer en France et d'assiéger Rocroi. Le duc d'Enghien, âgé de vingt-deux ans, préludant à sa gloire future, vole au secours de la place, et gagne, le 19 mai, la bataille de Rocroi.

Toutefois, pendant que le duc d'Enghien poursuivait le cours de ses triomphes en Flandre et en Allemagne, la fortune se montrait plus favorable aux Espagnols sur les frontières de la Péninsule. Don Juan d'Autriche faisait lever le siége de Tarragone aux Français, et le roi d'Espagne en personne reprenait sur eux la ville de Monçon, et les forçait à se replier vers les

Pyrénées. Les années suivantes, la guerre se poursuivit sur les mêmes points, dans le Nord comme dans le Midi, avec une fortune à peu près balancée de chaque côté, mais dont, en somme, la maison d'Autriche, d'Allemagne et d'Espagne, eut plus à souffrir que ses adversaires. Des chagrins domestiques étaient venus augmenter les soucis que Philippe IV ressentait des malheurs causés par des guerres aussi longues. Il avait eu à déplorer la perte d'Élisabeth de France, princesse estimée, et généralement chérie pour ses vertus. L'infant don Balthazar, le seul héritier qu'il eût eu d'elle, était mort en 1646. De nouvelles tribulations attendaient Philippe IV. Les lois fiscales et les charges qui ruinaient l'Espagne n'étaient pas épargnées aux États qui en dépendaient; elles étaient même rendues plus lourdes par l'administration confuse des fonctionnaires, qui profitaient de l'éloignement et des embarras de la mère patrie pour se livrer à des iniquités et à des concussions sans nombre.

Les Napolitains, lassés à la fin d'un joug si pesant, voulurent imiter le Portugal. Une conspiration éclata au commencement de juillet 1647. Un jeune pêcheur d'Amalfi, Mazaniello, la di-

rigeait; mais don Juan d'Autriche, ayant pu pénétrer dans Naples, sut par son adresse et sa bonté ramener cette ville sous l'autorité de Philippe IV. Cependant, si la nation espagnole était lasse de tant de guerres et de réactions intérieures, les autres puissances belligérantes se trouvaient aussi fatiguées de cette lutte longue et onéreuse. La branche impériale d'Autriche, après avoir épuisé ses trésors et perdu ses plus vaillants capitaines, faisait des ouvertures de paix à la France. Ce royaume, alors en proie à toutes les agitations d'une régence, était partagé entre la cour et les frondeurs, et ne se trouvait pas en état de soutenir au dehors ses démêlés. De son côté, Philippe, se voyant moins secondé par son cousin l'empereur Ferdinand III, comprit qu'il ne devait pas plus longtemps exposer aux chances d'une guerre ruineuse ses provinces de Belgique restées sans protecteur. Il entama des négociations avec la Hollande. Cette république commençait à appréhender que la France, en approchant, comme elle le faisait, de ses frontières, ne devînt un jour pour elle plus dangereuse que l'Espagne. Munster, en Westphalie, fut choisi pour le lieu de réunion des plénipotentiaires des deux puis-

sances, et le 30 janvier 1648, une paix définitive se conclut, par laquelle les Hollandais abandonnaient leurs conquêtes des possessions espagnoles, et Philippe IV renonçait, pour lui et ses successeurs, à tous droits sur les Provinces-Unies, qu'il reconnut pour États souverains et indépendants. Tel fut le résultat d'une guerre de quatre-vingts ans, qui avait coûté tant de sang et de richesses.

Luis de Haro, quoiqu'il penchât vers la paix, crut qu'il importait à l'Espagne de profiter de l'épuisement où les guerres civiles réduisaient la France, pour obtenir d'elle des conditions plus avantageuses. Dans ce but, tandis que d'une part il s'assurait le concours de la république de Hollande, de l'autre il négociait le mariage du roi son maître avec Marie-Anne, fille de l'empereur, afin de paralyser ainsi la nouvelle alliance acquise à la France. L'esprit de famille qui, en dépit des événements, était toujours le même entre les cours de Vienne et de Madrid, fit réussir les négociations, et cette union fut célébrée en 1649. Une pensée plus intime avait décidé Philippe IV à la contracter, c'était le désir d'avoir un fils à qui il laisserait sa couronne; car des six enfants qu'il

avait eus d'Élisabeth de France, il ne lui restait plus que l'infante Marie-Thérèse, mariée depuis à Louis XIV.

Cependant la reprise des hostilités n'avait pas d'abord beaucoup profité à l'Espagne. La victoire de Lens, en Artois, remportée par le prince de Condé l'année précédente, avait fait payer cher aux Espagnols leurs succès obtenus en Flandre, sous les murs de Courtray, et en Lombardie, sous ceux de Crémone.

Un nouvel et formidable ennemi, Olivier Cromwell, s'était élevé contre Philippe IV; sous le titre de protecteur, il avait ramassé la couronne tombée toute sanglante de l'échafaud de Charles Ier, le 30 janvier 1649. Il avait vu son alliance acceptée par Mazarin, et pour justifier la confiance du ministre français, déclarant la guerre à l'Espagne, il s'était emparé de la Jamaïque, précieuse colonie qui depuis est demeurée à la Grande-Bretagne. Ensuite la flotte anglaise, sous les ordres de l'amiral Blake, n'avait cessé de nuire au gouvernement et au commerce de l'Espagne, en interceptant les bâtiments marchands et les galions d'Amérique. En 1647, Mazarin, sentant la nécessité de l'appui de l'An-

gleterre pour résister à l'Espagne, conclut avec Cromwell un traité par lequel celui-ci seconderait la France, principalement par mer, et pour récompense recevrait la ville de Dunkerque, si l'on pouvait s'en rendre maître. Les forces combinées des deux puissances s'emparèrent d'abord de Montmédi, de Saint-Venant et de Mardick; puis, dans le courant de juin 1658, le maréchal de Turenne, de concert avec la flotte anglaise, vint assiéger Dunkerque, commandée par le marquis de Leyde. Aussitôt, don Juan d'Autriche vole au secours de la place; Turenne ne l'attend pas, il sort de ses lignes et lui offre la bataille, qu'il gagne complétement. Les Espagnols se retirent avec une perte de douze cents hommes tués et de deux mille prisonniers, et Dunkerque ouvre ses portes aux vainqueurs.

En Portugal, les affaires de Philippe n'étaient pas plus heureuses; ce prince, à la mort de Jean IV, avait tenté de nouveaux efforts pour reprendre un État qui, de ceux qu'il avait perdus, lui semblait le plus regrettable. Son ministre voulut lui-même commander l'armée d'expédition; Marie-Louise de Guzman, la reine douairière du Portugal, retrouvant, pour défendre les

intérêts d'Alphonse IV, son fils, toute l'énergie qu'elle avait montrée jadis en soutenant ceux de son époux, appelle aux armes les Portugais, et triomphe, près d'Elvas, de l'armée espagnole, qui est obligée de s'éloigner en désordre. Le cabinet de Madrid, après tant de sacrifices, se voyait donc aussi peu avancé qu'au début de ces longues guerres; les finances étaient épuisées, les campagnes désertes, et le commerce languissait dans un état déplorable. La paix devenait indispensable. La France en éprouvait aussi le besoin; elle entra dans les vues de l'Espagne, mais toujours à la condition de l'union de l'infante Marie-Thérèse avec son jeune souverain. Le cardinal Mazarin tenait beaucoup à cette alliance, comme il le témoignait lui-même dans ses lettres diplomatiques, à cause de l'éventualité de la succession d'Espagne; « car, disait-il, quelque renonciation que l'on fasse faire à l'infante, cette succession ne serait pas une attente fort éloignée, puisqu'il n'y a que la vie du prince son frère qui l'en peut exclure. » Philippe IV, aussi, était moins récalcitrant à la conclusion de ce mariage. Sa jeune femme lui avait donné un fils; son esprit de famille ne s'opposait plus à une

union qui avait l'avantage de cicatriser les plaies faites à son royaume par de si longues guerres. Don Luis de Haro profita des dispositions favorables de son souverain et du ministre de Louis XIV; il envoya le comte de Pimentel à la cour de France. Celui-ci fit entendre à Mazarin que son gouvernement ne serait pas éloigné du projet de mariage; c'était ce que le cardinal avait le plus à cœur. Il se montra donc très-accommodant, et même, craignant que des longueurs pareilles à celles des plénipotentiaires signataires du traité de Westphalie ne fissent échouer la négociation, il ne voulut s'en rapporter qu'à lui du soin de la conduire. Don Luis de Haro pensa de même, et les deux premiers ministres, ou plutôt les vice-rois d'Espagne et de France, désignèrent pour le lieu de leur conférence l'île des Faisans, au milieu de la Bidassoa, rivière qui sépare les deux royaumes.

Au commencement d'août 1659, les deux ministres se trouvèrent au rendez vous. Don Luis de Haro y déploya la plus grande magnificence, et soutint avec dignité et avec succès les prétentions de la cour d'Espagne à la prééminence. Mazarin mit en usage toute sa finesse et cet art

qu'il possédait de poursuivre son but par des détours adroits. Enfin, le 7 novembre, après vingt-quatre conférences, les deux célèbres négociateurs signèrent le traité dit des Pyrénées, complément de celui de Westphalie : il renfermait cent vingt-quatre articles, dont les principaux étaient relatifs au mariage de Louis XIV avec Marie-Thérèse. N'ayant plus rien à redouter de la part des puissances européennes, Philippe IV pensa de nouveau à réaliser son projet favori de recouvrer le Portugal. Cette campagne fut une source de désastres pour l'Espagne, et en 1665, les Portugais remportèrent, dans les plaines de Claros, près de Villaviciosa, une victoire complète, qui assura à tout jamais leur indépendance. Philippe IV, malade alors, n'eut pas la force de supporter ce revers; il mourut le 17 septembre suivant, à l'âge de soixante-un ans, laissant la régence à la reine, sa veuve, pendant la minorité de son jeune fils Charles II.

Cette minorité ne fut pas exempte de troubles. La régente Marie-Anne d'Autriche, d'un caractère faible et frivole, se laissa conduire d'abord par un Allemand, le Père Évrard Nitard, qu'elle avait amené d'Autriche à Madrid, et ensuite par

un favori nommé Fernando de Valenzuela. L'administration mal entendue de ces deux parvenus mécontenta la nation, et la reine se vit forcée de rappeler don Juan d'Autriche, qu'elle avait exilé, et de partager avec lui l'autorité.

Louis XIV, instruit des dissensions qui régnaient à la cour de Madrid, crut le moment favorable au soutien de ses prétentions sur le Brabant et autres provinces des Pays-Bas, bien qu'en épousant Marie-Thérèse il eût renoncé solennellement aux droits de celle ci à la succession de Philippe IV. Peu après la mort de ce prince, il objecta que la possession des Pays-Bas ne pouvait être comprise dans une telle renonciation, parce qu'il existait jadis dans le Brabant un droit appelé de dévolution, en vertu duquel les enfants du premier lit excluaient de la succession les enfants du second, sans distinction de sexe. Or la reine de France, enfant du premier lit, était la seule qui eût survécu à Philippe IV. Louis XIV, pour justifier son ambition, publia un manifeste tendant à faire revivre cette ancienne loi à son profit. En même temps il entrait en Flandre à la tête d'une armée considérable; c'était au printemps de l'année 1667. Le ma-

réchal de Turenne conduisait les opérations. En deux mois, Charleroi, Berghes-Saint-Winox, Ath, Courtray, Douai, Audenarde, Armentières, Lille, tombèrent au pouvoir du roi de France. Ensuite le prince de Condé, s'étant porté vers la Franche-Comté, s'empara de Besançon en janvier 1668, et réduisit bientôt toute la province.

Louis XIV, après plusieurs années de triomphes, pressentant que sa fortune croissante exciterait l'envie et les appréhensions de ses anciens alliés, et qu'ils se ligueraient contre lui, comprit la nécessité de mettre lui-même un terme à ses conquêtes pour les mieux assurer, et préféra entamer les négociations d'une paix dont lui-même dicterait les conditions. Un congrès se réunit donc à Nimègue en 1678, et il fut convenu que l'Espagne cèderait à la France la Franche-Comté et la Flandre française.

Cette paix, peu avantageuse à l'Espagne, suscita contre don Juan de nouveaux mécontentements, dont profitèrent les partisans de la reine mère. Celle-ci, de sa retraite de Tolède, avait l'adresse de faire parvenir des avis à son fils, pour l'encourager à se marier avec l'archi-

duchesse, fille de l'empereur Léopold Ier. Elle espérait acquérir du crédit sur sa jeune nièce, qui, devenue sa belle-fille, lui serait redevable de la couronne d'Espagne. Don Juan pénétra les intentions de son ennemie, et, sous prétexte de cimenter le traité de Nimègue, il proposa au roi la main de Marie-Louise d'Orléans, fille de Monsieur, frère de Louis XIV. Pour obtenir le consentement de Charles II, il lui montra le portrait de cette belle princesse, et recommanda à tous les courtisans qui étaient allés à la cour de France de faire au roi l'éloge de Marie Louise : le projet réussit. Charles II, alors âgé de dix-huit ans, se prit d'une inclination romanesque pour la princesse, et il expédia en Flandre, à don Philippe Spinola, marquis de Los Balbases, un des plénipotentiaires du traité de Nimègue, l'ordre d'aller demander la main de la nièce du roi de France. Cette union fut célébrée le 18 novembre dans la ville de Burgos.

Les premiers soins de Charles II furent de se rapprocher de la reine mère ; mais ni celle-ci, ni la jeune princesse, ne purent, l'une par l'ascendant de sa volonté, l'autre par celui de sa tendresse, déterminer l'indolent Charles II à prendre

lui-même les rênes de l'État. Aussi rien ne se concluait, rien ne s'exécutait; tout semblait plongé dans une léthargie qui ajoutait un nouveau mal à celui du royaume; on n'avait d'espoir que dans un premier ministre. Le choix tomba sur le duc de Medina-Cœli, qui fut loin de remettre de l'ordre dans les finances épuisées. A ce seigneur succéda le comte d'Oropesa, dont l'administration ne satisfit pas davantage les Espagnols. Louis XIV, profitant de l'irrésolution qui régnait à la cour de Madrid, poursuivait le cours de ses conquêtes. Mais la jeune reine Marie-Louise d'Orléans étant morte en 1689, les ministres de Charles II, gagnés par l'Autriche, parvinrent à détacher ce monarque de l'alliance avec la France et à lui faire épouser Anne de Neubourg, sœur de l'impératrice. Cette nouvelle politique ne profita pas à l'Espagne; ses nouveaux alliés ne la secondèrent pas, et les Français, devenus ses ennemis, envahirent l'Aragon et s'emparèrent de Barcelone. Mais Louis XIV, sentant de nouveau la nécessité de s'arrêter lui-même au milieu de ses victoires, consentit à faire la paix, qui fut signée à Ryswick le 20 septembre 1697. Le roi de France convoitait alors pour un de ses petits-

fils l'éventualité de la succession de Charles II. Ce monarque, qui n'avait pas eu d'enfants de ses deux mariages, était dans un état de santé à faire supposer sa fin prochaine. La cour se partagea alors en deux partis : celui de la reine, voué à l'Autriche, et celui de la France, dirigé par le cardinal Porto-Carrero. L'un et l'autre voulaient faire faire au débile monarque un testament dans ses intérêts ; Charles II fit un premier testament, où il appelait à lui succéder le prince de Bavière, neveu d'Anne de Neubourg ; mais ce prince étant mort l'année d'après, en 1699, les intrigues recommencèrent à la cour de Madrid.

La santé de Charles II devenait de plus en plus débile. Ce prince, cédant aux instances des divers conseils de la couronne, surmonta le chagrin que lui donnait le spectacle de tous ces prétendants avides de partager sa succession. Il voulut épargner à ses sujets des divisions qui pouvaient leur être funestes, et se décida à prendre des mesures pour faire cesser, de son vivant, l'incertitude de l'avenir. C'était la première fois, depuis le système gouvernemental établi par Charles-Quint, que la monarchie se trouvait exposée aux épreuves d'un changement de dynastie. Nombre de préten-

dants convoitaient le trône et intriguaient auprès du roi valétudinaire. Le dauphin de France ou sa postérité était en première ligne, comme fils de Marie-Thérèse d'Autriche-Espagne, sœur aînée de Charles II. Louis XIV et Monsieur, son frère, venaient ensuite; tous deux, enfants d'Anne d'Autriche, sœur aînée de Philippe IV, roi d'Espagne, étaient, par conséquent, cousins germains de Charles II. Après eux se présentait l'empereur d'Autriche, fils de Marie-Anne, sœur cadette de Philippe IV. Il était également cousin germain de Charles II; mais il faisait valoir davantage ses droits de chef agnatique de la maison d'Autriche. Enfin le duc de Savoie réclamait à son tour, en qualité d'héritier direct de la sœur de Philippe III d'Espagne, l'infante Catherine, femme de Charles-Emmanuel, duc de Savoie, dit le Grand, et conséquemment comme cousin issu de germain de Charles II.

Quelque temps après la mort de l'électeur de Bavière, le comte d'Oropesa s'était joint à la faction autrichienne dirigée par la reine et l'amirante de Castille, son favori. A la tête de la faction française étaient le cardinal Porto-Carrero, le marquis de Mancera, qui du parti de l'Autriche

avait passé à celui de la France, Rocaberti, inquisiteur général, et le Père Froylandias, confesseur du roi. Des deux côtés on s'était juré une haine mortelle. Aussi le parti opposé à l'Autriche avait-il accueilli, sans trop approfondir, des bruits fâcheux qui avaient circulé sur la personne du roi. Le peuple attribuait la facilité de Charles II à se laisser conduire par Marie de Neubourg et par son favori à certains philtres diaboliques que la reine, l'amirante et le comte d'Oropesa auraient administrés au faible monarque. Comme cette croyance agitait le peuple et s'accréditait encore par l'état du roi qui chaque jour devenait plus alarmant, le cardinal Porto-Carrero, Rocaberti et Froylandias jugèrent qu'il fallait, pour calmer l'irritation publique, user à l'égard du monarque des moyens indiqués par les saints canons, c'est-à-dire de l'exorcisme. Charles II, incapable de résistance, se soumit aux épreuves qu'on exigeait de lui, et qui n'aboutirent à rien, si ce n'est à l'avilissement de la personne royale. Une aventurière, se disant possédée du démon, fut mise en rapport avec le prince; elle affirma que Charles II était ensorcelé, et compromit par son effronterie de hauts personnages. La reine, irritée, persuada

à son époux de renvoyer Froylandias, et il fut remplacé par le Père Nicolas Torrez, dévoué à l'amirante.

Plus tard, Porto-Carrero et ses amis suivirent une marche plus appropriée au mérite de la cause dont ils s'étaient faits les défenseurs. Le cardinal, devenu premier ministre à la suite de troubles suscités dans Madrid, avait obtenu du roi que don Manuel Arias serait réintégré dans le gouvernement du conseil de Castille, qu'il avait possédé avant que le comte d'Oropesa l'eût acquis avec le titre réel de président, et que celui-ci serait exilé, ainsi que l'amirante de Castille. Quant à la reine, elle ne devait plus prendre part à la direction des affaires. Pour donner plus de poids à son opinion, et pour mieux témoigner que le bien de la monarchie seul le dirigeait dans sa conduite, le cardinal engagea le roi à consulter le conseil de Castille sur le choix de l'héritier de la couronne, afin de mieux connaître la justice des droits de chaque prétendant. La majorité opina en faveur du dauphin. L'affaire fut référée aussi aux plus forts jurisconsultes des universités, qui tous se déclarèrent pour la maison de Bourbon.

Charles hésitait encore, il ne pouvait se décider

à priver sa maison de la couronne d'Espagne et de ses riches dépendances; le cardinal Porto-Carrero sut triompher des hésitations du monarque en réunissant un conseil de théologiens, qui, après avoir débattu la question devant le prince, opinèrent que l'héritage de Charles II devait appartenir à l'un de ses neveux de la maison de Bourbon. Dès lors, dit M. Mignet, la résolution la plus nationale triompha chez Charles II. Le 1er octobre 1700, ce monarque dicta son fameux testament, qui déclarait Philippe, duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV et de Marie-Thérèse d'Autriche-Espagne, héritier de la monarchie espagnole. Puis, après un mois de langueur, le 1er novembre 1700, mourut le cinquième et dernier roi de cette dynastie d'Autriche-Espagne que Charles-Quint, son fondateur, avait rendue si glorieuse, et Philippe II si redoutable.

CHAPITRE XIII

DYNASTIE DES BOURBONS.

Arrivée de Philippe V en Espagne. — Coalition européenne contre la France et l'Espagne. — L'archiduc Charles, compétiteur de Philippe V, débarque en Espagne. — Noble conduite de Philippe V. — Il triomphe à Almanza, à Villaviciosa. — Pacification de l'Espagne. — Congrès d'Utrecht. — Abdication de Philippe V. — Il remonte sur le trône. — Il fait le bonheur de ses peuples. — Sa mort. — Ferdinand VI. — Traité d'Aix-la-Chapelle. — Règlements de finances. — Liberté de l'Église espagnole. — Encouragement donné aux arts et aux sciences. — Farinelli. — Mort de Ferdinand VI.

1700-1759.

Le nouveau roi d'Espagne ne tarda pas à prendre congé de son auguste aïeul, qui lui dit en l'embrassant : « Partez, mon fils, il n'y a plus de Pyrénées. » Philippe, accompagné des ducs de Bourgogne et de Berri, s'achemina vers ses nouveaux États. A la frontière, il fit pour toujours ses adieux à ses frères et à la France, et se remit de bonne grâce entre les mains des Espagnols : l'évêque de Pampelune était à la tête de la députation. Philippe fut reçu à Irun, aux acclamations générales, et après avoir visité une

partie de ses provinces du Nord, il fit son entrée dans Madrid, le 18 février 1701, par la porte d'Alcala. Les habitants déployèrent à cette occasion une magnificence extrême. Jamais souverain n'était monté sur le trône sous de plus heureux auspices. Nobles, bourgeois, artisans, se pressaient en foule sur son passage, et témoignaient vivement leur allégresse. Le jeune roi était doué d'une physionomie affable et digne à la fois; il inspirait cet intérêt qui accompagne toujours un prince de dix-huit ans. Sa démarche élégante, ses manières pleines de cette courtoisie exquise qui régnait à Versailles, lui gagnaient tous les cœurs et faisaient oublier la légère déviation de sa taille. Les hommes surtout lui savaient un gré infini d'avoir dépouillé le costume brillant et surchargé de rubans et de brocarts de la cour de Louis XIV, pour prendre le costume sombre et sévère si cher aux Espagnols. Son justaucorps noir était seulement relevé par le collier de la Toison d'Or, qu'il avait reçu, peu de temps auparavant, des mains de don Nicolas Pignatelli, duc de Monteleone, le plus ancien chevalier de l'ordre.

Il se rendit ainsi au Buen Retiro. Ce séjour,



K. Girardet del. Oleszczynski sc.

« PARTEZ, MON FILS, IL N'Y A PLUS DE PYRÉNÉES. »

témoin jadis des pénibles préoccupations de Charles II et des rêveries solitaires de la belle Anne de Neubourg, avait repris une animation nouvelle Tout ce que Madrid avait de plus brillant remplissait les salles du palais ; tous les corps de l'État s'y trouvaient réunis pour saluer roi d'Espagne Philippe V de Bourbon, et la grandesse y avait également de nombreux représentants. Une question de préséance faillit compromettre l'affection que la noblesse espagnole témoignait au nouveau souverain. Philippe, par attachement pour son pays originaire, autant que pour s'assurer l'appui de la France, nécessaire à la consolidation de sa couronne, avait rendu un décret qui accordait aux pairs de France le rang et les prérogatives des grands. L'hidalguia, dont l'attachement à ses priviléges et à son honneur national avait été le plus puissant motif de sa détermination à embrasser la cause du petit-fils de Marie-Thérèse, ne dissimula pas son mécontentement à la publication de cette ordonnance. Philippe se hâta de prévenir les conséquences d'une pareille décision, en obtenant de son aïeul que les grands d'Espagne jouiraient à la cour de France du même rang et des mêmes préro-

gatives que les ducs et pairs de ce royaume. C'était une politique difficile à tenir, que de chercher à complaire tout à la fois à l'Espagne et à Louis XIV.

Ce puissant monarque, en affectant de ne pas vouloir s'immiscer dans les affaires de la Péninsule, était flatté intérieurement de les diriger du fond de son palais. Le cardinal Porto-Carrero avait le grand tort de s'en référer à lui pour tous les cas difficiles, et d'introduire dans les conseils du roi d'Espagne des Français envoyés de Versailles, tels que le financier Orry et le comte de Marsin, ambassadeur de France. Cette sympathie pour ses compatriotes, naturelle à tout prince venu du dehors, laquelle avait été si funeste à Charles-Quint au commencement de son règne, fut aussi préjudiciable à Philippe V. Tel était l'éloignement des Espagnols pour les étrangers, qu'ils voyaient de mauvais œil même les sages mesures prises par Orry, intendant général du trésor royal. Celui-ci, dans la louable intention de mettre de l'ordre dans les finances, voulut corriger les abus invétérés et remédier aux dilapidations des revenus royaux. Élevé dans un pays où l'autorité apportait peu de ménagement à l'accomplisse-

ment de ses vues administratives, il voulut entamer la réforme avec énergie et impartialité; aussi s'aliéna-t-il beaucoup de monde, d'autant plus qu'il s'était arrogé un pouvoir qui éclipsait celui des autres ministres. Les Catalans, les premiers, témoignèrent leur mécontentement; mais l'ordre fut rétabli par l'arrivée de Philippe à Barcelone, où ce prince épousa la princesse Louise de Savoie. L'orage grondait aussi au dehors : les manœuvres secrètes de l'empereur Léopold et la jalousie qu'inspirait Louis XIV firent naître une coalition terrible contre les princes de Bourbon. L'Autriche, l'Angleterre, la Hollande, l'électeur de Brandebourg (depuis premier roi de Prusse), le duc de Savoie et le roi de Portugal conclurent, à la Haye, un traité connu sous le nom de la grande alliance contre la France et l'Espagne. Les Anglais et les Hollandais se chargèrent des hostilités sur mer : commandés par le duc d'Ormond, ils eurent l'avantage en plusieurs rencontres. Ils enlevèrent dans le port de Vigo vingt-trois vaisseaux français ou espagnols qui accompagnaient les galions du Mexique. Le butin s'éleva à plus de 12 millions. D'un autre côté, l'archiduc Charles, second fils de l'Empereur, se présentait

comme le compétiteur de Philippe V. Le 12 septembre 1703, il fut même reconnu solennellement à Vienne en qualité de roi d'Espagne par tous les ministres étrangers, à la réserve du nonce du pape et de l'ambassadeur de Suède. A la tête des armées coalisées, il soutint d'abord avec bonheur ses prétentions illégitimes ; secondé du prince Eugène de Savoie, il combattit en Italie les armées franco-espagnoles, commandées par le duc de Vendôme. Puis, à la suite de succès et de revers balancés, il passa, en 1704, en Angleterre, où il fut traité comme roi d'Espagne. Le gouvernement britannique ayant mis à sa disposition une flotte et un corps d'armée, l'archiduc ne tarda pas à s'embarquer pour la Péninsule. Il aborda en Portugal, et se dirigea aussitôt vers l'Espagne. Ce fut alors que se frappèrent des médailles à son effigie avec cet exergue : « Charles III, par la grâce des hérétiques, roi catholique d'Espagne. » Ce sarcasme décelait un des motifs de l'Angleterre à se mêler aussi chaudement des affaires de la presqu'île ibérienne. Le protestantisme avait à cœur de propager ses doctrines dans une des contrées les plus fidèles au catholicisme. On peut le voir par les dépêches du général de la reine

Anne, milord Galloway, qui s'efforçait de rattacher l'intervention anglaise au grand mouvement des protestants du Languedoc, dirigé par Ravanel et Jean Cavalier. Le maréchal de Villars, en pacifiant les provinces méridionales de France, coupa court à ces négociations. Les actes sacriléges des soldats fanatiques de l'Angleterre apprirent aux Espagnols partisans de l'Autriche le cas qu'on devait faire de ces auxiliaires qui profanaient les églises, attaquaient par l'ironie et l'insulte les pratiques et les croyances catholiques, « au point que, ainsi que le rapporte le marquis de Saint-Philippe, Dieu même, vivant sur nos autels dans l'auguste sacrement de l'Eucharistie, fut foulé aux pieds par ces sacriléges; quelques hérétiques le traitèrent même avec une indignité que notre plume a horreur de décrire. »

Les Anglais, à titre d'alliés du prétendant à la couronne d'Espagne, s'emparèrent de Gibraltar, qu'ils ont toujours conservé jusqu'à nos jours. Puis, en 1705, ayant débarqué l'archiduc Charles sur les côtes de la Catalogne, ils soulevèrent cette province et s'emparèrent de Barcelone. Ces succès enhardirent les mécontents, et Philippe se vit

obligé de se retirer jusqu'au pied des Pyrénées. Le bruit même qui vint à se répandre que ce prince, cédant aux sollicitations de la France, allait quitter le territoire espagnol, devint la cause de nombreuses défections. Les ministres crurent devoir prévenir leur maître que si réellement il abandonnait son royaume, il le perdrait infailliblement. Philippe se rappela l'exemple de son aïeul Henri IV, qui, dans une extrémité semblable à la sienne, aima mieux dans la plaine d'Arques s'exposer aux chances d'un combat, que de passer en pays étranger. Il réunit ses troupes : « Je vous donne ma parole royale, leur dit il, que plutôt que de quitter l'Espagne, je mourrai avec le dernier escadron de cavalerie. » Philippe ne put proférer ces mots sans un attendrissement qui gagna ses soldats. Un événement heureux donna quelque consolation à Philippe. La reine, le 25 août 1707, mit au monde un prince qui fut nommé Ferdinand-Louis, à cause de ses deux illustres aïeux de France et d'Espagne, saint Louis et saint Ferdinand. La naissance de cet infant causa une joie générale ; car ce prince, né en Espagne, devenait une barrière de plus contre les ennemis de son père. Cet événement diminua l'influence

du parti de l'archiduc, et assura les avantages que celui de Philippe V avait retirés de l'éclatante victoire d'Almanza, remportée, le 23 avril précédent, par le maréchal de Berwick sur les Anglais et les Portugais, commandés par le marquis de Las Minas et lord Galloway. Les talents militaires du duc d'Orléans (depuis régent de France), du chevalier d'Asfeld et du marquis d'Avaray, achevèrent de soumettre à Philippe V les royaumes de Valence et d'Aragon. Le duc d'Orléans poussa même jusqu'en Catalogne, et, après onze jours de tranchée, s'empara, le 13 octobre, de la ville de Lérida, qui passait pour l'écueil des plus grands capitaines. Cependant, à l'extérieur, la guerre européenne dite de la Succession de Charles II, au début de laquelle Louis XIV avait paru si formidable, devint pour la France une source de calamités. Le roi de France, réduit à la défensive, avait encore de la difficulté à garder ses frontières. La détresse de ce prince ne lui permettait d'envoyer dans la Péninsule que de faibles secours; aussi les Anglais et l'archiduc Charles luttaient-ils avec avantage dans la Péninsule contre Philippe V. Ce prince fut encore contraint de quitter sa capitale. Sur ces entrefaites, Louis XIV envoya à son

petit-fils, non une formidable armée, mais un général. Telle est la puissance du génie d'un seul homme : Philippe V se trouva bientôt à la tête de trente mille soldats, équipés et enregimentés. Cette fois le péril fait taire toute rivalité et toute susceptibilité nationale. Les Espagnols, qui avaient eu sujet de se plaindre de l'influence de la princesse des Ursins et des autres Français de l'entourage du roi, apprécient unanimement le talent supérieur du duc de Vendôme, et se soumettent sans difficulté à son commandement. Grâce à l'épée de l'illustre capitaine, Philippe rentra dans sa capitale ; puis, sans donner à l'ennemi le temps de se reconnaître, il le poursuivit jusqu'au bord du Tage, et, le 9 novembre 1710, emporta le village de Brihuega, dans la Nouvelle-Castille, où un corps de six mille Anglais et Portugais s'était retranché. Stanhope, leur général, et cinq mille d'entre eux tombent au pouvoir de Philippe V. Le lendemain matin, le monarque et le duc de Vendôme apprennent que Staremberg accourait au secours des Anglais ; ils se portent aussitôt au-devant de lui, et rencontrent les Allemands près du bourg de Villaviciosa. Le duc de Vendôme range en bataille l'armée royale, et remporte une

victoire complète, qui lui mérita le glorieux titre de Restaurateur du trône de Philippe V, et fut suivie de la soumission de l'Aragon. L'avénement de l'archiduc Charles au trône impérial vint aussi contribuer à la pacification de l'Espagne et rendre le repos à l'Europe. Toutes les puissances, qui étaient lasses de la guerre, envoyèrent des plénipotentiaires au congrès tenu à Utrecht en 1712. A la suite de ces conférences, qui réglèrent les intérêts des États européens, Philippe V fut reconnu unanimement comme roi d'Espagne, à condition qu'il renoncerait à la couronne de France pour lui et ses descendants, ce qui fut consenti solennellement par ce prince. Quelque temps après, la reine étant morte, Philippe se remaria à Élisabeth Farnèse, princesse héritière de Parme, dont il eut plusieurs enfants, d'où sortirent les Bourbons de Naples et de Lucques. Ce mariage, négocié par le Parmesan Alberoni, attira cet étranger à la cour de Madrid; il sut gagner la confiance du roi. Mais la mauvaise direction qu'il donna aux affaires et la guerre qui s'ensuivit avec la France lui firent perdre sa faveur. Le régent de France se réconcilia avec Philippe V, et cimenta cette alliance par un pro-

jet d'union entre le jeune roi Louis XV et l'infante Marie-Anne, union qui ne devait pas se réaliser. On pouvait croire que Philippe V allait goûter sans nuages cette paix vers laquelle le portaient la modération de ses goûts et sa bienveillance naturelle ; il n'en fut pas ainsi. Du moment où le repos fut rétabli dans ses États, une sorte de taciturnité s'empara de lui. Les continuelles vicissitudes qu'il avait eu à supporter depuis son arrivée en Espagne l'avaient rendu vieux avant l'âge et désabusé des grandeurs de ce monde ; il éprouva le besoin de la solitude, et le 10 janvier 1724 il se démit de la couronne en faveur de son fils Louis, prince des Asturies ; mais la mort inattendue de ce jeune monarque vint, le 31 août suivant, obliger Philippe V de reprendre le sceptre. Son premier soin fut de convoquer les cortès et de faire reconnaître prince des Asturies son fils Ferdinand, le dernier enfant qu'il avait eu de Marie-Louise de Savoie. Ensuite il s'occupa avec soin de l'administration de son royaume ; il rechercha tous les moyens d'en augmenter la prospérité. Il attira à sa cour le Hollandais Riperda, dont les plans l'avaient séduit. Cet étranger, chargé en 1725 d'aller auprès de

l'empereur négocier un traité d'alliance et de commerce, parvint à terminer les contestations qui depuis longtemps divisaient les deux cours de Vienne et de Madrid; et le 30 août, il signa un traité par lequel l'empereur consentait à ce que les duchés de Parme et de Plaisance fussent assurés à l'un des enfants de Philippe et d'Élisabeth Farnèse, héritière de ces États, et qu'en retour, l'Espagne cèderait à l'Autriche les provinces des Pays-Bas possédées par la branche austro-espagnole jusqu'au règne de Philippe V.

L'étranger Riperda, fait duc et premier ministre à la suite de cette paix, fut bientôt obligé de se retirer devant le grand nombre d'ennemis que lui avait suscités sa rapide fortune. Don Joseph Patino et Orendam, comte de la Paix, lui succédèrent. Ces ministres habiles, surtout le premier, firent bénir par leur bonne administration le nom de Philippe V, et dédommagèrent ainsi ce prince des soucis du trône. Partout la fortune semblait lui sourire. Ses généraux remportèrent en Afrique une victoire éclatante sur les Maures. Son second fils, don Carlos, après de brillants succès militaires, avait consolidé les droits de la nouvelle dynastie d'Espagne sur les États napoli-

tains. Un traité fut signé à Vienne le 3 octobre 1735, par lequel ce même don Carlos fut reconnu roi des Deux-Siciles.

Le 8 janvier 1737, les plénipotentiaires de l'empereur Charles VI et des rois d'Espagne et des Deux-Siciles se réunirent de nouveau à Pontremoli, en Toscane, pour terminer les différends des trois couronnes. L'empereur abandonna définitivement Naples et la Sicile à l'infant don Carlos, et ce prince, ainsi que son père, renonça à ses droits sur les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla. Enfin, l'année suivante, ce traité reçut une dernière ratification à Vienne, à l'occasion du mariage de don Carlos avec la princesse Marie de Saxe, fille d'Auguste III, roi de Pologne.

Dès lors Philippe V, tranquille sur l'avenir de ses enfants, pouvait, à l'ombre de la paix, travailler selon ses désirs à la prospérité de ses États. Malheureusement, il ne fut pas maître de dissiper cette mélancolie qu'avait jadis imprimée en lui la mauvaise fortune. Ses principes religieux l'empêchèrent d'être ébloui des grandeurs dont il avait appris à connaître le néant; aussi était-il préparé à quitter la terre quand son heure

fatale vint à sonner, le 9 juillet 1746. Sa mort arracha des larmes sincères aux Espagnols ; il avait mérité leur estime pendant sa vie par son administration juste et éclairée, et reçut d'eux le nom de Courageux pour sa bravoure dans les combats.

Ferdinand VI, prince d'un naturel bienveillant et de mœurs douces et pures, à qui on ne pouvait reprocher qu'un peu de faiblesse et d'irrésolution, comme à son père Philippe V, avait pour unique ambition de rendre ses peuples heureux. Sa première pensée fut de mettre de l'ordre dans les finances, et il acquitta les dettes que les grandes guerres du règne précédent avaient fait contracter à l'État.

Son amour du repos le fit accéder facilement aux conditions de paix d'Aix-la-Chapelle, dont les préliminaires furent signés le 30 avril 1748. Ce traité termina la guerre dite de la Succession de Charles VI, et rétablit le calme général. Louis XV venait de rendre à la maison de Bourbon sa prépondérance en Europe, à la suite des victoires de Fontenoy, gagnée sur les Anglais (1745) ; de Rocoux, sur les Autrichiens (1746) ; de Lawfelt, sur le duc de Cumberland (1747), et des prises de Berg-op-Zoom et de Maestricht (1747-1748).

Il déclara, par l'organe du marquis de Saint-Severin, son ambassadeur, qu'il voulait faire la paix en roi; et avec une générosité digne d'un vainqueur, il ne demanda rien pour lui, mais tout pour ses alliés. Marie-Thérèse ne fut reconnue héritière de l'empereur Charles VI, son père, et son époux, le grand-duc de Toscane, François de Lorraine, empereur d'Allemagne, que sous les conditions suivantes: on cèderait la Silésie et le comté de Glatz au roi de Prusse, et les Bourbons d'Espagne obtiendraient la possession définitive des États d'Italie en litige. Ainsi Ferdinand VI, avec l'appui de la France, fit assurer à don Carlos, son frere, et à ses héritiers, le royaume des Deux-Siciles: toutefois, sous la clause expresse, déjà formulée dans les traités précédents, que jamais cette couronne ne pourrait être réunie à celle d'Espagne; puis il obtint les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, pour don Philippe, son second frère. Ce prince y avait droit du chef de sa mère, Élisabeth Farnèse, héritière de ces États, lesquels devaient retourner à la maison d'Autriche si l'infant ou sa postérité montaient sur le trône d'Espagne ou sur celui de Naples.

Ferdinand VI conserva les anciens ministres de son père, Laquadra, marquis de Villarias, et Zeno, marquis de l'Eusenada. D'après leurs conseils, il poursuivit la réforme des finances. Sur les représentations de ses peuples, qui souffraient beaucoup des vexations des fermiers, il changea ce mode de perception en usage sous la dynastie d'Autriche, et mit en régie les impôts de l'Espagne, d'après le plan sagement conçu par Campillo, l'un des derniers et des plus habiles ministres de Philippe V.

Les libertés de l'Église espagnole furent aussi l'objet de la sollicitude de Ferdinand VI, et, en 1753, l'abbé Figueroa, habile négociateur, régla avec le saint-siége le concordat qui conciliait les intérêts du clergé avec ceux de la papauté, et confirmait à la royauté la nomination à tous les grands bénéfices de la monarchie. L'unique pensée du souverain était donc de ramener le repos et la prospérité au sein de ses États, tant éprouvés sous le règne précédent. Aussi, quand, en 1756, la guerre se ralluma entre la France et l'Angleterre, il refusa d'y prendre part. Aucune des branches de l'administration ne fut négligée par Ferdinand VI. Il fit fleurir les sciences et les

arts, pour lesquels il avait un goût prononcé; il fonda une académie royale de peinture, de sculpture et d'architecture, et établit des institutions gratuites en faveur de ses sujets. Il plaça la justice sous sa surveillance immédiate, et souvent il usa du droit de grâce, et fit naître le repentir dans le cœur du criminel. Pour mieux s'éclairer, il consacrait deux jours de la semaine à écouter les réclamations de ses sujets.

Le bonheur dont Ferdinand VI les faisait jouir et les bénédictions dont son nom était entouré auraient dû préserver ce prince de l'atteinte d'un mal qui semblait inhérent au trône d'Espagne. Néanmoins, une mélancolie encore plus sombre que celle de son père s'empara de lui. Au fond de son palais du Buen-Retiro, il ne pouvait trouver aucun remède à l'affection qui minait sa santé et affaiblissait son esprit. Marie-Barbe de Portugal, sa femme, recourut alors à Farinelli, le grand chanteur, dont le talent fameux dans toute l'Europe avait apporté quelque adoucissement à la morosité de Philippe V. Ferdinand en obtint un semblable soulagement. Les accords harmonieux ont toujours eu une influence salutaire sur les intelligences maladives. Le charme puissant de la

voix de Farinelli dissipait les nuages qui obscurcissaient la raison du souverain. Farinelli ne put qu'alléger les souffrances et non prolonger les jours de Ferdinand VI. Ce prince, miné par une maladie de langueur, succomba le 10 août 1759, à l'âge de quarante-six ans, sans laisser de postérité. Les qualités de son cœur lui méritèrent le surnom de Sage.

CHAPITRE XIV

Charles III. — Pacte de famille. — Paix de Paris. — Fondation d'établissements publics — Écoles militaires. — Développement donné à la marine. — Hostilités contre l'Angleterre. — Guerre dite d'Amérique. — Paix générale. — Charles IV et sa femme Louise de Bourbon. — Leurs caractères. — Intrigues de cour. — Manuel Godoï — Guerre contre la France. — Traité avec Napoléon Bonaparte. — Celui-ci, devenu empereur, convoite le trône d'Espagne. — Abdication de Charles IV en faveur de son fils Ferdinand.

1759-1808.

Charles de Bourbon, roi de Naples, succéda à son frère Ferdinand VI sur le trône d'Espagne, et abdiqua en même temps la couronne des Deux-Siciles en faveur de son fils puîné. Charles III avait alors quarante-trois ans, et ne se présentait pas sans antécédents glorieux à ses nouveaux sujets d'Espagne. En plusieurs occasions il avait donné des preuves de ses talents militaires, entre autres en Italie, à la bataille de Bitonto, dont le succès assura la possession du royaume des Deux-Siciles à la maison de Bourbon. Son habile administration, pendant les vingt-quatre ans qu'il avait occupé le trône de Naples, offrait aux Espagnols

une garantie pour l'avenir de leur pays. Ceux-ci savaient aussi bon gré à Charles d'avoir abandonné pour eux un pays si beau, où il était si justement aimé. Le nouveau roi prit donc les rênes du gouvernement espagnol sous les plus heureux auspices, et réalisa en grande partie les espérances qu'on avait conçues de lui. Son premier soin fut de travailler à l'accomplissement de la grande pensée de son aïeul Louis XIV, en concluant, le 15 août 1761, un traité avec les princes de Bourbon, souverains de France, de Naples et de Parme. Cette alliance, connue sous le nom de *Pacte de famille*, assurait à chacun aide et appui réciproques, et déclarait ennemi des puissances contractantes quiconque le deviendrait de l'une d'entre elles. Charles se montra le vrai petit-fils du grand roi par l'empressement qu'il mit à se joindre à son cousin Louis XV pour combattre l'Angleterre.

Cette lutte fut plus profitable aux Anglais qu'à leurs adversaires; ils s'emparèrent de la Havane et de Manille. Alors, dans l'espoir d'une diversion favorable, une armée espagnole envahit le territoire portugais, pendant que les forces de la France triomphaient de celles de l'Angleterre dans les

plaines de l'Allemagne. De part et d'autre, on en vint à désirer la paix. Les préliminaires furent signés à Fontainebleau le 3 novembre 1762, et ratifiés à Paris le 10 février suivant. Ainsi finit la guerre dite de Sept ans, qui avait commencé entre la France et l'Angleterre, et dont celle-ci retira le plus d'avantages; car si elle restitua à Louis XV la Guadeloupe, Marie-Galante, la Désirade, la Martinique et Belle-Isle, elle se fit concéder l'Acadie, le Canada et le cap Breton. L'Espagne fut mieux traitée; elle recouvra l'île de Cuba, les Philippines, et ne perdit dans cette guerre que la Floride, dont elle reprit même possession en 1783. Éclairé par l'expérience, Charles, aussitôt après la conclusion de la paix, fit fortifier le port de Cavite, au fond duquel est Manille, capitale et siége du gouvernement des Philippines, et multiplia les points de défense propres à mettre désormais ses principales colonies à l'abri d'un coup de main de l'Angleterre. Les soins de la politique extérieure n'empêchèrent pas le roi d'améliorer les autres branches de son gouvernement. Charles, sans posséder une grande capacité politique, était doué d'un jugement sain, d'une fermeté prudente, et surtout de cet esprit

de discernement qui lui faisait presque toujours appeler les hommes de talent à la direction des affaires. Les comtes de Florida-Blanca et de Campomanes, nés l'un et l'autre d'humbles parents, durent à leur mérite la haute faveur dont ils jouirent sous Charles III. Ce prince sut conserver l'affection de ses sujets, qu'auraient pu compromettre des mesures souvent impopulaires, en opérant des réformes utiles dans l'administration de la justice, la perception des impôts et la fixation des taxes. Il flatta aussi l'orgueil national, en fondant un grand nombre d'établissements que l'Espagnol de nos jours montre encore avec une juste fierté. Il fit transporter à Guadalaxara la grande fabrique de drap de San-Fernando, fondée en 1718, par le cardinal Alberoni, qui l'avait placée sous la direction du fameux Riperda. Charles donna une plus grande extension à cette manufacture, en établissant sur les lieux mêmes des ateliers propres à la confection de tout ce qui était nécessaire à la façon des draps, et en procurant aux campagnards des Castilles, comme aliment continuel de travail, la préparation et le filage de la laine destinée à Guadalaxara. Il rendit la prospérité à la manufacture d'armes

blanches de Tolède, si célèbre par la trempe et la solidité de ses produits. Il perça des routes, fit ouvrir les canaux d'Aragon et commencer celui du centre de l'Espagne, qui, des montagnes de Guadarrama, devait aboutir au Tage, puis au Guadalquivir, au-dessus d'Andujar.

La prévoyance de Charles III ne s'inquiéta pas seulement d'augmenter les ressources de l'État, elle s'étendit aussi aux moyens de le défendre et de soutenir dignement l'honneur du nom espagnol. Ce prince s'aida des lumières du comte de Gazola, noble italien, du général Ricardos, des Français Gauthier et Maritz, et surtout des conseils du comte Alexandre O'Reilly, catholique irlandais passé au service de l'Espagne. Il créa une école d'artillerie à Ségovie, une d'ingénieurs constructeurs pour la marine à Carthagène, une de cavalerie à Ocana, sous la direction du général Ricardos, et une de tactique à Avila, que le comte O'Reilly fit ensuite transporter au port Sainte-Marie, quand il fut nommé commandant général de l'Andalousie et gouverneur de Cadix. Cet officier, qui avait servi longtemps en France et en Allemagne, contribua beaucoup à introduire dans l'armée espagnole la discipline de ces pays et à

former l'infanterie aux nouveaux exercices des troupes allemandes. Charles III s'appliqua à donner à la marine un nouveau développement; il comprenait qu'à mesure que la monarchie espagnole perdait de ses possessions européennes, sa destinée dépendait de ses forces maritimes. Cette pensée, que fait naître l'aspect seul de la topographie de la Péninsule, se fortifiait chez Charles de la haine qu'il nourrissait contre l'Angleterre, puissance qu'il reconnaissait comme la rivale de l'Espagne. Le projet qu'il avait le plus à cœur était de reprendre aux Anglais Gibraltar, ce chancre de son royaume, comme il le disait; et quand, en 1778, Louis XVI eut déclaré la guerre à la Grande-Bretagne, Charles n'hésita pas à tenir ses engagements, imposés par le *Pacte de famille*. Le sujet des hostilités était, d'une part, la reconnaissance de l'indépendence américaine, et de l'autre, les violences commises par les Anglais sur plusieurs bâtiments de commerce français. Vainement le cabinet de Saint-James voulait-il justifier sa conduite en la représentant comme une juste représaille de la part qu'avaient prise, dans la révolte de ses colonies d'Amérique, quelques jeunes Français, au nombre desquels se

trouvait le marquis de Lafayette, bien que cet acte isolé d'enthousiasme ne pût être considéré comme une agression nationale. Le comte de Florida-Blanca, aussi partisan des idées nouvelles que les ministres de Louis XVI, contribua également à arrêter la détermination de son maître. Celui-ci, dont l'âme généreuse s'était laissé séduire aux déclamations philosophiques alors en vogue, entra dans cette guerre faite au nom de l'humanité et de l'intérêt commun de la France et de l'Espagne.

Le 25 juin 1779, la flotte de Charles III, ayant rallié dans l'Océan celle de Louis XVI, va bloquer Gibraltar; mais bientôt ces forces navales sont obligées de se diviser pour aller dans la Manche et dans les mers d'Amérique combattre les Anglais, qui menaçaient les colonies espagnoles; l'escadre laissée devant Gibraltar continua le blocus sans succès. Un combat terrible eut lieu devant Cadix, le 8 janvier, 1780, entre les Espagnols, commandés par don Juan de Langara, et les Anglais, du double supérieurs en nombre, sous les ordres de l'amiral Rodney. Le mauvais temps rendit la victoire indécise; toutefois l'amiral anglais parvint à ravitailler Gibraltar, sur le point de se rendre

aux Espagnols. Ceux-ci, en 1781, furent plus heureux dans les parages du Nouveau-Monde. Au mois de mai, ils reprennent Pensacola, capitale de la Floride, et recouvrent cette précieuse colonie. Quelque temps après, Charles III concentre sa flotte sur les côtes d'Espagne, dans la vue d'enlever aux Anglais Minorque et Gibraltar. Le 23 août, le duc de Crillon, général au service de l'Espagne, débarque douze mille hommes dans l'île de Minorque, s'empare de Port-Mahon et rend l'île à ses anciens possesseurs. Charles, animé par ce succès, tourne alors toutes ses forces contre Gibraltar, dont la prise est l'objet constant de sa pensée. Le 15 août 1782, le blocus de cette place est converti en un siége régulier. Quarante vaisseaux de ligne espagnols et français battent en brèche la citadelle anglaise. Enfin, le 13 septembre, le duc de Crillon ordonne un assaut général. A dix heures du matin, un feu terrible s'engage des deux côtés; vers la fin du jour, l'artillerie de la place ne se faisait presque plus entendre. Tout portait à croire que le gouverneur Elliot allait capituler, quand une bombe perdue vint se loger dans la poudrière d'un vaisseau des assiégeants. Le bâtiment éclate au milieu de la

nuit, et communique le feu autour de lui; le vent et la tempête qui s'élèvent, pour surcroît de malheur, augmentent le désordre et les périls. La flotte de Charles III se disperse, et les Anglais conservent Gibraltar.

Cependant la Grande-Bretagne fut à la fin obligée d'entamer des négociations de paix, à la suite des avantages marqués qu'avaient obtenus sur elle les amiraux français de Suffren, de Bougainville, de Grasse, de Lamothe-Piquet, de Vaudreuil, et surtout après le triomphe éclatant d'York-Town, remporté par le comte de Rochambeau et le général Washington, qui, le 19 octobre 1791, contraignit lord Cornwallis à capituler et à se rendre prisonnier de guerre avec toute l'armée anglaise. Après bien des protocoles qui n'avaient pas fait suspendre les hostilités, les plénipotentiaires, réunis à Paris, signèrent, le 30 novembre 1782, les préliminaires de la paix, conclue définitivement le 3 septembre de l'année suivante. L'Angleterre reçonnut l'indépendance de l'Amérique du Nord, et pour concilier les intérêts des divers partis, les contractants s'écartèrent peu des bases du traité de 1763. Charles III réclama vainement Gibraltar, les Anglais éludèrent

toujours cette importante question; mais, afin de ménager la patience du monarque espagnol, ils se désistèrent de leurs prétentions sur la Floride et l'île de Minorque. Ils confirmèrent cette renonciation dans l'arrangement de Londres, de 1786, et n'obtempérèrent pas davantage aux instances de Charles III au sujet de Gibraltar. Ce prince ne vécut pas assez pour rentrer dans une place dont il jugeait avec raison la possession aussi utile à l'avenir de la Péninsule que l'avait été la reprise de Grenade par les rois Ferdinand et Isabelle. Cette prévision avait plus influé sur la coopération de Charles III dans la guerre de l'indépendance américaine que sa sympathie pour les insurgés et pour les principes émis par eux et par leurs prosélytes d'Europe. L'âge et l'expérience avaient fait reconnaître au monarque le danger et les fréquentes déceptions des doctrines nouvelles. Aussi, après la reconnaissance des États-Unis par l'Angleterre, il ne voulut pas conclure de traité avec les rebelles de l'Amérique du Nord, de peur que leur exemple ne fût contagieux pour ses propres colonies. Charles III eut le sage esprit de professer aussi un grand respect pour les libertés de ses sujets, et lorsque, le 14 décembre 1788, la mort vint le

frapper, à l'âge de soixante-douze ans, on le vit pour la dernière fois recommander à Charles, son fils, le respect des lois et des priviléges de ses sujets, s'il voulait qu'à leur tour ceux-ci respectassent les droits de sa couronne.

Charles IV, d'un caractère emporté et fantasque, sans volonté, bien qu'il eût atteint sa quarantième année, ne fit que passer, en montant sur le trône, de la domination de son père sous celle de Louise de Bourbon-Parme, sa cousine, qu'il avait épousée. Cette princesse avait un naturel impérieux et des passions violentes; le royaume et le souverain allaient donc être livrés à ses coupables et funestes caprices. Le couple royal continua le pouvoir au comte de Florida-Blanca, dont il appréciait les talents et surtout la fermeté. Ce ministre, instruit par le maniement des affaires et des hommes, effrayé de l'extension désordonnée que prenaient en France les utopies philosophiques, était revenu de son penchant pour les innovations. Les progrès que la démagogie faisait de l'autre côté des Pyrénées l'engagèrent à conseiller à son souverain de mettre une digue entre elle et la Péninsule. Les décrets les plus sévères furent rendus contre les propagandistes

de France, et l'on prohiba les journaux, les pamphlets, comme autant de ferments révolutionnaires.

Les événements de France marchaient avec la rapidité d'un corps qui, dans sa chute, augmente de vitesse à mesure qu'il approche de son but. A la nouvelle de l'arrestation de Louis XVI à Varennes, le 22 juin 1791, le comte de Florida-Blanca jugea nécessaire de faire une démonstration armée qui devait servir à la fois à garantir les frontières de la contagion et à imposer au parti qui détenait prisonnier le malheureux prince. Mais la révolution française avait des agents secrets à Madrid; ceux-ci mirent tout en jeu, jusqu'aux passions de la reine Marie-Louise. Le fidèle serviteur des rois paya cher son attachement à leur cause; sur des accusations sans fondement, il fut enfermé dans la citadelle de Pampelune, et le comte d'Aranda, ancien ministre disgracié de Charles III, porté par la faction française, hérita non-seulement du portefeuille de Florida-Blanca, mais encore de ses biens confisqués. La faveur du nouveau *privado* ne fut pas de longue durée : la mobilité et le caprice sont le propre des cours et des factions. Le

comte d'Aranda dut bientôt céder la place à un favori qui s'était insinué dans les bonnes grâces de la reine, dont l'autorité avait fini par éclipser complétement celle du roi.

Manuel Godoï, sinon plus habile, du moins plus heureux, devait fixer l'inconstance des penchants de la compagne de Charles IV, et exercer ainsi sur les destinées de ses maîtres et sur celles de l'Espagne cette influence qui leur devait être si funeste. Au mois de novembre, le jeune garde du corps, qui avait attiré l'attention de la reine d'Espagne par les agréments de sa personne et par le charme de sa voix, mariée aux accords de la guitare, fut élevé au poste de premier ministre, avec le titre de duc de la Alcudia. Soit conviction, soit intérêt, il suivit une politique opposée à celle du comte d'Aranda. Par l'intermédiaire d'Ocariz, ambassadeur d'Espagne à Paris, il fit d'énergiques protestations contre la détention de la famille royale, renfermée au Temple. D'après ses ordres, Ocariz distribua plus de trois millions de francs aux membres les plus influents de la Convention pour sauver la vie de Louis XVI; rien ne put conjurer le malheur qui menaçait la dynastie des Bourbons de France. Le

21 janvier 1793, le chef de cette maison subit son martyre avec la résignation des premiers chrétiens. Charles IV sortit alors de la ligne de neutralité où jusque-là ses ministres l'avaient retenu. L'exécution régicide faite à Paris arracha aussi un cri de réprobation à toute l'Espagne; la nation spontanément prit le deuil, et courut aux armes avec enthousiasme à l'appel de son souverain. On vota à l'instant soixante-treize millions de dons gratuits, qui facilitèrent les moyens de venger le meurtre juridique de l'infortuné cousin de Charles IV. La guerre fut donc déclarée à la France; mais les succès ne répondirent pas à l'élan des Espagnols. La France n'en retira pas non plus des avantages marqués. Caro et Urrutia soutinrent dignement la lutte contre Dugommier et Pérignon; mais don Ventura Caro ayant été remplacé par le comte de Colomera et le prince de Castel-Franco, la victoire abandonna les armes espagnoles, et le général Moncey, qui commandait alors les troupes françaises, s'empara du Guipuscoa, de la Biscaye, de la Navarre, et pénétra jusqu'au sein de la Vieille-Castille. Le tocsin sonna aussitôt dans tous les villages de la Péninsule. Les Espagnols, exaspérés à la vue des

baïonnettes étrangères, étaient résolus à tout, quand la nouvelle se répandit que la paix venait d'être signée à Bâle entre la république française et le gouvernement espagnol. Depuis plusieurs mois, les représentants de la France et des puissances belligérantes avaient entamé des négociations. La Prusse, la première, était entrée en arrangement avec la nation qui était mise au ban des autres. Le roi d'Espagne se montrait le plus intraitable; il exigeait l'élargissement du jeune Louis XVII, détenu au Temple, et la concession des provinces françaises limitrophes de la Péninsule pour en former un royaume à son parent, sous le nom de souveraineté d'Aquitaine. La France refusa de souscrire à de pareils engagements. La mort du fils de Louis XVI vint lever tous les obstacles; et, le 22 juillet 1795, les plénipotentiaires Barthélemy et don Domingo de Yriarte signèrent à Bâle un traité entre la France et l'Espagne. Bien que cette paix coûtât à cette dernière puissance la portion de l'île de Saint-Domingue cédée à la première, Godoï, qui avait contribué à ce premier pacte conclu entre un Bourbon et la république française, s'en fit un mérite aux yeux de son maître, qui le créa prince

de la Paix, grand d'Espagne, grand amiral et généralissime de ses troupes de terre.

Le favori, enivré de la haute puissance qu'il venait d'acquérir à l'occasion de sa conduite envers la France, flatté aussi des éloges perfides que lui adressait le Directoire, adopta dès lors cette politique qui devait être si fatale aux Bourbons d'Espagne, et par contre-coup à la monarchie tout entière. La Péninsule, devenue l'alliée de la France révolutionnaire, au lieu de ce repos qu'elle avait cru acheter, se vit entraîner malgré elle dans des guerres désastreuses, entreprises contre les nombreux ennemis que le gouvernement anarchique de France s'était faits par ses insultes et ses provocations. L'attachement aveugle que Charles IV avait pour son favori le faisait souscrire à des actes que sa conscience lui reprochait dans le fond; depuis longtemps il avait abandonné à sa femme et à son ministre le timon des affaires, et il était trop faible pour le ressaisir. Humilié peut-être du rôle que lui faisaient jouer ces deux personnages, lassé aussi des intrigues qui désolaient son intérieur, sans cesse troublé par des scènes pénibles entre l'infant Ferdinand et sa mère, et ne se sentant pas la force de mettre un

terme à tous ces scandales, il chercha la solitude et reprit les goûts de sa jeunesse. Il ne s'occupa plus que de la chasse et des arts, particulièrement de la musique.

Le prince de la Paix, qui venait de s'allier au sang royal en épousant la fille de l'infant don Louis-Antoine, fut alors le véritable maître de la monarchie. Il prit une garde d'honneur, et, sans s'inquiéter de la honte qui pouvait en rejaillir sur son auguste bienfaiteur, il voulut convaincre l'Europe de l'étendne de sa puissance : il se fit donner le titre de *Jefe de palacio* (maire du palais), rappelant ainsi les grands feudataires de la couronne de France, qui régnaient au nom des rois fainéants. Mais le moment approchait où l'étoile du favori allait s'effacer devant l'astre éclatant qui devait éblouir le monde. Napoléon Bonaparte, à la suite du 18 brumaire (10 novembre 1799), venait de saisir ce pouvoir dictatorial devant lequel bientôt tous les potentats de l'Europe allaient s'incliner en servant même d'instruments à l'accomplissement de ses gigantesques projets.

D'abord le premier consul, fort occupé du côté de l'Allemagne et de l'Italie, pensa à renouveler

la paix avec la cour de Madrid. Le général Berthier, l'ambassadeur, dont les instructions étaient de flatter les espérances ambitieuses de Godoï, s'acquitta de sa mission avec un plein succès. Il signa avec le maire du palais un traité par lequel l'infant de Parme, gendre du roi d'Espagne, aurait la possession de la Toscane, érigée, à cette occasion, en royaume d'Étrurie. La cour de Madrid, en reconnaissance, entrait dans une alliance offensive et défensive contre les ennemis de la France. C'était le but que voulait le premier consul. Il avait la conviction que la puissance la plus hostile à son pays était l'Angleterre, et qu'il fallait la combattre sur tous les points soumis à son influence. Le Portugal était ce qu'il a toujours été depuis longtemps, une province inféodée à la Grande-Bretagne. Bonaparte jugea que si les Anglais n'en étaient expulsés, ils étendraient tôt ou tard leur étrange protectorat sur toute la Péninsule. Le gouvernement de Charles IV n'était pas de force à leur résister. Le premier consul pensa qu'il devait prendre l'initiative, et, pour s'assurer l'appui des Espagnols, il les compromit à l'égard de l'Angleterre, en les opposant à elle sur le territoire du Portugal. Le régent de cet État était

pourtant le gendre de Charles IV; il n'avait rien fait pour s'attirer son ressentiment. Le prince de la Paix, à la tête d'une armée considérable, s'empare de l'Alentejo, province limitrophe de l'Espagne. Le gouvernement portugais s'empresse d'entrer en arrangement avec le maire du palais. Ce dernier n'avait pas encore appris à connaître le premier consul; il crut pouvoir impunément se jouer de lui, et conclut avec le prince de Portugal, sans le concours de la France, un arrangement destiné seulement à satisfaire son ambition personnelle.

A cette nouvelle, Bonaparte, qui avait réuni un corps d'armée considérable sur la frontière des Pyrénées, rassuré au nord et à l'est de la France, à la suite des victoires de Marengo et de Hohenlinden, parla avec ce langage de maître qui commençait à lui être familier. Lucien, son frère et son ambassadeur à Madrid, témoigna hautement la juste indignation du premier consul, qui était prêt, disait-il, à pénétrer en Espagne à l'instant, si on ne lui faisait pas une réparation éclatante. Charles IV, en bon Espagnol, redoutait fort une occupation étrangère; il chargea le prince de la Paix de conjurer la colère du chef

du gouvernement français. Godoï s'y prêta d'autant plus volontiers, que des offres avantageuses lui étaient faites par l'ambassadeur du premier consul. Un nouveau traité fut signé à Badajoz. Le Portugal donnait vingt-cinq millions à la France, lui cédait une partie de la Guyane, et s'engageait à rompre toute relation avec l'Angleterre. Quant à l'Espagne, elle paya de la perte de la Louisiane la forfanterie et la cupidité du ministre souverain. Cette colonie, que recouvrait la France, ne devait pas rester longtemps en sa possession; Napoléon, plus tard, craignant de ne pouvoir la conserver, crut plus avantageux de la céder aux États-Unis d'Amérique au prix de quatre-vingts millions. Ces événements eurent pour l'Espagne l'inconvénient d'apprendre à Bonaparte le peu de cas qu'il devait faire de l'alliance du pusillanime gouvernement de Charles IV.

Ce prince se trouvait dans une position des plus critiques; la discorde désolait l'intérieur de sa famille, et ses peuples se trouvaient épuisés par les sacrifices sans nombre qu'exigeait le redoutable allié qui s'était imposé à eux. L'échec terrible que le 21 octobre 1805 l'escadre anglaise, commandée par l'amiral Nelson, fit essuyer à

Trafalgar, près de Cadix, aux flottes combinées de la France et de l'Espagne, sous les ordres de l'amiral Villeneuve, acheva de ruiner la marine espagnole et de jeter la confusion et la détresse dans le royaume. L'indignation devenait générale contre le favori; mais l'attachement naturel que l'habitant de la Péninsule porte à ses rois, la compassion qu'inspirait Charles IV, contenaient l'explosion. Les mécontents avaient besoin d'un centre d'action et d'un grief national pour réunir toutes les animosités soulevées dans le royaume. L'occasion ne devait pas tarder à se présenter. Le prince de la Paix, suspecté avec raison d'être vendu à la France, aurait bien voulu pouvoir se détacher de son allié, et s'il faisait tout haut des protestations de dévouement, il désirait au fond de son cœur que la fortune désertât les drapeaux du nouvel empereur des Français; mais l'heure avait sonné pour Godoï, et n'était point encore venue pour le grand capitaine. Loin de là, la gloire des armes de Napoléon rayonnait alors de tout son éclat. Les victoires d'Austerlitz, sur les armées russe et autrichienne, commandées par leurs empereurs eux-mêmes; d'Iéna et d'Awerstadt, qui rendaient le roi de Prusse vassal de la

France; et d'Eylau, qui faisait du triomphateur l'arbitre de l'Europe, achevèrent d'exalter sa confiance dans sa destinée. Moderne Charlemagne, il ne connut plus de bornes à sa puissance, que celle qu'il voulait bien y mettre lui-même. Sa dernière victoire de Friedland, sur les Russes, venait de lui ouvrir les frontières de l'empire du czar. Alors il regardait la Russie comme l'alliée naturelle de la France. Les intérêts différents de ces deux puissances, situées aux extrémités opposées de l'Europe, ne pouvaient faire naître entre elles aucune funeste rivalité La France savait que c'était des Indes occidentales que devaient jaillir pour elle les sources de la prospérité; la Russie, les yeux tournés vers l'Orient, comprenait que c'était de ce côté qu'elle trouverait le développement de sa grandeur future. L'Europe, resserrée entre ces deux colosses, en aurait ressenti inévitablement la double influence.

Napoléon, en vue de ces vastes combinaisons, propose lui-même une suspension d'armes aux vaincus. L'autocrate et lui conviennent d'une entrevue; elle a lieu, le 25 juin 1807, à Tilsitt, dans un pavillon dressé au milieu du Niémen. Là, l'empereur de l'Occident et celui de l'Orient,

animés tous les deux d'une égale haine contre l'Angleterre, projettent de la réduire à son île seule, et se partagent la suzeraineté du monde civilisé. Tout l'est de l'Europe, depuis la mer du Nord jusqu'aux parages de la Grèce et de l'Égypte, passerait sous la dépendance du czar; et l'Empereur des Français, respectant le territoire de la Prusse et de l'Autriche, devenues des États secondaires, étendrait sa puissance depuis le Texel jusqu'aux mers de Sicile et d'Afrique. Napoléon, qui, comme Louis XIV, avait le sentiment de la grandeur, voyait se réaliser ses projets sur l'Espagne et sur l'Italie. Comme Louis XIV, il savait que, dans l'intérêt de son empire, il devait implanter les rameaux de sa race sur les trônes de Naples et de Madrid. La politique du grand roi du XVIIe siècle lui semblait la seule bonne à suivre pour ruiner la puissance de l'Angleterre, dont étaient plus ou moins tributaires les divers royaumes méridionaux, pour rattacher d'utiles alliés à la France, et pour assurer à la famille des Bonaparte une puissance durable que fortifierait plus tard un nouveau pacte, semblable à celui qui unissait les membres de la maison de Bourbon.

Le monarque français, sûr de l'appui de la Russie, songea à mener à bien ses projets sur l'Espagne. Les dissensions qui, à la fin de 1807, éclatèrent à Madrid, devaient le seconder merveilleusement. D'abord, il chercha à expulser entièrement les Anglais de la Péninsule. Pour y parvenir, il fallait leur fermer les portes du Portugal. Napoléon raya ce royaume des États souverains de l'Europe, en le réunissant à l'Espagne; puis il s'assura du concours du prince de la Paix en se l'attachant par l'intérêt. Le 26 octobre, Izquierdo, l'envoyé d'Espagne, ou plutôt du maire du palais, signa à Fontainebleau, avec le général Duroc, le fameux traité rédigé par le prince de Talleyrand, qui ne fut divulgué qu'après les malheureux événements qu'il devait amener. Le Portugal se trouvait morcelé; une part en était donnée au prince de la Paix à titre de souveraineté héréditaire des Algarves. Ce ministre, qui, par de coupables menées, étendait sa fortune, songeait aussi à lui donner des bases solides Il proposa à don Ferdinand, prince des Asturies, d'épouser la seconde fille de l'infant Louis-Antoine, sœur de sa femme. De cette façon, devenu beau-frère du roi, il aurait pu mettre sa puissance à l'abri

de toute fâcheuse éventualité. L'héritier du trône, malgré la faiblesse de son caractère et son inqualifiable résignation à supporter les injustes traitements exercés contre lui depuis son enfance, se révolta à l'audacieuse ouverture du favori. Conseillé par son précepteur Escoiquiz, archidiacre de Tolède, et par le duc de l'Infantado, il brava les menaces même de son indigne mère, dont une passion coupable avait éteint jusqu'à la tendresse pour ses enfants. Godoï et la reine, désespérant de triompher par la violence de l'opiniâtreté du prince, cherchèrent alors à le perdre par une infâme calomnie; ils l'accusèrent auprès de Charles IV de conspiration contre son trône et sa vie. Le monarque, enfermé dans un cercle de mensonges et de perfidies, auxquels les assertions de Marie-Louise donnaient une si puissante autorité, maudit son fils et le jugea indigne de lui succéder.

L'infortuné prince ne vit d'autre moyen, pour échapper au courroux de son père, que de recourir à la protection de Napoléon; afin de mieux se l'attacher, il lui fit demander la main de la fille de Lucien Bonaparte. L'empereur était alors en Italie; il venait d'ajouter à ses vastes posses-

sions les États héréditaires de la branche des Bourbons de Parme, érigés récemment en royaume d'Étrurie; et, en retour, il avait donné à cette famille une portion du royaume de Portugal, échange illusoire qui ne devait jamais se réaliser. A la nouvelle du drame qui se passe en Espagne, Napoléon revient en France pour en suivre plus facilement tous les incidents. Le denoûment semblait prochain. Le peuple espagnol s'émeut à la vue de la persécution dirigée contre l'héritier du trône; il en rejette avec raison tout l'odieux sur Manuel Godoï. Le 18 mars 1808, Madrid se soulève; sa population, augmentée de tous les mécontents des environs, se porte en armes à Aranjuez, où se trouvait la famille royale, et réclame le renvoi du favori. La cour songe à fuir; la fermentation s'augmente. Vainement Charles IV assure que son intention est d'aller soigner sa santé dans une province d'Espagne plus favorable, le peuple crie à la trahison. Il dit que Godoï a vendu ses princes et le pays au souverain de la France. Les voitures du maire du palais étaient attelées; on les pille, on les brise; lui-même se dérobe à grand'peine à la fureur de la populace. Aux cris de mort poussés contre lui se mêlent les

cris de : Vive Ferdinand, prince des Asturies ! Le vieux monarque, depuis longtemps las des soucis de la couronne, ne forme plus qu'un vœu, celui d'assurer son repos et la vie de son favori, et le 19 mars 1808 il abdique la couronne en faveur de son fils Ferdinand.

CHAPITRE XV

Invasion de l'Espagne par les Français. — Actes de Bayonne.— Déchéance de Ferdinand VII. — Captivité des Bourbons d'Espagne. — Joseph Bonaparte proclamé roi. — Siége de Saragosse. — Guerre de la Péninsule. — Ferdinand VII remonte sur le trône d'Espagne. — Ses premiers actes politiques. — Perte des colonies. — Guerre civile. — Intervention française. — Ferdinand VII recouvre sa liberté et sa couronne. — Il épouse sa cousine Marie-Christine de Bourbon. — Abrogation de la loi de succession dite de Philippe V. — Mort de Ferdinand VII.

1808 - 1833.

Napoléon, informé de l'événement par Beauharnais, son ambassadeur, ordonne au grand-duc de Berg (Joachim Murat) d'entrer en Espagne, et, sous prétexte de se porter médiateur entre le père et le fils, de pousser jusqu'à Madrid. Murat remplit ponctuellement les intentions de l'empereur : il passe la frontière avec une armée de soixante mille hommes, partagée en trois corps, sous les ordres des maréchaux Moncey, Bessières et du général Dupont. Il arrive dans la capitale presque en même temps que le jeune roi Ferdinand VII, pour lequel il affecte publiquement les plus grands égards. Napoléon lui-même ne tarde pas à se diriger vers les Pyrénées. Arrivé

à Bayonne, au commencement d'avril, il apprend que Charles IV songeait déjà à rétracter son abdication sur les sollicitations de la reine, qui ne pouvait se décider à abandonner le pouvoir, surtout pour le transmettre à un fils qu'elle détestait. Napoléon alors engage secrètement Ferdinand à venir le trouver à Bayonne, afin de se concerter avec lui sur les moyens de conjurer ces nouveaux orages. Le prince, accompagné de son frère don Carlos, dont le dévouement lui était connu, du chanoine Escoiquiz, et des ducs de San-Carlos et de l'Infantado, part de Madrid le 10, confiant dans les assurances d'amitié du souverain français.

Le grand-duc de Berg, d'autre part, conseillait vivement à Charles IV d'aller aussi s'en rapporter à l'arbitrage de Napoléon. La reine employait les instances les plus impératives pour décider le vieux monarque ; elle avait reçu des lettres pressantes à ce sujet de Manuel Godoï, dont Napoléon avait réclamé l'élargissement à la junte provisoire de Madrid, et qu'il avait mandé auprès de sa personne. Le roi d'Espagne y consentit, et le 1er mai cette famille souveraine, plus divisée que celle des Atrides, se trouvait en présence de l'arbitre de sa destinée. Ferdinand résista



K. Girardet del. Oleszczynski sc.

LE ROI D'ESPAGNE SE TROUVAIT DEVANT L'ARBITRE
DE SA DESTINÉE.

d'abord. « J'ai été, disait-il, reconnu roi à Madrid par mes peuples, et je ne puis faire la rétrocession de ma couronne que devant les cortès assemblées. » Mais ce prince n'était pas d'un caractère à soutenir longtemps une fermeté qu'il devait en partie à son entourage. La crainte de l'anarchie, à laquelle son refus allait peut-être livrer l'Espagne, acheva de triompher de sa résolution première. Mais pour conserver un reste de dignité, il ne voulut abdiquer qu'en faveur de son père. Napoléon y consentit. Il tenait déjà dans ses mains l'abdication, à son profit, du vieux roi, auquel il avait assuré la jouissance d'une résidence royale de France et un revenu de six millions. Sans perdre de temps, il rendit publics les deux actes et du fils et du père, et il dicta à Charles IV une proclamation aux Espagnols, dans laquelle celui-ci les informait : « Qu'il pensait ne pouvoir leur donner une plus grande preuve de son amour qu'en cédant ses droits aux trônes d'Espagne et des Indes à son auguste ami. » Et, le 9 mai, Napoléon rendit le décret impérial qui déclarait que Charles IV et Ferdinand VII avaient renoncé à leur couronne en sa faveur.

Néanmoins Napoléon, en se trouvant substitué

aux droits de la maison de Bourbon dans la Péninsule, avait encore de plus grandes difficultés à vaincre. Il lui fallait faire reconnaître sa souveraineté par les Espagnols. Il charge Moncey, Bessières, Kellermann et Dupont d'aller, à la tête d'une armée considérable, faire accepter aux ayuntamientos de la Péninsule son décret impérial du 9 mai. En même temps il relègue au fond de la France tous les membres de la famille déchue. Sous une escorte plus imposante qu'honorifique, il envoie à Compiègne Charles IV, Marie-Louise, l'infant don François de Paule, la reine d'Étrurie et le prince de la Paix. Le favori pleurait de rage et de honte en se voyant brisé comme un vil instrument par celui qui s'en était servi pour arriver à ses fins. Le climat du Nord parut bien pâle et bien froid à ces princes venus de la chaude Ibérie. Napoléon, qui n'aimait pas les rigueurs inutiles, trouva superflu de priver de leur beau soleil ceux à qui il avait dérobé un trône. Il leur permit donc de transférer leur résidence de Compiègne à Marseille. Plus tard (1811) les États Romains ayant été annexés à l'empire, Charles IV regarda comme une faveur de Napoléon la permission d'aller habiter Rome, ce centre

de grands souvenirs et de grandes infortunes. Là, dans le palais Borghèse, qui lui servait de demeure, il trouva, avec les consolations de la religion et son goût pour les arts, le repos dont sa vieillesse éprouvait depuis longtemps le besoin. La destinée de Ferdinand VII et de don Carlos son frère fut plus rigoureuse que celle de leur père. Ils furent conduits au château de Valençay, en Berri. Le 6 juin 1808, Napoléon envoya comme roi à l'Espagne son frère Joseph Bonaparte. Mais cette investiture était loin de suffire à ce prince pour assurer son autorité dans ses nouveaux États. L'empereur, dès les premiers jours qui suivirent la déchéance des Bourbons d'Espagne, put apprécier la vérité de cette réponse que lui avait faite, à Bayonne, don Juan Escoiquiz, interrogé par lui sur les conséquences d'un changement de dynastie : « Sire, la nouvelle dynastie sera placée sur un volcan, dont l'explosion ne pourra être retardée que par la force ; il faudra que Votre Majesté ait sans cesse deux à trois cent mille hommes dans les provinces pour empêcher les révoltes. Le nouveau roi règnera sur des cadavres. La guerre de la Péninsule sera une hydre renaissante. »

En effet, à peine les actes de Bayonne furent-ils connus des Espagnols, que des cris de vengeance et de mort éclatent sur le passage des troupes françaises. Les fiers enfants des Asturies, de la Galice et de Santander s'arment les premiers.

Une junte est formée à Oviédo, sous la présidence du marquis de Santa-Cruz. Bientôt le feu de l'insurrection gagne toute l'Espagne. Séville, par ses démonstrations violentes contre tous ceux qu'on suppose partisans de Godoï et des Français, mérite d'être choisie comme centre d'opérations par les défenseurs de la patrie envahie. Une fois que la junte de Séville est assurée du concours des principales villes du royaume, elle déclare la guerre à Napoléon au nom de Ferdinand VII, et signale son existence par une proclamation où elle disait : « Nous ne voulons pas de révolutions; Espagnols, votre liberté, votre roi, votre religion, vos espérances dans un monde meilleur, que cette religion seule peut offrir à vous et à vos descendants, tout cela est en péril... » Elle rassemble spontanément de nombreux bataillons ; ses généraux sont Castanos, Caro, Palafox, Cuesta, Blake et la Romana.

Un mois à peine s'est écoulé depuis les événements de Bayonne ; Saragosse, qui a chassé les Français de ses murs, est investie, le 9 juin 1808, par le corps d'armée du général Verdier ; don Joseph Palafox défend la place au nom de Ferdinand VII. Après soixante jours de siége, Verdier fait offrir une capitulation au commandant. Celui-ci, pour toute réponse, lui écrit : *Guerra a cuchillo* (guerre au couteau), et les assiégés redoublent d'acharnement et de courage. Sur ces entrefaites, arriva la capitulation de Baylen. Verdier dut alors lever le siége de Saragosse. Quelques mois plus tard, ses habitants et Palafox furent contraints, après cinquante-deux jours de tranchée ouverte, le 24 février 1809, de se rendre devant les efforts combinés des ducs de Montebello et de Trévise, qui avaient trouvé une défense aussi énergique.

Depuis, si, pendant quatre années, les Français occupèrent la Péninsule, ce ne fut réellement pour eux qu'une longue lutte mêlée de victoires et de revers qui laissaient incertain le sort de la nouvelle dynastie. La junte nommée par Napoléon, sur un décret daté de Bayonne, avait, il est vrai, le 20 juillet 1808, proclamé, à Madrid, le

roi Joseph ; mais peu de temps après, ce prince s'était vu obligé d'évacuer sa capitale. Cependant les habits rouges d'Angleterre s'étaient montrés en ligne avec les soldats moins bien équipés des généraux Cuesta, Blake et Palafox. Les troupes envoyées par la Grande-Bretagne, s'élevant à quatorze mille hommes, étaient commandées par sir Arthur Wellesley (depuis duc de Wellington). Six mille Portugais se joignent à elles, et, le 21 août 1808, à la suite d'un succès remporté à Vimeira, et de l'expulsion de Lisbonne du général français Junot, l'armée anglo-portugaise avait pénétré en Espagne. Ce malheureux pays devient la lice où devait se livrer le combat à mort entre Napoléon et le cabinet de Saint-James. Ce gouvernement vendait chèrement son appui à l'indépendance de l'Espagne. Il rendait ce pays le théâtre d'une guerre désastreuse, et, en exploitant la juste exaspération de la Péninsule contre Napoléon, il économisait ainsi ses ressources d'hommes et d'argent, comme aussi il se fortifiait plus que jamais dans le poste de Gibraltar, et accaparait le commerce et les comptoirs des colonies espagnoles abandonnées à sa discrétion. Bien plus, au dire même des Espagnols, les usines et les fabriques

de leur pays, susceptibles de devenir des rivales dangereuses pour celles de l'Angleterre, eurent à souffrir encore plus de la présence des alliés que de celles des ennemis.

Cinq années de guerre s'écoulèrent, pendant lesquelles des torrents de sang arrosèrent les plaines de l'Espagne. Cependant le résultat fatal pour Napoléon de la bataille de Leipsick, livrée le 18 octobre 1813, le contraignit à rappeler ses armées d'Espagne; alors il pensa à restituer la couronne à Ferdinand VII, dans la vue de s'en faire un allié utile; la liberté fut donc rendue aux princes espagnols. Ferdinand VII fut reçu à la frontière d'Espagne par le maréchal Suchet, qui évacuait ce royaume. De là il continua sa marche sur Valence, où il arriva le 19 avril 1814. La régence d'Espagne, présidée par le cardinal de Bourbon, l'y attendait pour l'accompagner jusqu'à Madrid. Une fois dans sa capitale, il s'occupa de rétablir l'autorité royale sur ses anciennes bases, et refusa de reconnaître la constitution qu'avaient faite en 1812 les cortès du royaume. Cette assemblée, profitant des désordres des temps, s'était attribué tous les pouvoirs. Cette conduite lui attira l'approbation des uns et le blâme des

autres. Les plus sages pensaient que le roi, tout en réprimant la licence de ceux qui professaient des principes hostiles à la royauté, devait convoquer régulièrement les cortès, et de concert avec elles arrêter les bases d'une constitution monarchique en harmonie avec les circonstances et la marche des temps. D'ailleurs Ferdinand VII, à son entrée en Espagne, avait promis qu'il réunirait prochainement les cortès. Un motif assez plausible lui fit différer cette convocation. Par l'édit du 4 mai 1814, Ferdinand avait manifesté son intention de réunir les députés de toutes les parties de la monarchie, tant de la Péninsule que des Indes. En conséquence, il attendait que les colonies fussent rentrées sous l'obéissance de la métropole, dont elles s'étaient séparées pendant l'occupation du royaume par les Français. Malheureusement, l'Angleterre continuait, à l'égard de l'Espagne, son rôle d'alliée dangereuse et avide; elle entretenait dans les colonies cet esprit d'indépendance qui devait avoir de si funestes résultats pour la mère patrie. Naguère, ce n'avait pas été dans l'intérêt du catholicisme ni du bonheur de la Péninsule, que l'impérieuse et protestante Albion s'était constituée sa protectrice;

car, pendant qu'elle défendait contre les armées de Napoléon le territoire de l'Espagne, elle envoyait des émissaires dans les possessions coloniales de ce royaume pour les engager à se déclarer indépendantes.

Après la chute de Napoléon, l'Angleterre, qui redoutait peu le timide Ferdinand VII, jeta le masque, et, sans ménagement aucun, envoya des consuls et des agents diplomatiques aux colonies, qui, grâce à elle, avaient rompu leur union avec l'Espagne. Buenos-Ayres, le Chili, la Nouvelle-Grenade s'étaient constitués en républiques. Le roi se vit donc obligé de s'occuper sérieusement des troubles de l'Amérique espagnole et des agitations de la Péninsule; il chargea le conseil de Castille de faire un travail sur la convocation des cortès, qui devaient être composées, comme on sait, de députés des deux hémisphères. En même temps, il fit des armements pour contenir les colonies qui persisteraient dans leur révolte. Déjà plusieurs expéditions avaient été dirigées dans ce but; faute de ressources suffisantes, elles avaient échoué. Vers la fin de 1819, il prépara un armement plus considérable, dans l'île de Léon, sous les ordres du général O'Donnell, comte de Labisbal.

On avait acheté de la Russie des bâtiments de transport en assez mauvais état; tous les régiments dont l'esprit n'était pas sûr furent désignés pour cette expédition. De cette façon le gouvernement se débarrassait d'hommes dangereux, et les opposait, de l'autre côté des mers, à d'autres fauteurs de troubles. Malheureusement le désordre des finances, la rancune du parti des novateurs écarté des affaires, avaient fini par faire naître le mécontentement dans les rangs d'une armée oisive, bien que, au retour du roi, elle se fût montrée hostile aux constitutionnels de 1812. Au commencement de la restauration, on avait assez facilement éteint l'insurrection qui s'était déclarée dans quelques corps. Mina, un des chefs les plus distingués des guerres de l'indépendance, trompé dans ses espérances d'être capitaine général de la Navarre, avait le premier arboré le drapeau de la révolte; son entreprise ayant échoué, il ne dut son salut qu'à la fuite. Porlier, ensuite, en Galice, avait cherché à rétablir la constitution abolie; mais, livré par ses propres soldats, il subit la peine capitale. Lacy, son imitateur en Catalogne, eut le même sort, ainsi que Vidal et Bertrand de Lis, qui avaient tenté un mouvement à Valence.

Ces exécutions, de la part d'un gouvernement mal organisé et incertain dans sa marche, multipliaient le nombre des mécontents: réduits momentanément à l'inaction, ceux-ci n'attendaient qu'une occasion favorable pour se montrer. Ils établirent, à l'aide de la franc-maçonnerie, un réseau d'insurrection comprenant des militaires de tous grades.

L'armée réunie dans l'île de Léon en comptait un grand nombre; la plupart voyaient avec répugnance cette expédition d'Amérique, qu'ils ne considéraient que comme un exil. De coupables manifestations ne tardèrent pas à se montrer, à la suite desquelles le comte de Labisbal fut rappelé à Madrid, et les officiers supérieurs Arco Aguerro, San-Miguel, O'Daly et Quiroga mis en prison. Néanmoins, le gouvernement, comme frappé d'un incroyable aveuglement, différa encore le départ de la flotte, et laissa ainsi grandir et se fortifier l'esprit d'insubordination; de sorte qu'au moment de mettre à la voile, une insurrection terrible éclata parmi les troupes. Le 5 janvier 1820, le chef de bataillon don Rafaël Riego, s'adjoignant San-Miguel et Antoine Quiroga, parvenus à s'évader de prison, se met à la tête de plusieurs

bataillons cantonnés en Andalousie, marche sur l'île de Léon, s'en empare, et proclame la constitution de 1812. On forme aussitôt une junte provisoire. Quiroga est nommé général en chef des troupes insurgées, qui prennent le nom d'armée nationale, et il appelle toute l'Espagne à suivre son exemple. Cependant les conseillers du roi, tout en cherchant à opposer la force à la violence, jugent prudent de ne pas retarder davantage la convocation des cortès; mais cet acte, qui, plus tôt, aurait pu être favorablement interprété, est considéré comme un témoignage de faiblesse et une concession arrachée dont on ne sait aucun gré à Ferdinand. Une émeute terrible éclata à Madrid, à la suite de laqnelle le monarque, prisonnier de ses propres sujets, reconnut et jura la constitution de 1812. Dès lors l'effervescence populaire fut à son comble, et le gouvernement de Ferdinand VII semblait ne plus exister. A Madrid, les insultes se multipliaient contre la famille royale, et jusque dans son propre palais. Au mois de février 1821, les gardes du corps, lassés de semblables excès, firent une démonstration énergique; victimes de leur zèle, ils furent licenciés. Les cortès, assemblées le

1er mars, présentèrent le spectacle d'une désunion encore plus grande. Les modérés de bonne foi, fatigués de toutes ces agitations, s'entendirent pour faire solennellement des protestations d'attachement à la personne sacrée du roi et à la constitution. De ce nombre étaient les députés Torreno, Arguelles, Morillo, San-Martin, Martinez de la Rosa, etc. Ils se virent en butte aux déclamations les plus furibondes et aux menaces les plus terribles, et vainement ils essayèrent de s'arrêter sur le penchant de l'abîme. Ils votèrent des lois pour réprimer les abus de la presse, et limiter le droit de pétition. Mais la révolte allait toujours croissant; tout faisait présager quelque dénoûment sinistre. Puis, comme si le doigt de Dieu avait marqué l'Espagne, la fièvre jaune venait d'envahir ce malheureux pays. Barcelone, tout émue encore d'un mouvement républicain qui avait éclaté dans ses murs, fut la première ville atteinte du fléau. Le gouvernement français, également effrayé de l'épidémie morale et de la contagion physique, dirigea vers les Pyrénées des troupes considérables, dont il forma un cordon doublement sanitaire.

Ce fut sous de tels auspices que les cortès

extraordinaires s'ouvrirent le 7 octobre 1822. Au lieu de s'occuper de lois réglementaires et d'attendre avec dignité les propositions du gouvernement, elles élevèrent impérieusement la voix, et, ne gardant plus de mesure, elles firent comprendre au ministère San-Miguel, sorti de leur sein, que s'il hésitait à donner à leurs principes toute l'extension voulue, on lui retirerait le pouvoir dont on l'avait investi. Le système constitutionnel était donc détruit par ceux-là mêmes qui l'avaient proclamé. La royauté, ballottée au milieu de cette tourmente, perdait toute son action et toute sa majesté. Il était à craindre que les passions, devenues plus audacieuses par l'impunité, ne préparassent à Ferdinand VII un sort pareil à celui de Louis XVI en France. Tous les rois s'en émurent; ils comprirent que la cause du souverain espagnol était aussi la leur. Déjà le dénoûment des révolutions de Naples et de Piémont donnait à croire que la question de la Péninsule deviendrait une question européenne. L'année précédente, les plénipotentiaires de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse, réunis à Laybach, s'étaient occupés des moyens à prendre pour mettre un frein à des perturbations qui mena-

çaient de faire renaître une conflagration générale. Les désordres de l'Espagne motivèrent un nouveau congrès, dont les conférences s'ouvrirent à Vérone en octobre 1822. Les représentants des grandes puissances reconnurent unanimement la nécessité d'une intervention armée; on décida le rappel des diverses légations de Madrid. La France, à cause de son voisinage et de la parenté de sa dynastie, fut chargée de la répression devenue urgente dans la Péninsule; et le 18 janvier 1823, Louis XVIII annonça au parlement français qu'une armée de cent mille hommes allait franchir les Pyrénées, sous le commandement du duc d'Angoulême.

A cette nouvelle, les propagandistes espagnols cherchèrent à remuer les masses par de violentes déclamations. A les entendre, après l'exemple de 1808, la Péninsule ne devait pas redouter les occupations étrangères; la nation n'avait qu'à se lever comme un seul homme, et l'armée française, comme au temps de Napoléon, allait s'ensevelir en Espagne avec ses trésors. Mais cette unité n'existait plus en 1823. Les opinions s'étaient fractionnées; l'argent manquait, et le sentiment national ne devait plus suppléer à l'épuisement

des ressources. Le clergé, en butte aux vexations des révolutionnaires, ne soufflait plus la résistance aux populations qui se confiaient à lui; la noblesse, qui n'avait pas d'abord montré d'opposition aux réformes, dans la louable espérance de voir rétablir des institutions propres à régler la prérogative royale et à rendre à la nation son indépendance et son ancienne organisation, était devenue victime de son patriotisme désintéressé par suite de l'extension donnée démesurément à l'esprit de ces réformes. Les autres classes mêmes, qui avaient profité de l'anarchie pour faire leur part plus belle, ne voulaient plus d'une constitution qui contrariait leurs idées provinciales, nuisait aux intérêts et à l'importance des localités, et tendait à remettre un pouvoir absolu aux hommes entreprenants qui tour à tour s'emparaient de l'autorité. La France aussi faisait profession d'une modération propre à lui concilier la majorité qui voulait le repos et de sages institutions. Aussi les paroles du vicomte de Châteaubriand, ministre des affaires étrangères, à la tribune française, eurent-elles un grand retentissement dans la Péninsule... « La France, avait-il dit, ne prétend pas imposer des institutions à l'Espagne. Assez de libertés na-

tionales reposent dans les anciennes lois d'Aragon et de Castille, pour que les Espagnols y trouvent à la fois un remède contre le despotisme et contre l'anarchie. »

Cette anarchie s'était jetée dans la partie active des révolutionnaires, divisés en *comuneros* et en francs-maçons. Il s'élevait journellement entre eux des débats qui se terminaient par des scènes sanglantes, et retardaient les préparatifs à opposer à ceux du gouvernement français. Le duc d'Angoulême quitta Paris le 15 mars pour aller prendre le commandement de l'armée rassemblée le long des Pyrénées. Le désordre redoubla à Madrid. Les énergumènes vociféraient plus violemment leurs cris de mort contre le roi jusque dans la cour de son palais. Les nouvelles cortès, réunies depuis le 1er du mois, trouvant la capitale trop rapprochée de la frontière, décident que le roi doit transporter le siége du gouvernement constitutionnel à Séville. Le 20, à huit heures du matin, Ferdinand VII, accompagné de toute sa famille, sort de Madrid conduit comme un prisonnier. Partout, sur son passage, malgré les efforts des *exaltados* qui l'escortent et qui cherchent à souffler leurs fureurs aux populations, il

est facile de voir que celles-ci, par leur consternation et leur silence, se déclarent pour une contre-révolution qui semble inévitable. Les cortès, en quittant la capitale, en confièrent la garde au comte de Labisbal. Déjà les généraux Ballestros, Mina et Morillo étaient allés vers le nord se mettre à la tête de corps d'armée qui n'existaient guère que nominalement. Pendant ce temps-là, le duc d'Angoulême faisait diligence. Après avoir parcouru toute la ligne des Pyrénées, il arrive le 30 mars à Bayonne, et le 7 avril il passe la Bidassoa, petite rivière qui sert de limite aux deux royaumes.

La marche rapide de l'armée française augmentait le désordre du gouvernement révolutionnaire de Séville. Il décrétait une foule de mesures empreintes d'exagération, et qui, n'étant observées par personne, devenaient l'objet de la risée publique. La confusion arriva à son comble par le refus que la maison Berlases, de Londres, fit de payer, à leur échéance, les billets provenant de l'emprunt de quarante millions contracté par les cortès. Dès lors cette assemblée n'ayant plus ni crédit ni ressources d'aucun genre, et se trouvant surtout privée des sympathies et de la confiance

des populations, se vit exposée à l'esprit de réaction et à la merci des troupes françaises, qui chaque jour gagnaient du terrain. Les cortès, ne se croyant plus en sûreté à Séville, décidèrent qu'elles iraient se renfermer dans Cadix. Sur la motion des députés Galiano et Arguelles, une députation de l'assemblée alla signifier cette dernière résolution à Ferdinand VII, qui rappela cette fois un reste d'énergie en disant « que sa conscience et les intérêts de ses sujets ne lui permettaient pas de quitter Séville; que, comme particulier, il consentirait à faire ce sacrifice ou tout autre; mais que comme roi il ne le devait pas. » A cette réponse, les cortès se répandirent en injures et en provocations; et, n'écoutant plus que leur colère, elles jetèrent enfin le masque de déférence qu'elles avaient gardé pour en imposer à l'Espagne. Galiano, interprète de leurs criminelles intentions, fait cette motion, qui est adoptée à l'unanimité : « Je prie les cortès qu'en conséquence du refus du roi de mettre sa personne et sa famille en sûreté aux approches de l'ennemi, il soit déclaré que le cas est arrivé de regarder Sa Majesté comme en état d'empêchement moral, cas prévu par l'article 187 de la constitution, et

qu'il soit nommé une régence provisoire qui sera investie, seulement pendant la durée de la translation des cortès et du gouvernement dans l'île de Cadix, de la plénitude du pouvoir exécutif. »

Cette séance scandaleuse avait lieu le 11 juin ; elle eut son complément le lendemain. Les révolutionnaires recoururent même aux violences pour contraindre les augustes captifs à prendre immédiatement le chemin de Cadix, où ceux-ci arrivèrent trois jours après. Le petit nombre de ministres étrangers demeurés auprès du gouvernement espagnol refusèrent d'autoriser de leur présence des actes aussi monstrueux. L'envoyé anglais lui-même, sir William A'Court, demanda ses passe-ports. La singulière régence qu'on venait d'improviser, sentant l'importance de le ménager, lui assura que Ferdinand VII reprendrait son pouvoir en arrivant à Cadix. L'envoyé n'en persista pas moins dans sa résolution ; il promit seulement d'aller attendre à Gibraltar de nouvelles instructions. Le ministre de Saxe fut le seul qui suivit la famille royale à Cadix ; il voulait jusqu'au bout protéger la nièce de son souverain, Marie-Josèphe-Amélie, que, quatre ans auparavant, Ferdinand avait épousée en troisièmes

noces. Les scènes de Séville, les humiliations nouvelles imposées au roi, soulevèrent contre les cortès un cri général d'indignation. Enfin la proclamation foudroyante de la régence royaliste de Madrid, à la date du 19 juin, produisit un effet électrique dans toute la Péninsule. La marche du prince français n'était plus qu'une suite d'ovations. Le duc d'Angoulême pensa que, pour mieux atteindre le but de l'intervention, il devait prévenir toute désunion et marcher sans retard sur Cadix. Cette ville offrait le tableau de l'anarchie la plus déplorable; la royauté se trouvait plus abaissée que jamais dans la personne de Ferdinand VII. Ce monarque paraissait, par ses actes incertains, justifier l'indigne inculpation d'imbécillité portée contre lui. Il poursuivait sa funeste ligne de conduite, cédant sans résistanee à toute volonté du moment qui s'imposait à lui. Le duc d'Angoulême vient donc bloquer Cadix à la fin d'août, et avant de faire commencer le feu, il envoie signifier aux habitants de remettre le roi en liberté. La première quinzaine de septembre se passa ainsi en négociations inutiles; mais le 23 des bombes sont lancées dans la ville, où elles achèvent de jeter la confusion. Les assiégés font

des ouvertures de capitulation au prince français, qui les accepte, et le 1er octobre Ferdinand VII retrouve sa liberté et son pouvoir royal.

Le duc d'Angoulême crut sa mission achevée en apprenant avec quel enthousiasme toute la Péninsule accueillait la délivrance du roi, et ne tarda pas à partir pour Paris. Cependant sa tâche restait imparfaite. Ferdinand VII se voyait rétabli sur son trône; mais cela ne suffisait pas pour rendre à ses États le bonheur et la paix. Des ferments de désordres plus ou moins étouffés à l'intérieur devaient avoir, au delà des mers, de funestes conséquences pour l'Espagne. Les colonies, profitant de l'anarchie de la métropole, avaient fini par s'en séparer complétement. Déjà, à l'époque de la guerre contre Napoléon, elles avaient pris l'habitude de s'administrer elles-mêmes et de se passer de la mère patrie. Les discordes de 1820 à 1823 favorisèrent encore l'extension de cet esprit d'indépendance dans les colonies américaines; et la plupart, secondées secrètement par l'Angleterre, finirent, avant la mort de Ferdinand VII, par s'ériger en républiques dont le gouvernement fut peu à peu reconnu des puissances de l'Europe. Cette séparation, en portant un coup terrible à la monarchie

espagnole, ne devait pas avoir des suites plus heureuses pour les colonies elles-mêmes. Comme le fait observer le vicomte de Châteaubriand : « Les colonies espagnoles sont réduites à une guerre civile éternelle et à des tyrans successifs derrière le nom permanent de la liberté. » Une administration bien entendue aurait pu resserrer les liens qui les unissaient à l'Espagne, et satisfaire, de part et d'autre, toutes les exigences.

Ferdinand VII, redevenu veuf et n'ayant pas d'héritier direct de sa couronne, épousa le 11 décembre 1829 Marie-Christine, fille de François Ier, roi de Naples. Cette princesse, douée des avantages du corps et de l'esprit qui pouvaient présager l'ascendant qu'elle prendrait sur son royal époux, ne tarda pas à l'acquérir complétement en donnant à Ferdinand l'espoir d'un héritier. Ce fut alors que Marie-Christine, dans la crainte de n'avoir que des filles, et que la mort du roi, dont la santé était chancelante, ne lui enlevât l'autorité souveraine, profita de son influence sur Ferdinand VII pour obtenir de lui l'abrogation de la loi de succession, dite de Philippe V, qui n'accordait aux filles le droit d'hérédité qu'après l'extinction de tous les membres de la descendance masculine en ligne

collatérale, pourvu toutefois qu'ils fussent nés en Espagne.

Les prévisions de la reine ne tardèrent pas à se réaliser. Elle ne devait donner le jour qu'à deux princesses, dont l'aînée est montée sur le trône sous le nom d'Isabelle II; comme aussi son royal époux n'était pas destiné à partager longtemps avec elle l'autorité souveraine. Le 29 septembre 1833, la mort vint mettre un terme au déplorable état de langueur dont Ferdinand VII était atteint.

FIN

TABLE

CHAPITRE I

CHAPITRE II

ROYAUME D'ARAGON.

CHAPITRE III

CHAPITRE IV

CHAPITRE V

ROYAUME DE CASTILLE.

CHAPITRE VI

CHAPITRE VII

CHAPITRE VIII

CHAPITRE IX

DYNASTIE D'AUTRICHE.

CHAPITRE X

CHAPITRE XI

CHAPITRE XII

CHAPITRE XIII

DYNASTIE DES BOURBONS.

CHAPITRE XIV

CHAPITRE XV

FIN DE LA TABLE.

Tours. — Imp. Mame.



NOUVELLE SÉRIE

Auguste et Thérèse, par Mme Tarbé des Sablons.
Charles VIII, par M. Todière.
Châtelaines de Roussillon (les), par Mme de la Rochère, auteur de *Tebaldo*.
Conquête de l'Espagne (Histoire de la).
Deux Créoles (les), par Mme J. S.
Edma et Marguerite, par Mme Woillez.
Édouard de Termont, par Mme L. de R.
Famille Dorival (la), par Th. Ménard.
Fille de l'Émigré (la), par M. d'Épagny.
Fille du Maçon (la), par Mlle É. Moreau.
Histoire d'Espagne, par le comte Victor du Hamel.
Jacques Cœur, par M. C. D.
Jeune Marin (le), par Mme C. G.
Julienne, par le Vte Walsh.
Mathilde et Gabrielle.
Pierre-le-Grand, par M. Dubois.
Récits et Souvenirs d'un voyage en Orient, par B. Poujoulat.
Templiers (Hist. des), par Roy.
Trois Frères Écossais (les), par l'abbé D.
Une Ire Année dans le monde.

APPROUVÉE
par Mgr l'Archevêque
DE TOURS